



DES

2016



REPUBLIQUE
ET CANTON
DE GENEVE

POST TENEBRAS LUX

COGINTA
For police reforms
and community safety



Table des matières

PRÉFACE DE LA COMMANDANTE DE LA POLICE	3
RÉSUMÉ	5
LE DIAGNOSTIC LOCAL DE SÉCURITÉ (DLS) EN BREF	20
LE PROFIL DES COMMUNES À GENÈVE	26
LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES : CRIMINALITÉ, ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ET INCIVILITÉS	34
L'ACTION POLICIÈRE : INTERVENTIONS, CONTRÔLES ET PRÉSENCE VISIBLE	51
LE REGARD DES RÉSIDENTS SUR LA SÉCURITÉ ET LA POLICE	74
LES COMPORTEMENTS DES RESIDENTS EN MATIERE DE PREVENTION	97
LES ATTENTES DE LA POPULATION EN MATIERE DE PRESTATIONS POLICIERES	100
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	111
ANNEXES	116
TABLE DES MATIERES DETAILLEES	124
TABLE DES ILLUSTRATIONS	127

Mandat Département de la sécurité et de l'économie (DSE)
Police cantonale
Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge, Plan-les-Ouates

Réalisation Coginta
Avec la collaboration de la direction de la stratégie
et du service d'analyse stratégique de la Police

Auteur Dominique Wisler

Didier Froidevaux, André Faggioni, Ioulia Fasola
Anne-Marie Gaillet, Alix Lichtsteiner, Melody
Mathieu, Jessica Meylan

Cartographie Nathalie Lambert-Cart

Couverture Deneesan Kanapathipillai

Juin 2017

Préface de la Commandante de la Police

Vous tenez entre vos mains la 5ème édition du *Diagnostic local de sécurité*. Plusieurs réflexions sont partagées avec ses lecteurs.

D'abord, la sécurité locale et la sécurité globale forment un tout. Les faits divers, tragiques ou courants, mettent la population en tension comme le font les attentats terroristes qui surviennent dans nos pays voisins ou plus éloignés.

Ensuite, poser un diagnostic c'est, selon la terminologie médicale, déterminer de quoi on souffre après avoir recueilli et analysé les symptômes qui se manifestent. Cinq communes et près de 500 habitants de la campagne ont exprimé leur perception de la sécurité, ce qu'ils attendent de la police cantonale et de la police municipale en charge de les protéger et ont évalué l'action de ces dernières.

Il faut ici faire un bref rappel chronologique pour relever le chemin parcouru depuis 2004, année du premier diagnostic. Celui-ci avait pour principal objectif une première mesure des perceptions et des attentes de la population dans le cadre du concept PROXIPOL visant à donner un deuxième souffle à notre police de proximité. La présente édition survient l'année de l'entrée en vigueur de la loi de la police votée en septembre 2014, qui crée notamment un service de police de proximité au sein de la police cantonale. Parallèlement, les polices municipales se sont vues attribuer de nouvelles compétences. Ce nouveau contexte légal et organisationnel implique un renforcement de la coordination et de la coopération opérationnelles, que le concept de sécurité de proximité - appelé à évoluer ces prochains mois - encadre et qu'un certain nombre de contrats locaux de sécurité mettent en œuvre.

Le diagnostic précède, accompagne et suit tout à la fois ces évolutions. Toujours mené sur une base scientifique rigoureuse et par une approche représentative et typologique, le dispositif du diagnostic est adapté pour tenir compte des changements. Il constitue ainsi un véritable tableau de bord et outil d'aide à la décision pour le Département de la sécurité et de l'économie, la police cantonale et les communes partenaires. Ces communes ont été associées à la définition des zones d'étude, à la rédaction du questionnaire et ont validé le rapport final. Il s'agit à l'évidence d'un véritable partenariat, qui va bien au-delà de l'engagement financier. Il nous reste à réaliser l'étape la plus ambitieuse : travailler ensemble à la traduction opérationnelle et à la mise en œuvre des recommandations.

Ce sont ainsi près de 5'000 personnes qui ont eu la parole. Parfois, nous sommes mécontents de l'action de la police. Pourquoi ? En 2016, sa performance est citée par 75% des réponses et ce pourcentage augmente régulièrement depuis 2007.

Et pourtant ! C'est bien la performance de la police qui a permis une baisse de près de 37% des petits et moyens délits pour une période presque identique.

Cet exemple illustre autant la complexité de conjuguer *perception* avec *réalité*, que celle de l'exercice des hommes et des femmes au service de la population, prêts à sacrifier leur vie pour sauver celles de leurs concitoyens.

Si nos concitoyens sont exigeants avec la police cantonale et les polices municipales, ils reconnaissent que la police fait du bon travail et qu'elle s'améliore sur le plan de l'équité. A l'amélioration de la situation mesurée par la statistique policière de la criminalité, font écho plusieurs résultats congruents et positifs de ce diagnostic : le sentiment de sécurité augmente, la sécurité n'est plus le problème no 1 des

résidents genevois et même l'exposition aux incivilités dont on sait qu'elles pèsent sur le sentiment de sécurité tendent pour la première fois à diminuer.

Enfin, au-delà des chiffres et des statistiques, rappelons ceci : de tout temps, la minorité d'une société a transgressé les règles établies par le plus grand nombre et ce dernier a toujours été placé sous la protection d'une police à son service. *Protéger et servir* : la devise de notre police, inscrite dans la loi, guide notre action.

Col Monica BONFANTI
Commandante de la Police

Résumé

Introduction

Le Diagnostic local de sécurité 2016 est la cinquième édition du genre. Cet exercice trisannuel qui a débuté en 2004 était initialement conçu comme un tableau de bord cantonal de la sécurité publique à Genève. Il s'est progressivement étendu à plusieurs communes du canton. En 2016, la Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates participent à cet exercice et des chapitres spécifiques leur sont consacrés dans cette édition.

Le diagnostic 2016 repose sur un sondage effectué auprès d'un échantillon représentatif de 4'852 résidents du canton. Des échantillons aléatoires de plus de 800 résidents par commune ont été tirés pour permettre d'obtenir des données représentatives également pour les communes participantes. Un échantillon spécifique de 484 personnes a été tiré pour représenter la campagne genevoise.

Le sondage s'est déroulé entre les 3 octobre et 6 novembre 2016. Il a été effectué essentiellement en ligne avec 4'247 questionnaires remplis sur internet et 605 entretiens réalisés par téléphone.

Comme pour les éditions précédentes, le diagnostic tient également compte des statistiques policières, des données de la centrale d'engagement sur les interventions des polices cantonale et municipale sur appel au 117, des statistiques sur les accidents de la circulation et d'autres données provenant de statistiques officielles.

I. Profil sociodémographique des zones du canton

Le profil

La Ville de Genève a la densité urbaine la plus élevée des communes et zones étudiées dans ce diagnostic. Elle est suivie, dans l'ordre, de Carouge, Meyrin, Vernier et Plan-les-Ouates. Toutes ces communes ont une densité supérieure à la moyenne cantonale. A la périphérie, Plan-les-Ouates et la campagne genevoise ont des populations légèrement plus jeunes, abritent plus qu'ailleurs des familles avec enfants, ont des revenus supérieurs et présentent des taux de mixité culturelle nettement plus bas que dans les communes plus urbaines.

La cohésion sociale

Depuis 2013, près d'un résident sur deux estime que la cohésion sociale dans leur quartier n'est ni forte ni faible et se situe plutôt dans la moyenne. En 2016, 48% des résidents pensent ainsi. C'est dans la campagne genevoise et à Plan-les-Ouates que la cohésion sociale est plus élevée : respectivement 39.7% et 25.6% pensent qu'elle est forte dans ces zones. Elle est la plus faible en Ville de Genève où seuls 13.5% l'estiment forte.

Le contrôle social

Depuis 2007, le contrôle social pour incivilités s'effrite. En 2016, 58.1% des résidents pensent néanmoins que leurs voisins interviendraient si des adolescents venaient à manquer de respect envers un adulte. C'est surtout le cas dans la campagne

(73.7%) et à Plan-les-Ouates (67.6%), mais nettement moins en Ville de Genève (54.7%).

En revanche, ce contrôle social reste intact dès lors qu'on parle de criminalité. En 2016, seuls 3.5% des résidents ne feraient rien en cas de cambriolage chez leurs voisins. Cet indicateur est stable depuis qu'on le mesure à Genève, à savoir en 2007.

La qualité de vie

Après une baisse significative des avis positifs sur la qualité de vie constatés en 2013, celle-ci reprend un peu de couleurs en 2016. 73% des répondants la considèrent comme "bonne" en 2013 ; en 2016, ils sont 76% à le penser. C'est à nouveau dans la campagne genevoise (94.4%) et à Plan-les-Ouates (86%) que les avis sont les plus positifs et en Ville de Genève (72.6%) et à Vernier (70.7%) où ils le sont le moins.

II. Sécurité publique

Les chiffres de la sécurité publique sont dans le vert. La criminalité connaît en effet une forte baisse depuis plusieurs années ; c'est également vrai – mais dans une moindre mesure – des accidents de la circulation avec blessés ou mortels tandis que les incivilités sont elles aussi en léger recul.

La prévalence de la victimisation

Le sondage mesure la prévalence de la victimisation sur 5 ans pour un certain nombre de délits. En 2016, on constate une diminution importante des cambriolages et, dans une moindre mesure, des actes de brigandages ainsi que des agressions physiques ou sexuelles. Sur 5 ans, 22.7% des résidents ont subi un cambriolage ou une tentative de cambriolage dans le canton de Genève contre 31.2% en 2013. Le diagnostic 2016 mesure pour la première fois le phénomène des pickpockets dont le taux de prévalence atteint 27.3% sur 5 ans. Les escroqueries ou vols de données sur internet sont en hausse par rapport à 2013, le taux de prévalence passant de 21.5% en 2013 à 25.1% en 2016.

La petite et moyenne criminalité (PMC) – statistique policière

Le recul de la criminalité observé à travers les données de sondage est conforté par les statistiques policières. La petite et moyenne criminalité connaît une chute spectaculaire depuis l'année record de 2011. Elle plafonne à 35 délits pour 1'000 habitants en 2016 contre 55 en 2008 tandis que, lors du pic de 2011, ce taux annuel culminait à 65 délits pour 1'000 habitants. Les baisses les plus fortes sont enregistrées à Vernier et en Ville de Genève. La Ville de Genève reste cependant la zone où le taux de criminalité est le plus élevé du canton avec 48 délits pour 1'000 habitants annuels en 2016. Par rapport à 2008, la criminalité augmente uniquement dans la campagne genevoise. Son taux y est cependant modeste avec 26 délits pour 1'000 habitants en 2016.

Toujours en prenant l'année 2008 comme référence, les taux de délits contre les personnes reculent en Ville de Genève (-26.8%), à Vernier (-56.8%) et Meyrin (-41.3%), mais ils augmentent à Carouge (+1.9%), Plan-les-Ouates (+24%) et la campagne (+46.1%). Les taux de délits contre les biens diminuent dans toutes les zones de plus de 30% sauf dans la campagne où ils augmentent de 31.9% par rapport à 2008.

Les accidents de la circulation

Les taux d'accidents avec blessés ou d'accidents mortels diminuent en dents de scie depuis 2001. En 2001, on comptait 3.05 accidents avec blessés pour 1'000 habitants ; en 2016, ce taux est de 2.36. Ce taux recule en Ville de Genève et à Carouge, mais il augmente légèrement à Vernier, Meyrin, Plan-les-Ouates et dans la campagne.

Les incivilités

Depuis 2007, la prévalence des incivilités augmente pratiquement à chaque édition du diagnostic. En 2016, on constate pour la première fois un léger reflux de l'incivilité à Genève. C'est surtout le cas du stationnement sauvage (-10%), du deal et la consommation de drogues dans la rue (-8.9%) et des bagarres et violences en rue (-8.1%). Ces incivilités restent plus fréquentes dans les zones les plus urbanisées, la Ville de Genève et Carouge étant les plus touchées.

Les trois incivilités qui dérangent le plus les résidents sont le deal et la consommation de drogues dans la rue, les bagarres de rue et les abandons d'objets et autres saletés dans la rue. Bien qu'il soit fréquent, le phénomène de mendicité insistante dérange peu les résidents.

Peu signalée à la police, l'incivilité l'est davantage en 2016 qu'en 2007 ou en 2010, sans que l'on puisse constater de grandes différences entre les différentes zones géographiques. La moitié des signalements enregistrés se fait par le biais d'un appel au 117. La police communale est de plus en plus souvent sollicitée pour des incivilités : 26% des signalements lui ont été adressés en 2016 contre 16% trois ans plus tôt.

III. Activité policière

Interventions suite à un appel au 117 et contrôles de police

Pour la seconde année consécutive, le volume d'interventions sur appel au 117 recule. En 2016, la diminution est de -7.4%. De la même manière et pour la première fois depuis 2007, le volume des contrôles policiers a baissé également en 2016 (-8.6%). Depuis 2015 la police cantonale enregistre plus de contrôles (41'340 en 2016) annuellement que d'interventions sur appel (37'960 en 2016). Dix ans plus tôt, en 2007, il y avait encore trois fois plus d'interventions sur appel que de contrôles. Majoritairement réactive il y encore une dizaine d'années, la police genevoise est devenue plus proactive progressivement.

La Ville de Genève a le taux d'interventions sur appel le plus élevé du canton avec 97 interventions pour 1'000 habitants en 2016, ce qui représente près du double du taux d'interventions enregistré dans la campagne ou à Plan-les-Ouates. Les communes abritant un poste frontière important sont souvent en tête de ce classement.

Au niveau cantonal, le principal motif d'intervention sur appel est le fait des accidents et les affaires de circulation. Les incivilités viennent ensuite. Les atteintes aux biens n'arrivent qu'en cinquième position.

Présence policière

En 2016, 17 communes sont dotées d'une police municipale. Il s'agit de communes plus peuplées, à l'exception d'Anières et de Vandoeuvres. La hausse des effectifs de

police municipale est quasi généralisée. Les taux pour 1'000 habitants d'agents municipaux sont les plus élevés à Carouge, Cologny, Plan-les-Ouates, Bernex et en Ville de Genève. En 2010, on comptait 197 agents de police municipaux à Genève ; en 2016, ils sont 320.

Les nouvelles compétences des agents de police municipaux leur permettent d'intervenir lors de contraventions à la loi sur les stupéfiants et d'infractions à la loi sur les étrangers. Par ailleurs, la coopération entre police cantonale et police municipale a été renforcée par le biais des contrats locaux de sécurité (CLS). Six communes ont conclu un CLS avec le canton : Carouge, Genève, Vernier, Meyrin, Plan-les-Ouates et Lancy.

En 2016, les agents de police municipaux des communes disposant d'un CLS sont intervenus pour 5'908 appels à la centrale d'engagement de la police cantonale. Une majeure partie des interventions municipales concernent des affaires de circulation mais également d'incivilités comme le bruit.

Type de patrouilles

La présence des patrouilles mobiles de la police cantonale s'est accrue progressivement depuis 2004. En 2016, 91% des résidents aperçoivent régulièrement dans leur quartier des patrouilles mobiles cantonales. En 2004, seuls 71.1% le faisaient. Cependant, cette progression s'est faite au détriment de la fréquence du passage des patrouilles qui, elle, est en recul par rapport à 2004. Les patrouilles mobiles de la police cantonale sont visibles en moyenne près de deux fois par semaine dans les quartiers.

Les patrouilles pédestres ou à vélo cantonales ont fortement augmenté par rapport à 2004. 44% des résidents en apercevaient dans leur quartier en 2004. En 2016, ils sont 70% à le faire. Ce type de patrouille est aperçu en moyenne une fois par semaine dans les quartiers.

La présence des patrouilles municipales se renforce également sur le territoire des communes. Les polices municipales couvrent de mieux en mieux l'ensemble de leur territoire. En 2016, on dénombre même plus de patrouilles pédestres municipales que cantonales dans les communes qui en sont dotées.

Le taux de couverture des patrouilles mobiles de la police cantonale est pratiquement identique dans les communes de Genève étudiées. En revanche, c'est surtout en Ville de Genève et à Carouge que la police cantonale patrouille à pied. Elle le fait moins dans les autres communes.

Un indice de visibilité calculé en combinant les patrouilles cantonales et municipales permet d'observer que la présence policière sous forme de patrouilles pédestres ou mobiles est plus marquée en Ville de Genève, Carouge et Meyrin. Vernier est la commune urbaine où la présence policière est la moins soutenue.

Contact avec la police

La fréquence des contacts individuels avec la police durant les 5 dernières années fléchit légèrement en 2016 tant pour la police cantonale (52% des résidents) que pour la police municipale (33%). Les communes où la présence de la police municipale sous forme de patrouilles pédestres est la plus forte sont celles où le contact est le plus fréquent.

IV. Regard des résidents sur la sécurité et la police

Satisfaction lors d'un contact ou dépôt de plainte

En moyenne, quatre victimes sur cinq se déclarent satisfaites du traitement de leur plainte par la police cantonale.

Le contact avec la police cantonale ou les polices municipales est en règle générale une expérience positive. En 2016, seuls 17.9% des résidents se sont déclarés insatisfaits d'un contact avec la police cantonale et 19.8% d'un contact avec la police municipale.

Les motifs d'insatisfaction ont changé depuis 2007. Cette année-là, plus de 40% des cas d'insatisfaction avec la police cantonale étaient liés à l'attitude des policiers (ne pas avoir été « traité convenablement ») alors qu'en 2016 cette proportion plafonne à 26%. Les 74% restants relèvent de problèmes de performance.

Position de la sécurité dans les préoccupations des résidents

Le thème de la sécurité est en très net recul dans l'ordre des préoccupations des résidents du canton. En 2016, seuls 14% des résidents déclarent que la sécurité est le problème no 1 du canton alors lors des éditions précédentes du diagnostic plus d'un tiers des résidents estimaient que c'était le cas. Ce recul se constate dans toutes les zones du canton. Il s'explique avant tout par la baisse des agressions et du sentiment d'insécurité.

Evaluation du niveau de sécurité à Genève

La sécurité obtient sa meilleure note depuis 2010. Sur une échelle de 1 (très mauvais) à 10 (très bon), les résidents lui attribuent la note de 6.7 en 2016 contre 5.8 en 2013 et 6.0 en 2010. Le plus souvent, les résidents attribuent de meilleures notes à la sécurité dans leur commune de résidence qu'à la sécurité cantonale. La meilleure note est obtenue par la campagne (7.9).

Evolution de la sécurité

Malgré les bons chiffres de la criminalité, le recul de la sécurité dans l'ordre des préoccupations, l'amélioration du sentiment d'insécurité et les bonnes notes attribuées à la sécurité, il existe toujours une majorité de résidents (52.9%) du canton qui pensent que la sécurité se dégrade. La proportion d'individus qui pensent que la sécurité s'est améliorée augmente de 8% par rapport à la dernière édition. De plus, ces résultats sont bien meilleurs qu'en 2010 et 2013 où plus de 70% des résidents estimaient que la sécurité du canton se dégradait.

Comme précédemment, les résidents sont plus positifs lorsqu'il s'agit de leur commune de résidence où plus de 60% des individus pensent que la sécurité s'est améliorée ou stabilisée. Il y a d'importantes variations inter-communales à ce sujet puisqu'il y a presque deux fois plus de pessimistes que d'optimistes en Ville de Genève, alors qu'en campagne 61% des résidents pensent que la situation est restée stable.

Sentiment d'insécurité

Le sentiment d'insécurité manifeste une forte baisse en 2016. C'est un fait saillant. Il progressait en effet depuis 2007 et avait atteint un niveau record en 2013 avec 49.9% d'insécurisés. En 2016, ce taux d'insécurisés retombe à 34.2%. Vernier connaît un taux d'insécurisés supérieur aux autres communes étudiées dans le diagnostic (39.6%) ; ce taux est le plus bas dans la campagne genevoise (25%).

Partout, cependant, le sentiment d'insécurité reflue par rapport à 2013. La chute la plus importante intervient en Ville de Genève où elle atteint pratiquement 18 points.

C'est en Ville de Genève et dans la commune de Vernier que des résidents évitent le plus souvent des zones ou des personnes dans le canton après 22 heures. Les gares, les parcs publics et certaines rues sont les lieux jugés les moins sûrs. De l'avis des résidents, l'insécurité est plus élevée en Ville de Genève qu'ailleurs dans le canton. La gare Cornavin et le quartier des Pâquis sont les plus fréquemment mentionnés. Cependant, par rapport à 2013, ces lieux sont de moins en moins cités, ce qui permet de dire que la sécurité s'améliore dans ces territoires aux yeux des résidents.

Le profil des insécurisés en 2016 est le même qu'en 2013. Les insécurisés sont avant tout les femmes, les personnes âgées, celles qui disposent de bas revenus mais aussi celles qui estiment que les étrangers sont un facteur d'insécurité et qui se positionnent plutôt à droite de l'échiquier politique, et celles qui ont vécu ces derniers 5 ans une agression ou un brigandage et qui constatent des problèmes de drogues dans leur quartier.

Image de la police

L'image de la police s'est stabilisée à un niveau assez élevé en 2016 puisque 69.9% des résidents expriment un avis positif sur le travail de la police alors que seuls 8.6% ont un avis négatif et 21.4% n'ont pas d'avis. Cette image s'améliore progressivement depuis que le diagnostic la mesure. En 2004, seuls 57.5% exprimaient un avis positif sur le travail de la police.

Si l'on écarte les répondants n'ayant pas d'avis sur la question, 89% des résidents considèrent que la police fait du bon travail. Les avis sur le travail des polices municipales sont également positifs. Selon la commune, entre 80% à 85% des résidents ayant un avis sur la question se déclarent satisfaits du travail de leur police municipale.

Equité de la police

L'équité, autrement dit le fait de traiter tous les individus de la même manière, est un principe clef de la déontologie policière. Cet indicateur est en constante progression depuis 2007. Cette année-là, 40.6% des résidents du canton estimaient que la police applique strictement de principe ; en 2016, ils sont 59.4% à le penser.

V. Prévention

Comportements de prévention des résidents

Les comportements de prévention fléchissent avec l'amélioration du climat de sécurité à Genève. 5% environ des résidents ont installé des serrures renforcées dans leur logement au cours des 12 derniers mois (contre 8% en 2013). L'installation de systèmes d'alarme est également en baisse, 1.5% des individus s'en sont dotés au cours des 12 derniers mois.

53.1% des résidents disposent de serrures renforcées et 13.5% ont installé un système d'alarme. Dans la campagne et à Plan-les-Ouates – des zones de villas ou de maisons individuelles –, les systèmes d'alarmes sont plus fréquents. 38.6% des ménages en disposent dans la campagne.

Campagnes de prévention

Les campagnes de prévention de la criminalité sont en général appréciées des résidents et 72% des résidents considèrent qu'elles incitent au changement de comportement. Cet indicateur est en progression par rapport à 2013 où 67.2% pensaient de cette manière. Les avis négatifs sur ce type de campagne sont en diminution.

L'accueil réservé aux campagnes de prévention des accidents de la route est également positif. 77% des résidents déclarent qu'elles incitent au changement de comportement.

VI. Attentes de la population en matière de prestations policières

Méthode de travail

Sensiblement moins sollicitées qu'en 2013, les patrouilles pédestres restent le type de prestations préférées des résidents en 2016. 46.8% les plébiscitent contre 45.5% pour l'intervention d'urgence et 7.6% pour un poste de police de quartier.

En Ville de Genève, la patrouille pédestre est la priorité pour une majorité de 51.2% de résidents. Dans les communes de Vernier, Meyrin et Carouge, les patrouilles pédestres rivalisent avec police-secours sans qu'aucune ne l'emporte clairement sur l'autre. Quant à elles, les zones moins urbanisées ou rurales – où la criminalité est moindre et le sentiment de sécurité meilleur - plébiscitent police-secours. Dans la campagne genevoise, 60.2% des résidents considèrent que police-secours devrait être la prestation prioritaire de la police.

Les résidents plus âgés, ceux qui résident dans l'hypercentre de Genève, ceux qui sont plus insécurisés ou encore qui constatent des problèmes de deal de drogue dans la rue sont plus nombreux à placer les patrouilles pédestres en tête des prestations policières souhaitées.

Thématiques prioritaires

Si lors des éditions précédentes du diagnostic local de sécurité la problématique de la drogue rivalisait avec la criminalité à la tête du classement des priorités thématiques des résidents, on observe depuis 2013 que, de plus en plus, la lutte contre la criminalité se détache. En 2016, 53.5% la placent en tête des priorités de la police cantonale contre 32.1% en 2004. La problématique de la drogue quant à elle recule. En 2004, 30.8% la plaçaient en tête des priorités ; en 2016, ils ne sont plus que 19.5% à le faire. De la même manière, les problématiques de la délinquance juvénile, des infractions routières ou encore celle des agressions dans la famille perdent du terrain.

Les priorités varient quelque peu en fonction des zones du canton. En Ville de Genève et à Vernier la problématique de la drogue est jugée plus prioritaire que dans le reste du canton. Dans la campagne genevoise, la poursuite des infractions de circulation routière est jugée un peu plus souvent prioritaire qu'ailleurs.

Interrogés sur les priorités des polices municipales, les résidents placent la prévention des vols et des cambriolages ainsi que la lutte contre l'incivilité en tête de celles-ci. En Ville de Genève, les résidents sont plus nombreux qu'ailleurs à considérer que la police municipale devrait s'occuper de la répression de la consommation de drogues.

Mesures proposées pour améliorer la sécurité

La mesure la plus populaire pour améliorer la sécurité à Genève reste une augmentation des effectifs de la police cantonale : 51.5% des résidents plébiscitent cette mesure. 48.7% considèrent que la police doit être capable d'intervenir pour des urgences. L'augmentation des effectifs des polices municipales est favorisée par 37.2% des résidents. D'autres mesures comme l'éclairage public ou les caméras de surveillance emportent l'adhésion d'environ un tiers des résidents.

VII. Analyse des données par commune

Ville de Genève

Les zones	Deux zones d'études : la zone Pâquis-Eaux-Vives (PEV), qui suit le pourtour de la rade, et le reste de la ville (zone hors-PEV).
Des campagnes policières de longue haleine	La zone PEV, la plus criminogène du canton, a fait l'objet de campagnes de police depuis 2010 avec l'Opération FIGARO puis, fin 2012, le dispositif de police intensive appelé ALPHA. Dans cette zone, un périmètre restreint a également fait l'objet d'une expérience-pilote de vidéoprotection.
Profil	Une population sensiblement plus âgée que dans le reste du canton avec une proportion importante de retraités. Quoiqu'au bénéfice d'une éducation plutôt élevée, les ménages de la Ville de Genève ont des revenus moins élevés que dans la campagne. L'habitat y est fortement densifié et la mixité culturelle forte, la Ville de Genève ayant le taux le plus élevé de population étrangère du canton (54.1%). La cohésion sociale, le contrôle social et la qualité de vie sont sensiblement moins élevés qu'ailleurs dans le canton. C'est principalement le cas dans la zone PEV.
PMC	<p>La petite et moyenne criminalité – ou PMC - a connu une chute spectaculaire en Ville de Genève. Dans la zone PEV, la diminution est de 52.3% du taux de délits pour 1'000 habitants par rapport à 2008. En zone hors-PEV, la chute est de 30.4%.</p> <p>Le volume de délits est passé sous la barre des 4'000 cas en 2016 dans la zone PEV et des 6'000 cas dans la zone hors-PEV, des chiffres jamais vus depuis 2008. La baisse des délits contre les biens est deux fois plus importante dans la zone PEV qu'ailleurs dans la ville, alors que la baisse des délits contre les personnes est légèrement plus forte en zone hors-PEV.</p> <p>Malgré tout, la zone PEV reste la zone la plus criminogène de Genève avec un taux de 74 délits pour 1'000 habitants contre 39 pour la zone hors-PEV. Le pic de criminalité dans la zone PEV avait été atteint en 2011 avec 191 délits pour 1'000 habitants cette année-là.</p>
Incivilités	Les taux d'incivilités varient peu depuis 2004. La consommation et le deal de drogues ainsi que les violences verbales et les bagarres dans la rue – deux incivilités qui dérangent beaucoup - sont néanmoins en recul (plus fortement dans la zone PEV pour les stupéfiants). Le stationnement sauvage et le bruit excessif des

	véhicules augmentent sensiblement.
Interventions	C'est en Ville de Genève que se concentrent les interventions sur appel enregistrées par la centrale d'engagement. Ces interventions sont cependant en baisse depuis quelques années. Par rapport à 2013, la baisse est de 11.8% dans la zone PEV. Après avoir augmenté très fortement pendant plusieurs années, les contrôles de police sont également en diminution. La baisse est de 13.4% en 2016 par rapport à 2013 dans la zone PEV.
Présence policière	<p>Le taux de couverture du territoire par des patrouilles mobiles de la police cantonale est stable, alors que celui des patrouilles pédestres augmente nettement dans les deux zones étudiées. Toutefois, cela se fait au détriment de la fréquence de passage qui diminue significativement dans les deux zones depuis 2010.</p> <p>Les patrouilles pédestres de la police municipale sont un peu plus souvent visibles que celles de la police cantonale, selon les résidents.</p>
Sentiment d'insécurité	<p>14.3% des résidents des deux zones estiment que la sécurité est le problème numéro 1 dans le canton. Trois ans plus tôt, ils étaient encore 36.6% et 39.7% à le penser dans la zone PEV et hors zone PEV respectivement.</p> <p>Les résidents attribuent la note de 6.91 et 6.96 sur 10 à la sécurité dans ces deux zones respectivement. Par rapport à 2013, la progression est de près de 1.3 points dans la zone PEV et de près de 0.7 dans la zone hors-PEV.</p> <p>Encore majoritaire il y a trois ans, le camp des pessimistes sur l'évolution de la sécurité dans leur zone diminue en 2016. Ils ne sont plus que 41.7% en zone PEV et 45.4% en zone hors-PEV.</p> <p>Le sentiment d'insécurité chute de 18 points environ par rapport à 2013 dans les deux zones de la Ville pour atteindre un taux de 36%.</p>
Image de la police	Amélioration de l'image de la police. En zone PEV, l'amélioration est de près de 9 points par rapport à 2007 avec 91.1% d'avis positifs en 2016. En zone hors-PEV l'amélioration est d'un point par rapport à cette année de référence.
Prestations policières	<p>La demande en patrouilles pédestres est en recul dans les deux zones, mais dépasse celle pour police-secours. 49.5% et 52.8% dans les deux zones respectivement souhaitent en priorité des patrouilles pédestres. C'est moins qu'en 2013 mais plus que lors des éditions précédentes du diagnostic.</p> <p>En zone PEV, la répression des problématiques de drogues reste une priorité importante pour les résidents, alors qu'elle l'est beaucoup moins dans le reste de la Ville. Dans la zone hors-PEV, la demande en matière de lutte contre la criminalité progresse fortement tandis que celle en matière de lutte contre la délinquance juvénile baisse.</p>

Les zones	Deux zones d'étude : une zone comprenant le croissant urbain de Vernier et une seconde zone avec le reste de la commune.
Profil	Vernier est une ville plus ouvrière, avec une population dont le niveau moyen de formation est légèrement moins élevé qu'ailleurs et des ménages déclarant des revenus plutôt modestes. La zone du croissant urbain est fortement densifiée. La cohésion sociale y est plus faible dans ce croissant : 36.4% la jugent faible contre 26.8% dans le reste de la commune. Le contrôle social y est également plus faible dans cette zone ainsi que la qualité de vie générale : 64.9% la jugent bonne contre 76.1% dans le reste de la commune
PMC	Le croissant urbain de Vernier a l'un des taux de délits les plus faibles du canton en termes de petite et moyenne criminalité (21 délits pour 1'000 habitants). Dans le reste de la commune, ce taux est de 37 pour 1'000. La criminalité dans ces deux zones a fortement diminué depuis 2008 avec une chute respectivement de 43.6% et de 55.4%.
Incivilités	L'incivilité la plus fréquemment constatée est l'abandon d'objets et saletés. Contrairement à la tendance cantonale, la consommation et vente de drogues ne faiblit pas et augmente même légèrement dans le reste de la commune de Vernier. L'incivilité qui grimpe le plus est le bruit excessif de véhicules dans le croissant urbain.
Interventions	Comme dans le reste du canton, Vernier a connu sensiblement moins d'interventions sur appel en 2016 que lors des années précédentes. Les incivilités sont un motif important d'intervention dans le croissant urbain (24.3%). Le reste de Vernier génère passablement d'interventions pour affaires et accidents de circulation (23%).
Sentiment d'insécurité	<p>Le sentiment d'insécurité s'améliore à Vernier tout en restant plus élevé qu'ailleurs dans le canton. 41% des résidents du croissant urbain et 38.4% de ceux du reste de la commune se déclarent insécurisés. L'amélioration est de 10 points par rapport à 2013 dans le croissant urbain.</p> <p>Le Lignon est le quartier le plus mentionné comme étant moins sûr alors que, en 2013, il venait en deuxième position après les Avanchets.</p> <p>Les Verniolants attribuent une note sensiblement moins bonne qu'ailleurs à la sécurité dans leur commune. C'est surtout le cas des résidents du croissant urbain (6.65) alors que les résidents du reste de Vernier lui attribuent 6.96. Le camp des pessimistes cependant se réduit par rapport à 2013. Seuls 36.1% des résidents du croissant et 33.3% des résidents du reste du canton sont d'avis que la situation sécuritaire se dégrade dans leur commune.</p>

Présence policière	Les polices cantonale et municipale couvrent de plus en plus l'intégralité du territoire de la commune avec des patrouilles. C'est vrai des patrouilles pédestres ou à vélo de la police cantonale qui augmentent fortement depuis 2010. Dans le croissant, 64% des résidents en aperçoivent. Ce taux est encore plus élevé pour la police municipale : 77.8% voient de telles patrouilles pédestres ou à vélo dans leur quartier. Les patrouilles cyclistes de la police municipale augmentent d'année en année alors que le temps consacré aux patrouilles pédestres varie d'une année à l'autre. Cette couverture plus large du territoire se fait légèrement au détriment de l'intensité des passages des patrouilles qui diminuent depuis 2010 quelque peu.
Image de la police	L'image de la police s'améliore. 87.4% des résidents du croissant urbain et 89.5% de ceux du reste de Vernier estiment que la police fait du bon travail dans leur quartier. Ces résultats se rapprochent de la moyenne cantonale de 89%. L'image de la police municipale est également bonne avec 81.6% de satisfaits dans le croissant urbain et 77.8% dans le reste de la commune. La satisfaction à l'occasion d'un contact avec la police municipale s'améliore par rapport à 2013 surtout dans le reste de la commune avec une augmentation non négligeable de plus de 10 points.
Prestations policières	La demande en matière de patrouilles pédestres est en recul dans les deux zones, mais reste en tête des préférences. Les Verniolans sont sensiblement plus demandeurs d'un poste de police de quartier que les résidents des autres communes. Alors que la lutte contre l'incivilité était considérée par les résidents comme la principale priorité municipale en 2013, en 2016 ils lui préfèrent la prévention des vols et des cambriolages.
Meyrin	
Les zones	Deux zones d'étude : la zone de l'agglomération urbaine de Meyrin "Meyrin Cité" et la zone du village de Meyrin avec le reste de la commune.
Profil	Meyrin abrite une assez forte proportion d'employés et de fonctionnaires. Ceux-ci vivent pour une bonne moitié dans un habitat très densifié, vertical, dans des zones où la mixité culturelle est grande, le taux de population étrangère hors UE élevé, le niveau d'éducation inférieur à la moyenne cantonale et les ménages plutôt modestes. Le niveau de cohésion sociale est semblable à celui de Vernier ; il est sensiblement plus faible à Meyrin Cité. La qualité de vie, en revanche, est jugée plus élevée à Meyrin qu'à Vernier.
PMC	Meyrin Cité présente un taux de criminalité qui compte parmi les plus bas enregistrés par le diagnostic local de sécurité. En 2016, la statistique policière enregistre 25 délits pour 1'000 habitants dans

	<p>la commune. Ce taux descend même à 18 pour 1'000 à Meyrin Cité. Les taux de petite et moyenne criminalité ont chuté dans les deux zones de près de 38% depuis 2008. La chute des délits contre les personnes est de plus de 50% depuis cette année de référence.</p>
<i>Incivilités</i>	<p>Meyrin connaît des taux d'incivilités plutôt bas comme commune urbaine. Toutefois, à Meyrin Cité les incivilités progressent comparativement à 2013. Dans le reste de la commune, la tendance s'inverse.</p>
<i>Interventions</i>	<p>Meyrin génère moins d'interventions sur appel au 117 que la Ville de Genève, Vernier ou Carouge. En 2016, elle a généré 58 interventions pour 1'000 habitants contre 97 en Ville de Genève. Ce chiffre tombe même à 37.6 pour 1'000 habitants à Meyrin Cité. L'incivilité, les questions de tranquillité et de sécurité publiques ainsi que le social et le secours représentent 61.6% des interventions de Meyrin Cité en 2016. Dans le reste de Meyrin, les affaires et accidents de la circulation mobilisent plus du tiers des interventions.</p>
<i>Sentiment d'insécurité</i>	<p>Le sentiment d'insécurité baisse à Meyrin mais de manière moins spectaculaire qu'au niveau cantonal. Les taux d'insécurisés se situent dans la moyenne cantonale et varient peu entre les zones de Meyrin.</p> <p>Les résidents meyrinois évaluent la sécurité dans leur commune de manière assez positive. Ils lui donnent la note de 7.1 à Meyrin Cité et de 7.4 dans le reste de la commune. Une minorité de 39.7% à Meyrin Cité et de 34.5% dans le reste de la commune estiment que la situation sécuritaire se dégrade à Meyrin.</p>
<i>Présence policière</i>	<p>Le taux de couverture par des patrouilles mobiles cantonales est stable dans les deux zones, mais celui des patrouilles pédestres augmente à Meyrin Cité.</p> <p>En règle générale, les Meyrinois voient plus et plus souvent la police municipale que la police cantonale. Cette présence visible de la police municipale est encore plus marquée à Meyrin Cité.</p> <p>Meyrin est la commune étudiée dans le diagnostic qui voit le plus de patrouilles pédestres municipales.</p>
<i>Image de la police</i>	<p>La police cantonale bénéficie d'une excellente image auprès des résidents de Meyrin et celle-ci s'avère même en légère progression par rapport à 2013. Quant à la police municipale, elle obtient des scores pratiquement aussi bons que la police cantonale dans les deux zones de Meyrin.</p>
<i>Prestations policières</i>	<p>A Meyrin Cité, police-secours est la prestation préférée des résidents alors que dans le reste de la commune les patrouilles à pied ou à vélo sont prioritaires.</p> <p>La prévention des cambriolages et la lutte contre l'incivilité doivent être les priorités de la police municipale aux yeux des résidents de Meyrin. La répression de la consommation de drogues et la lutte</p>

contre le bruit sont sensiblement plus importantes pour les résidents de Meyrin Cité que pour ceux du reste de la commune.

Carouge

Les zones Deux zones d'étude : une zone est constituée par le centre historique de Carouge et une autre zone regroupe le reste des quartiers de la commune.

Profil Le centre historique comporte une zone d'habitat fortement densifiée et une population plus âgée que le reste de Carouge. La mixité culturelle est également plus importante dans le centre historique. La cohésion sociale est jugée plutôt moyenne à Carouge. Le niveau du contrôle social est semblable aux autres communes urbaines. La qualité de vie, en revanche y est meilleure et s'avère même très élevée comparativement dans le centre historique de Carouge (87.1% la jugent bonne).

La PMC Les taux de petite et moyenne criminalité sont plus élevés à Carouge qu'à Vernier ou à Meyrin par exemple. Ils ont néanmoins chuté depuis 2008 de près de 40%. La baisse est la plus marquée dans le centre historique (47%). Les taux de délits contre les personnes évoluent en dents de scie. Ce sont essentiellement les délits contre les biens qui diminuent.

Incivilités Les taux d'incivilités sont plutôt élevés à Carouge et se rapprochent de ceux enregistrés en Ville de Genève. A Carouge centre historique, le bruit lié à des personnes et le bruit excessif de véhicules à moteur sont les incivilités les plus fréquentes. Dans le reste de la commune, les abandons d'objets, les attitudes dérangeantes de mendiants et le bruit excessif lié à des personnes sont les plus incivilités les fréquentes.

Interventions Le taux d'interventions sur appel à la centrale d'engagement est moins élevé dans le centre historique de Carouge que dans le reste de la commune, mais Carouge génère annuellement plus d'interventions pour 1'000 habitants que Vernier ou Meyrin. Les principaux motifs d'intervention sur appel au 117 sont les accidents et affaires de circulation et les incivilités.

Sentiment d'insécurité Le sentiment d'insécurité est plutôt bas à Carouge si on le compare aux autres communes fortement urbanisées et à la moyenne cantonale. Ce taux est de 25.1% d'insécurisés seulement pour le centre historique de Carouge et de 34.6% dans le reste de la commune.

11% des résidents genevois citent des lieux se trouvant sur la commune de Carouge lorsqu'il s'agit de définir des lieux moins sûrs dans le canton. La zone principalement citée est celle de La Praille-Acacias. La moitié des réponses proviennent de résidents de Carouge eux-mêmes.

La sécurité est mieux notée à Carouge qu'à Meyrin ou Vernier. Les

	résidents lui attribuent la bonne note de 7.5 dans le centre historique. Ils sont plutôt d'avis que la sécurité est stable dans leur commune.
Présence policière	Les taux de couverture des patrouilles mobiles cantonales et municipales sont presque identiques. En revanche, la police municipale couvre plus le territoire par des patrouilles pédestres que la police cantonale. Le taux de couverture des quartiers par des patrouilles pédestres de la police municipale y est le plus élevé du canton. La fréquence du passage des patrouilles municipales est sensiblement plus élevée dans le centre historique que dans le reste de la commune.
Image de la police	La police cantonale bénéficie d'une excellente image auprès des résidents de Carouge. 92.2% des résidents affirment qu'elle fait du bon travail. L'image de la police municipale est légèrement en retrait par rapport à celle de la police cantonale, mais reste élevée avec 80.8% d'avis positifs.
Prestations policières	Patrouilles pédestres et police-secours sont les deux prestations préférées des résidents des deux zones et aucune ne l'emporte véritablement sur l'autre. La lutte contre l'incivilité figure en tête des priorités dans le centre historique de Carouge alors que, dans le reste de Carouge, la prévention des cambriolages tient cette place.

Plan-les-Ouates

Les zones	Deux zones d'étude : Plan-les-Ouates village au sud de la route de Saint-Julien et le reste de la commune dans les quartiers nord.
Profil	Plan-les-Ouates est une commune jeune, abritant des familles plutôt aisées avec un bon niveau d'éducation, vivant dans un habitat peu densifié et dans des zones où la mixité culturelle est faible. La cohésion sociale est assez similaire dans les deux zones de Plan-les-Ouates et s'avère supérieure à la moyenne cantonale. Les niveaux de contrôle social et la qualité de vie sont eux aussi supérieurs à la moyenne cantonale. 86% des résidents estiment que la qualité de vie est bonne dans la commune.
PMC	Les taux de PMC sont les plus bas enregistrés depuis 2008 dans les deux zones. Avec 22 délits pour 1'000 habitants en 2016, la commune enregistre le taux le plus faible des communes étudiées dans le diagnostic. Les délits contre les personnes se situent dans la moyenne cantonale, alors que les délits contre les biens sont très en-dessous de celle-ci.
Incivilités	Les taux d'incivilités sont également modestes à Plan-les-Ouates comparés aux autres zones urbaines du canton. L'incivilité la plus fréquente, dans les deux zones, est l'abandon d'objets et de saletés qui dérange particulièrement les résidents. Le bruit

excessif de véhicules à moteur arrive en deuxième position dans les deux zones de la commune. La problématique de la drogue est nettement moins fréquente que dans les autres zones urbaines du canton.

Interventions La commune génère peu d'interventions sur appel au 117 : environ 50 pour 1'000 habitants en 2016. C'est légèrement plus que trois ans plus tôt. L'analyse des interventions sur appel au 117 révèle des différences de volumes importantes entre les zones. Plan-les-Ouates village en génère davantage : 58.7 pour 1'000 habitants contre 44 dans le reste de la commune. En revanche, les motifs d'interventions varient peu d'une zone à l'autre. Les accidents de la circulation sont le motif principal d'intervention.

Sentiment d'insécurité Le sentiment d'insécurité est bas à Plan-les-Ouates si on le compare aux autres communes urbanisées et à la moyenne cantonale. Avec un taux moyen d'insécurisés de 27%, Plan-les-Ouates fait mieux que Carouge, Vernier ou Meyrin. Le taux est légèrement meilleur dans la zone du village (25.2%) que dans le reste de la commune (29.5%).

Interrogés sur la zone où se situent les lieux jugés moins sûrs à Genève, les résidents du canton de Genève citent très rarement un lieu à Plan-les-Ouates. Les résidents de Plan-les-Ouates attribuent la note de 7.5 sur 10 à la sécurité dans la commune, faisant une nouvelle fois mieux que les autres communes urbaines étudiées.

Présence policière Le taux de couverture des quartiers est légèrement plus élevé pour les patrouilles mobiles municipales que pour les cantonales. Les patrouilles pédestres cantonales ciblent quelques quartiers, alors que les patrouilles municipales couvrent les deux zones de la même manière. La visibilité de la police municipale est nettement supérieure à celle de la police cantonale et cela surtout pour les patrouilles pédestres.

Image de la police La police cantonale bénéficie d'une très bonne image auprès des résidents de Plan-les-Ouates avec un taux moyen de satisfaction d'environ 90%. La police municipale obtient de très bons taux de satisfaction avec respectivement 83.4% et 86.9% d'avis positifs dans le village et dans le reste de la commune.

Prestations policières Sachant que les patrouilles pédestres ou à vélo sont une priorité essentiellement pour les plus insécurisés, il n'est pas étonnant d'observer que les résidents de Plan-les-Ouates manifestent une préférence assez nette pour police-secours.

En termes de priorité, la prévention des cambriolages est le souhait principal des résidents des deux zones. Dans le reste de la commune, la préférence pour la lutte contre l'incivilité talonne celle pour la prévention des cambriolages.

Le Diagnostic Local de Sécurité (DLS) en bref

Le Diagnostic de Sécurité 2016

Cette cinquième édition du diagnostic local de sécurité du canton de Genève s'inscrit dans la continuité des éditions précédentes, tout en suivant l'évolution des dispositifs de sécurité de proximité. C'est ainsi que cette année, cinq communes au bénéfice d'un contrat local de sécurité – Carouge, Genève, Meyrin, Plan-les-Ouates et Vernier – participent à cet exercice d'analyse stratégique. Certaines le font déjà depuis plusieurs années, à l'image de Vernier et Meyrin et disposent ainsi d'un outil qui leur permet à la fois de mesurer l'insécurité dans sa globalité, de déceler des tendances et de guider l'action des polices municipales pour les années à venir. La Ville de Genève, qui fait l'objet d'analyses particulières dès la première édition en 2004, est également partenaire pour la présente édition dans le contexte qui vient d'être décrit.

Un diagnostic local de sécurité est avant tout un tableau de bord qui comporte une série d'indicateurs pertinents pour les politiques de sécurité publique, indicateurs qui s'affinent au fil des années et des éditions du diagnostic. La pièce maîtresse du diagnostic provient d'un sondage représentatif auprès des résidents du canton constitué de zones issues des communes participantes et d'une zone dite de la campagne. Ce sondage mesure la prévalence de la victimisation au sein de la population genevoise, l'importance des incivilités dans les quartiers de domicile, la satisfaction des résidents face aux prestations policières, leurs souhaits en matière de police ou encore leurs comportements en matière de dénonciation ou de prévention. Au sondage s'ajoutent les statistiques policières qui permettent de mesurer annuellement l'évolution de la petite et moyenne criminalité, les taux d'accidents de la circulation dans les communes genevoises ou encore les volumes et les types d'interventions suite à un appel au 117.

Le diagnostic n'est pas qu'un tableau de bord. C'est également un outil de consultation qui permet de mesurer la satisfaction des résidents face aux prestations policières et de mieux cerner leurs attentes en matière de police. Comme tel, le diagnostic local de sécurité est un élément essentiel du dispositif managérial de la police qui entend toujours améliorer ses services et sa stratégie de proximité. A mesure que des nouvelles communes participent à l'exercice du diagnostic local de sécurité, les polices municipales disposent elles aussi d'indicateurs qui leur permettent de mieux calibrer leur action face à la demande sociale.

Pour cette édition du diagnostic local de sécurité, quelques nouvelles questions ont été introduites afin de permettre également aux polices municipales de mesurer leurs prestations. Des questions à ce sujet avaient déjà été introduites en 2013. En 2016, la panoplie de questions proprement municipales s'étoffe. En écho à la question traditionnelle qui mesure la qualité des services de la police cantonale, une nouvelle question a été posée aux répondants qui pouvaient ainsi s'exprimer sur la qualité des services des polices municipales. Sachant que l'un des objectifs stratégiques fixés lors de l'édition 2013 du diagnostic local de sécurité était d'assurer une meilleure présence policière dans les quartiers sous forme de patrouilles pédestres, cette nouvelle édition du diagnostic mesure pour la première fois la perception de la présence de patrouilles pédestres des polices municipales dans les quartiers. Le diagnostic 2016 innove également en cherchant à mieux cerner que lors des éditions précédentes, la demande sociale en matière de thématiques prioritaires pour les

polices municipales et formule d'une nouvelle manière la question de sondage introduite en 2013 à ce propos. Cette évolution découle de l'extension des compétences de ces polices suite à la modification de la loi sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes (LAPM, F 1 07) et de son règlement. Sur le plan des compétences matérielles en matière de droit fédéral, les modifications les plus récentes sont entrées en vigueur le 1^{er} septembre 2015.

Depuis 2010, le diagnostic local de sécurité analyse l'insécurité au niveau de la Ville de Genève dans deux zones spécifiques. La première zone – décrite dans le chapitre réservé à la Ville de Genève – est une bande assez étroite qui forme le pourtour de la rade de Genève en partant des Pâquis, passant par Cornavin et finissant aux Eaux-Vives de l'autre côté du lac. Cette zone – en quelque sorte l'hypercentre traditionnellement le plus sensible de Genève en matière de criminalité et d'insécurité – a fait l'objet d'opérations policières depuis la fin des années 2000. C'est également dans une petite portion de cette zone que les premières caméras de surveillance ont été implantées dans le cadre d'une expérience pilote menée par le canton à Genève. Sept ans après l'opération dite FIGARO et quatre ans après le dispositif dit ALPHA – qui avaient tous deux ciblé cette zone justement, la première de manière exclusive – il est possible aujourd'hui de mesurer le résultat du travail de longue haleine qui a été mené par la police cantonale et ses partenaires dans cette zone. Pour observer l'impact d'une stratégie qui vise à améliorer la sécurité, un sur-échantillon de résidents avait été interrogé dans cet hypercentre depuis 2010.

Le sondage

Le sondage a été réalisé par l'institut de sondage M.I.S. Trend entre le 3 octobre et le 6 novembre 2016. Au total, 4'852 entretiens ont été enregistrés. Comme en 2013, le sondage a été réalisé en recourant à une méthode de collecte de données mixte. 4'247 questionnaires ont été remplis en ligne sur internet par des répondants sélectionnés selon une méthode traditionnelle d'échantillonnage. Les répondants qui ne souhaitaient pas répondre en ligne ou qui ne disposaient pas d'un accès internet pouvaient être interviewés par téléphone comme lors des éditions précédentes. 605 interviews ont été menées de cette manière par une équipe de 44 enquêteurs formés préalablement par M.I.S.Trend.

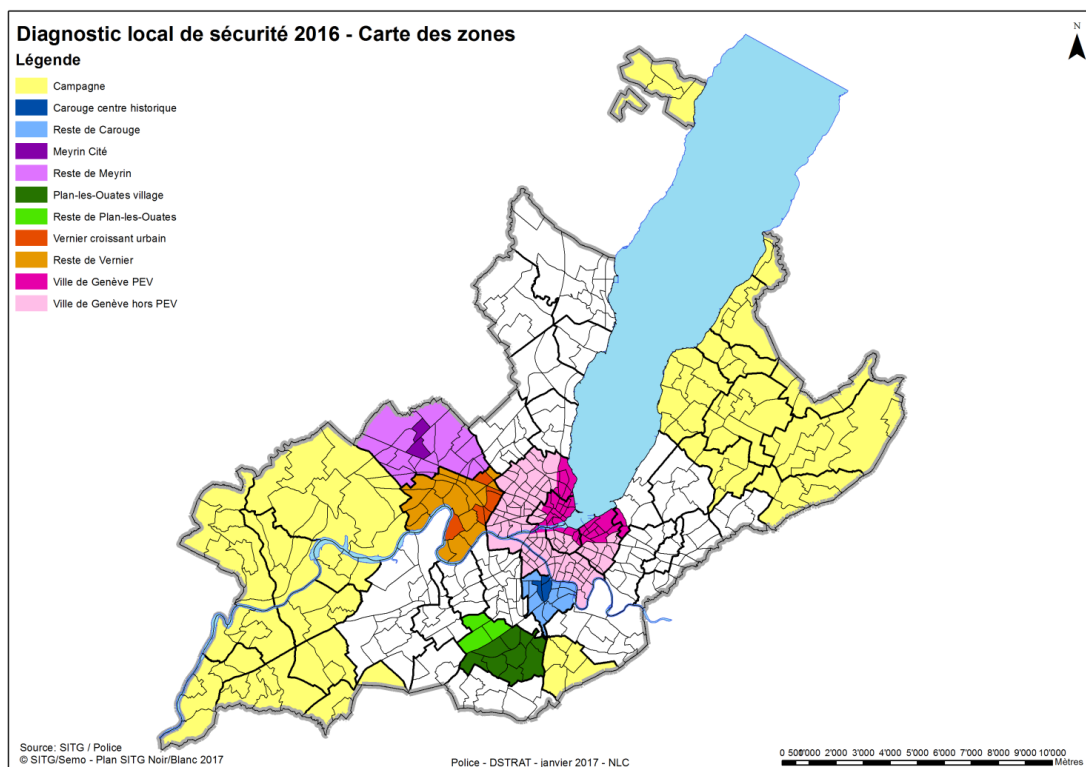
Tableau 1 : Nombre d'entretiens par zone dans le sondage (2016)

	N
Ville de Genève PEV	416
Ville de Genève hors PEV	426
Vernier Croissant urbain	412
Vernier reste de la commune	444
Meyrin Cité	402
Meyrin reste de la commune	442
Carouge Centre historique	424
Carouge reste de la commune	441
Plan-les-Ouates Village	481
Plan-les-Ouates reste de la commune	480
Campagne	484
Total	4'852

Source : Institut MIS Trend

842 entretiens ont été réalisés au sein de la population de la Ville de Genève. 416 ont été menés dans la zone de l'hypercentre dite PEV (Pâquis/Eaux-Vives) décrite plus haut et 426 dans le reste de la ville. A Vernier, comme en 2010 et 2013, les deux mêmes zones ont été constituées. Dans la zone dite du Croissant urbain, 412 entretiens ont été réalisés et 444 l'ont été dans le reste de la commune. A Meyrin, les zones de sur-échantillonnage de 2016 sont identiques à celles de 2013. La zone de Meyrin Cité est couverte par 402 entretiens et le reste de Meyrin par 442 entretiens. Carouge, qui participe pour la première fois au diagnostic local de sécurité, a été subdivisée en deux zones distinctes : la zone du centre historique où 424 entretiens ont été réalisés et le reste de la commune où 441 entretiens ont eu lieu. Plan-les-Ouates, dont c'est également la première participation, a été subdivisée en deux zones pour ce diagnostic : la zone située au sud de la route de St-Julien est couverte par 480 entretiens et la zone nord de la commune est couverte par 481 entretiens. Finalement, 484 entretiens ont été réalisés dans la campagne genevoise, soit dans les communes d'Aire-la-Ville, Anières, Avully, Avusy, Cartigny, Céligny, Chancy, Choulex, Collonge-Bellerive, Corsier, Dardagny, Gy, Hermance, Jussy, Laconnex, Meinier, Presinge, Russin, Satigny, Soral et Troinex.

Carte 1 : Carte des zones 2016



Certaines cartes figurent en annexe en format A4.

Comme pour les éditions précédentes, la réalisation du DLS a été confiée à l'association Coginta, une organisation non gouvernementale basée à Genève. A travers son centre de compétences SecurityMap, Coginta réalise des diagnostics locaux de sécurité à l'échelon international. L'ONG s'est vu confier le mandat d'exploiter les données de sondage et de rédiger le présent rapport. Le service d'analyse stratégique de la police cantonale s'est chargé de la mise en œuvre du DLS, de la préparation du questionnaire en collaboration avec les communes, de la production des données policières et a fourni un appui à la fois technique et métier à Coginta.

Pour faciliter la lecture du diagnostic, la plupart des analyses sont présentées sous forme de tableaux croisés. Lorsque le diagnostic s'intéresse par exemple aux facteurs qui influencent le sentiment d'insécurité, les tableaux croisés retenus dans le rapport ont été sélectionnés à partir d'analyses multivariées menées au préalable. Ces dernières permettent de mesurer l'effet d'une variable explicative du sentiment d'insécurité tout en contrôlant cette relation avec d'autres variables qui sont incluses dans le modèle explicatif. Seules les variables avec le plus grand poids et significatives sont retenues et présentées ensuite sous la forme de simples tableaux.

Les axes d'analyse, les indicateurs et les sources

Comme pour son édition précédente, le DLS 2016 s'articule autour de huit thématiques distinctes :

- I. En premier lieu, un bref **profil sociodémographique** des zones ciblées par l'étude, complété par un éclairage sur la cohésion sociale, les

niveaux de contrôle social et la qualité de vie dans les quartiers, est proposé. Les données utilisées dans cette partie proviennent de l'Office cantonal de la statistique de Genève, en particulier de la statistique cantonale de la population, et du présent sondage.

- II. L'examen, en second lieu, de la nature et de l'évolution de la **sécurité au quotidien** des résidents. Cette section présente les chiffres de la petite et moyenne criminalité, ceux des accidents de la circulation et également ceux des incivilités. Le diagnostic permet de déterminer notamment la distribution et l'évolution des atteintes contre les personnes et les biens les cinq dernières années. Pour ces analyses, les sources policières sont combinées avec les données obtenues par le sondage.
- III. En troisième lieu, une présentation de **l'activité policière** à partir des chiffres sur les interventions, des données sur la présence à l'échelle des quartiers et les chiffres des contrôles de police. Les données présentées dans cette section sont issues de l'analyse des appels à la centrale d'engagement de la police cantonale ou si l'on préfère au « 117 », des données policières sur les contrôles ainsi que du sondage.
- IV. En quatrième lieu, le **regard porté par les résidents sur la sécurité et la police** fait l'objet d'une section propre. On y aborde les questions du positionnement de la sécurité dans l'ordre des préoccupations des résidents, de leurs vues sur l'évolution de la sécurité à Genève, du sentiment d'insécurité, de l'image de la police, des taux de satisfaction en lien avec le traitement policier des affaires ou encore de la perception des résidents sur l'application du principe d'équité par la police. En 2013, le diagnostic innovait en s'intéressant également à la satisfaction du contact avec les polices municipales dans la Ville de Genève, la commune de Vernier et celle de Meyrin. L'édition de 2016 ajoute une question sur la qualité du travail des polices municipales.
- V. En cinquième lieu, l'analyse porte sur les **comportements et les mesures de prévention prises individuellement par les résidents pour se prémunir du crime**. Comme en 2010 et en 2013, le diagnostic s'intéresse notamment à la mise en place de systèmes d'alarme ou encore de pose de serrures renforcées dans les habitations. En 2013, une nouvelle question avait porté sur la réception par le public des campagnes de prévention policières. En 2016, deux types de campagnes sont analysés : les campagnes contre les cambriolages et les campagnes sur les accidents de la circulation.
- VI. La sixième section s'intéresse de manière plus prospective aux **attentes et aux priorités** des résidents en matière de prestations et de thématiques policières. Il s'agit par exemple de savoir si les résidents préfèrent la patrouille à pied ou à vélo dans le quartier à police-secours ou un poste de quartier. Depuis l'édition 2013 du DLS, les attentes des résidents en matière de priorités thématiques pour les polices municipales sont présentées dans cette section. Cette section est consacrée aux **mesures** que les résidents **préconisent** pour améliorer la sécurité à Genève.
- VII. De la septième à la onzième partie, le diagnostic étudie séparément les cinq communes participantes. Des données de sondage pour la Ville de

Genève et Vernier sont collectées depuis 2010 selon un modèle identique, si bien qu'il est possible de proposer une analyse de l'évolution de la sécurité dans leur cas. C'est également vrai pour Meyrin qui participe au diagnostic depuis 2013. Pour les communes de Carouge et de Plan-les-Ouates, qui participent au diagnostic pour la première fois, seuls les indicateurs de 2016 sont disponibles.

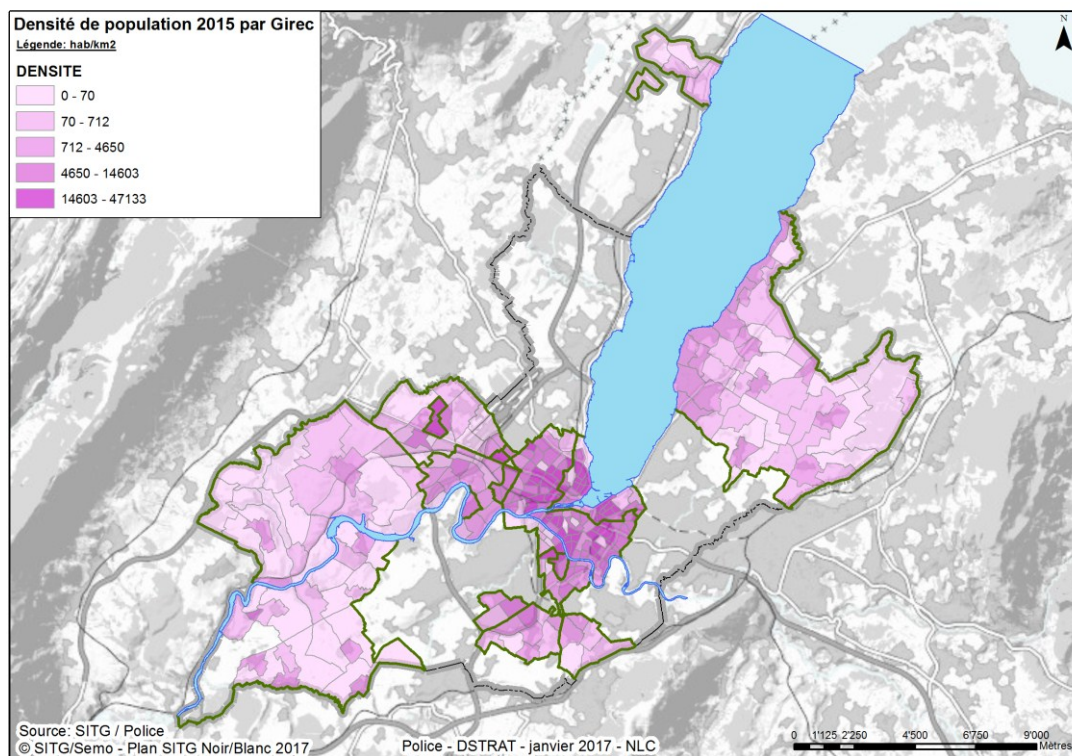
A l'échelon cantonal, il est possible d'observer l'évolution de toute une série d'indicateurs clefs depuis 2004, date de la réalisation du premier diagnostic local de sécurité du canton de Genève. Lorsque les indicateurs sont standardisés – et donc comparables – le présent diagnostic reproduit les chiffres des éditions précédentes pour suivre leur évolution dans le temps.

Le profil des communes à Genève

Le profil des zones

Le profil des communes étudiées dans ce diagnostic local de sécurité varie assez fortement. La densité urbaine est la plus élevée dans la Ville de Genève avec, en moyenne, 12'660 habitants au km². La densité urbaine de Carouge – 8'052 habitants au km² – la rapproche de la Ville de Genève alors que les autres communes s'avèrent moins densément peuplées : Vernier et Plan-les-Ouates ont respectivement 4'590 et 3'770 habitants au km². Meyrin en a 2'253 au km². La moyenne cantonale est de 1'997 habitants au km² avec la campagne qui, en 2015, comporte 324 habitants au km². Carouge, Vernier et Meyrin ont des zones très fortement densifiées qui dépassent la moyenne de la Ville de Genève.

Carte 2 : Densité de population 2015 par sous-secteur statistique (Girec)



Sur un fond de vieillissement de la population, les communes périphériques de Genève sont en règle générale plus jeunes. Alors que les moins de 15 ans forment 13.2% de la population de la Ville, à Plan-les-Ouates ils en forment 19.5%. Vernier a une population légèrement plus jeune (16.7% de moins de 15 ans) que Meyrin (15.5%) et, à Carouge, les moins de 15 ans sont dans la moyenne cantonale de 15.4%. Les 65 ans et plus représentent respectivement 16.6% en Ville de Genève et 13.2% à Plan-les-Ouates. Les autres communes se situent entre les deux.

De la même manière, on note une assez forte variation dans la mixité des populations. La Ville de Genève a le taux de population étrangère le plus élevé des communes étudiées : 48.7%. A Vernier et Meyrin, ce taux est assez semblable,

respectivement 45.8% et 45%. A Carouge, ce taux tombe à 38.7% et il est de 23.7% à Plan-les-Ouates. Dans la campagne genevoise, ce taux dépasse légèrement le quart (25.7%) alors que la moyenne cantonale se situe à 41.2%. La majeure partie des résidents étrangers proviennent de pays de l'Union européenne. En moyenne, dans le canton, 64.8% des étrangers sont des ressortissants de pays de l'Union européenne. C'est à Meyrin et Vernier que la proportion d'étrangers hors Union européenne est la plus élevée : ils représentent 18.5% à Meyrin et 18.1% à Vernier de la population totale.

Tableau 2 : Démographie dans les zones du canton de Genève – chiffres de la population 2015

	Population résidente totale	Population de moins de 15 ans	Population de 65 ans et plus	Population étrangère	Etrangers de UE28	Etrangers hors UE28	Densité population
		%	%	%	%	%	hab/km ²
Ville de Genève	41.0	13.2	16.0	48.7	31.3	17.4	12'660
PEV	10.5	12.2	14.4	54.1	35.7	18.4	12'845
Hors PEV	30.5	13.6	16.6	46.8	29.8	17.0	12'256
Vernier	7.2	16.7	14.6	45.8	27.7	18.1	4'590
Croissant urbain	4.4	16.4	16.4	46.2	28.5	17.8	15'523
Reste	2.8	17.2	11.8	45.1	26.5	18.6	2'203
Meyrin	4.6	15.5	17.9	45.0	26.5	18.5	2'253
Cité	2.3	15.7	17.8	48.8	28.7	20.1	17'535
Reste	2.2	15.3	18.1	41.1	24.3	16.8	1'187
Carouge	4.4	15.4	14.0	38.7	26.9	11.8	8'052
Centre historique	1.7	11.7	19.7	33.8	23.7	10.0	19'343
Reste	2.8	17.6	10.6	41.6	28.8	12.8	5'999
Plan-les-Ouates	2.1	19.5	13.2	23.7	16.2	7.6	1'773
Village	0.9	23.0	10.9	23.7	15.1	8.5	996
Reste	1.3	17.1	14.7	23.7	16.8	6.9	3'770
Campagne	7.5	18.2	16.4	25.7	19.4	6.3	324
Reste du canton	33.2	16.9	17.6	35.3	23.1	12.2	1'804
Canton	100.0	15.4	16.4	41.2	26.7	14.5	1'997

Source : OCSTAT – Statistique cantonale de la population, 2015

Selon l'auto-estimation des répondants au sondage et uniquement dans les zones étudiées dans ce diagnostic, les revenus supérieurs se concentrent dans la campagne genevoise et à Plan-les-Ouates où plus de 60% des répondants affirment que leur ménage dispose de revenus supérieurs. En Ville de Genève, à Carouge, Vernier et Meyrin, les revenus inférieurs dominent. Ils forment 58.5% des ménages de la Ville de Genève et 59.3% des ménages de Carouge. A Meyrin et Vernier,

environ 2 répondants sur 3 déclarent disposer de revenus inférieurs (65.8% à Meyrin et 67.8% à Vernier).

Le niveau d'étude est le plus élevé dans la Ville de Genève avec 35.5% de résidents au bénéfice d'un diplôme universitaire ou d'une haute école. C'est le cas de respectivement 29.3%, 24.1% et 22.8% à Carouge, Plan-les-Ouates et à la campagne.

Tableau 3 : Profil sociodémographique des communes et zones d'étude dans le canton de Genève (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne	Canton pondéré
	%	%	%	%	%	%	%
Revenus des ménages							
Inférieurs	58.5	67.8	65.8	59.3	39.8	35.8	57.9
Supérieurs	41.5	32.2	34.2	40.7	60.2	64.2	42.1
Niveau d'éducation							
École primaire / apprentissage	39.4	61.8	58.2	46.6	48.0	40.8	44.1
Université ou haute école	35.5	16.3	19.8	29.3	24.1	22.8	31.2
Profession							
Ouvriers	6.6	17.9	10.9	9.9	5.2	4.3	8.2
Employés, fonctionnaires	57.1	59.6	67.5	56.3	55.0	53.6	57.6
Libérale, chefs d'entreprise	9.9	5.1	5.6	7.9	10.8	13.3	9.4
Type de ménage							
Famille avec enfant(s)	36.4	49.6	48.0	44.3	56.3	56.6	41.4

Source : Sondage

Vernier et Meyrin partagent un profil de communes plus modestes avec un niveau moyen d'éducation moyen moins élevé qu'ailleurs. 61.8% et 58.2% respectivement des résidents des deux communes n'ont pas été au-delà de l'école primaire ou d'un apprentissage alors que cette moyenne est de 44.1% à l'échelle cantonale. Elles se distinguent en revanche entre elles sur le plan du statut professionnel de leurs habitants. Vernier est en effet la commune la plus ouvrière avec 17.9% des résidents qui se déclarent comme tels. Seuls 10.9% des résidents de Meyrin le font. Meyrin a en revanche la plus forte proportion d'employés et de fonctionnaires des communes étudiées (67.5%). La Ville de Genève, Carouge, la campagne et Plan-les-Ouates ont un profil assez similaire sur cet aspect et plus proche de la moyenne cantonale. En moyenne, selon les données de sondage, 9.4% des résidents du canton ont une

profession libérale ou sont des chefs d'entreprise, 8.2% des ouvriers et 57.6% des employés ou fonctionnaires.

Ajoutons finalement que les ménages avec enfants sont plus nombreux dans la campagne genevoise et à Plan-les-Ouates. Un peu plus de 56% des répondants affirment vivre avec des enfants dans ces zones. Dans la Ville de Genève, cette proportion est la plus petite des communes étudiées : 36.4%. Vernier, Meyrin et Carouge se situent entre ces deux extrêmes. 49.6% des répondants de Vernier vivent avec des enfants, 48% des répondants de Meyrin également et 44.3% des répondants de Carouge.

En résumé, Plan-les-Ouates apparaît comme une commune jeune, abritant des familles plutôt aisées avec un bon niveau d'éducation et assez peu de mixité culturelle tout en résidant dans des zones d'habitat relativement peu densifiées. Vernier est une ville plus ouvrière, relativement modeste, moins formée, qui comporte certaines zones d'habitat fortement densifiées. Meyrin abrite une assez forte population d'employés et de fonctionnaires, vivant pour une moitié dans un habitat fortement densifié, vertical, dans des zones avec une forte mixité culturelle et des ménages plutôt modestes avec un niveau de formation moins élevé que la moyenne cantonale. La Ville de Genève a une population formée mais moins jeune qu'ailleurs dans le canton et une proportion importante de retraités. Les ménages de la Ville de Genève ont des revenus relativement modestes dans un habitat fortement densifié et caractérisé par un taux élevé de population étrangère.

La cohésion sociale

La cohésion sociale s'était affaïssée en 2013. Elle ne s'est pas vraiment améliorée en 2016 où seuls 17.5% des résidents l'estiment forte. Depuis 2013, les résidents genevois sont plus enclins à juger que la cohésion sociale dans leur quartier se situe dans la moyenne : elle n'est ni forte ni faible. En 2016, pratiquement un résident sur deux (48%) la considère comme telle.

Tableau 4 : Evolution de la cohésion sociale dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016)

	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%
Forte	42.2	45.3	16.0	17.5
Moyenne	16.1	11.3	46.3	48.0
Faible	41.6	43.5	37.7	34.5
N	1'146	1'337	2'114	4'851
	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 5 : La cohésion sociale dans les communes et zones du canton (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Forte	13.5	17.4	15.1	17.0	25.6	39.7
Moyenne	47.5	51.1	53.8	54.2	49.1	39.7
Faible	39.0	31.5	31.1	28.8	25.3	20.5
N	779	788	786	802	904	463
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les taux de cohésion sociale sont légèrement corrélés à la densité urbaine. Ils sont plus faibles dans les communes les plus densément peuplées – en Ville de Genève, à Vernier, Meyrin et Carouge – et plus élevés dans la campagne et à Plan-les-Ouates, des zones où la mixité culturelle et sociale est plus faible. La Ville de Genève figure en queue de peloton : seuls 13.5% de ses résidents estiment forte la cohésion sociale dans leur quartier et 39% l'estiment faible. Plan-les-Ouates et – surtout – la campagne genevoise connaissent les taux de cohésion sociale les plus élevés. 25.6% des résidents de Plan-les-Ouates et 39.7% des résidents de la campagne sont d'avis que la cohésion sociale dans leur quartier ou village est forte.

Le contrôle social

Pour mesurer le contrôle social, les diagnostics locaux de sécurité du canton de Genève recourent à deux indicateurs différents. Le premier indicateur mesure ce contrôle face aux incivilités à travers une question sur l'avis du répondant sur la probabilité que ses voisins interviendraient si des adolescents manifestaient un manque de respect envers un adulte. Mesuré de cette manière, le contrôle social diminue progressivement depuis 2007 – date où cet indicateur a été introduit dans les diagnostics – même si on peut noter un léger rebond en 2016. En 2007, 66.8% des répondants estimaient probable que leurs voisins interviendraient dans de telles circonstances. En 2016, ils ne sont plus que 58.1% à penser ainsi.

Tableau 6 : Evolution du contrôle social (incivilités) dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016)

	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%
Faible	33.2	34.9	44.1	41.9
Fort	66.8	65.1	55.9	58.1
N	1'112	1'230	1'999	4'302
	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 7 : Le contrôle social (incivilités) dans les communes et zones du canton (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Faible	45.3	40.6	42.3	41.1	32.4	26.3
Fort	54.7	59.4	57.7	58.9	67.6	73.7
N	750	752	744	752	855	430
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Cet indicateur se comporte un peu comme la cohésion sociale. Là où la cohésion sociale est faible, le contrôle social face aux incivilités est également limité. Ce contrôle est plus fort dans la campagne et à Plan-les-Ouates avec respectivement 73.7% et 67.6% des répondants qui sont d'avis que leurs voisins interviendraient dans le cas cité. Dans les communes les plus densément peuplées, où la mixité sociale et culturelle est la plus importante et la cohésion sociale est plus faible, le contrôle social en cas d'incivilité s'avère plus réduit.

Le second indicateur du contrôle social mesure la réaction des résidents en cas de suspicion de cambriolage chez un voisin. La tendance, pour cet indicateur, est stable. Excepté pour l'année 2013, la stratégie dominante des résidents est d'entreprendre quelque chose pour vérifier eux-mêmes s'il s'agit bien d'un cambriolage. En 2016, 59.5% des résidents affirment qu'ils entreprendraient une démarche solidaire (sonner chez le voisin, appeler le voisin ou guigner chez le voisin). C'est pratiquement le même chiffre qu'en 2010 et en 2007. On note cependant une légère tendance à également appeler plus souvent la police en pareil cas. La proportion de résidents qui ne « feraient rien » reste marginale. Par rapport à 2010, les deux dernières éditions du DLS montrent une diminution sensible du nombre de personnes qui ne feraient rien.

Tableau 8 : Evolution des comportements des résidents dans le cas de suspicion de cambriolage chez un voisin dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016)

	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%
Appeler la police	53.7	53.6	57.9	56.7
Sonner, appeler ou guigner chez le voisin	58.6	59.9	53.4	59.5
Ne rien faire	4.5	5.9	3.1	3.5
N	1'148	1'397	2'239	4'851

Source : Sondage

Les stratégies solidaires visant à vérifier soi-même qu'un cambriolage est effectivement en train de se dérouler chez un voisin sont plus fréquentes là où la cohésion sociale est meilleure, soit dans la campagne et à Plan-les-Ouates. Elles sont moins fréquentes dans les communes les plus urbanisées et là où l'individualisme domine.

Tableau 9 : Les comportements des résidents en cas de suspicion de cambriolage chez les voisins dans les communes et zones du canton de Genève (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Appeler la police	55.6	62.3	60.2	54.2	60.7	58.5
Sonner, appeler ou guigner chez les voisins	57.7	55.3	57.5	60.5	63.8	71.9
Ne rien faire	3.6	4.0	4.1	3.2	2.7	2.1
N	842	856	844	865	961	484

Source : Sondage

La qualité de vie

La qualité de vie perdait de nombreux points en 2013 et passait de 84.1% d'avis positifs mesurés lors des éditions précédentes du diagnostic local de sécurité à 72.7% cette année-là. En 2016, elle remonte légèrement avec 76.3% des résidents qui l'estiment bonne dans leur quartier.

Tableau 10 : Evolution de la qualité de vie dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016)

	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%
Bonne	84.1	84.1	72.7	76.3
Moyenne	10.1	8.5	19.8	17.9
Mauvaise	5.8	7.4	7.5	5.9
N	1'189	1'365	2'216	4'851
	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La qualité de vie est jugée meilleure dans la campagne genevoise et Plan-les-Ouates qu'ailleurs dans le canton. Avec 94.4% d'avis positifs, la campagne a les faveurs des résidents. A Plan-les-Ouates, 86% des résidents jugent bonne la qualité de vie. Le taux le plus bas est obtenu par Vernier, avec 70.7% d'avis positifs et par la Ville de Genève avec 72.6% d'avis positifs. Meyrin et Carouge ont des taux supérieurs à 80%.

Tableau 11 : La qualité de vie dans les communes et zones du canton (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Bonne	72.6	70.7	80.8	82.2	86.0	94.4
Moyenne	20.1	23.2	16.4	14.3	12.1	4.2
Mauvaise	7.3	6.1	2.8	3.5	1.9	1.5
N	835	847	831	854	956	479
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La sécurité publique en chiffres : criminalité, accidents de la circulation et incivilités

La prévalence de la victimisation selon les données de sondage

Le tableau suivant présente les résultats de la victimisation depuis 2004 au sein de la population pour un certain nombre de délits selon les données du sondage. Les chiffres cumulent les tentatives et la réalisation de ces délits sur les 5 ans qui précèdent l'entretien. Ils mesurent des délits qui se sont déroulés sur le sol genevois à l'exception des fraudes sur internet. Ces chiffres diffèrent de la statistique criminelle sachant qu'un certain nombre de ces délits n'est pas rapporté à la police et que les taux de plaintes varient d'un type de délit à l'autre et évoluent dans le temps. Ils diffèrent de la statistique criminelle également du fait qu'ils ne mesurent pas la prévalence d'une victimisation annuelle mais celle de faits survenus dans les 5 années précédant l'interview. En lissant en quelque sorte les tendances, une baisse de la criminalité ne s'observe pas immédiatement et seulement avec un certain retard dans les chiffres présentés.

En 2016, 22.7% des résidents affirment avoir fait l'objet d'une tentative ou d'un cambriolage avéré dans leur résidence durant les 5 dernières années. Ce chiffre est en net reflux par rapport à 2013 où 31.2% des résidents rapportaient un cambriolage. Le taux se rapproche de celui enregistré lors de l'édition 2010 du diagnostic local de sécurité. On note également un reflux des brigandages par rapport aux chiffres de 2013 tandis que, pour les agressions physiques ou sexuelles, le reflux est pratiquement constant depuis 2010.

Les fraudes sur internet sont en hausse. En 2013, 21.5% des utilisateurs d'internet, qui effectuent des transactions financières, affirment avoir été l'objet d'une escroquerie ou d'un vol de données personnelles (identifiant, mot de passe, code d'accès) ou d'une tentative de ce genre sur internet. En 2016, ce taux monte à 25.1%.

Le diagnostic 2016 mesure pour la première fois la prévalence du phénomène du pickpocket à Genève. Sur les 5 dernières années, 27.3% des résidents disent avoir été victimes de ce délit ou d'une tentative à Genève.

Tableau 12 : Evolution des taux (y compris des tentatives) de cambriolages, brigandages, pickpockets, agressions sexuelles et escroqueries sur internet sur une période de 5 ans (canton, pondéré, 2004-2016)

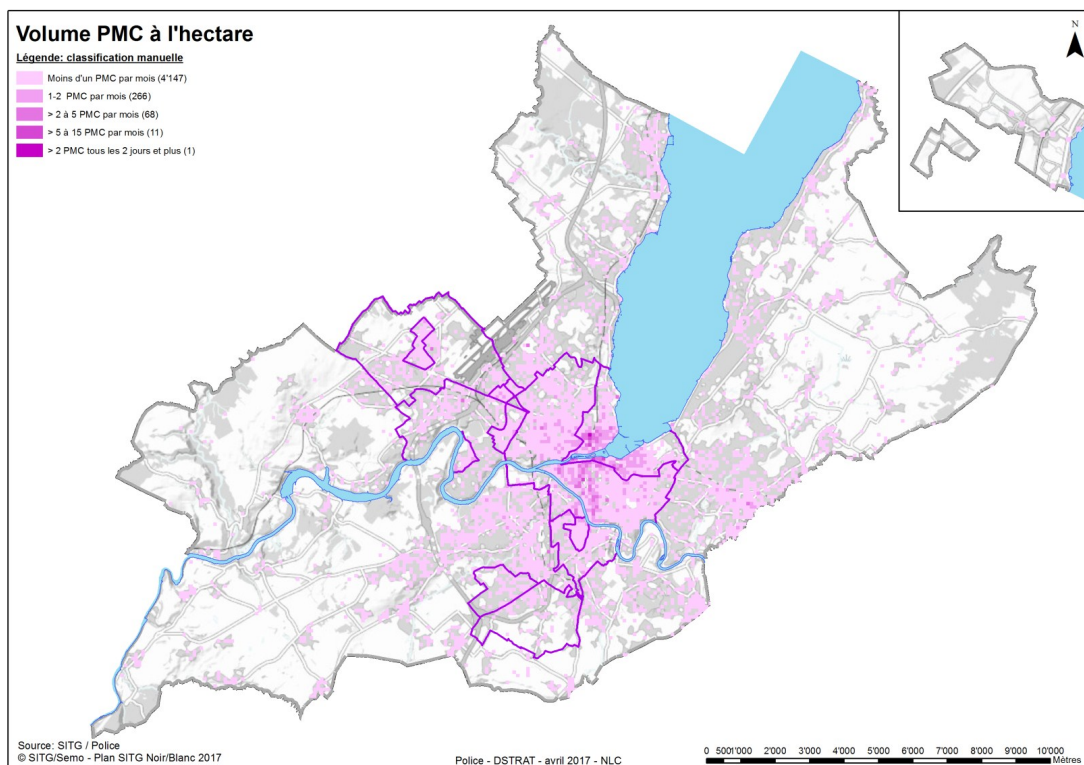
Année	Cambriolages	Brigandages	Pickpockets	Agressions physiques ou sexuelles	Escroqueries ou vols de données sur internet
	%	%	%	%	%
2016	22.7	10.2	27.3	8.8	25.1
2013	31.2	13.8	-	11.4	21.5
2010	22.3	8.7	-	12.8	-
2007	18.1	5.7	-	10.5	-
2004	17.6	7.1	-	-	-

Source : Sondage

Les statistiques policières de la petite et moyenne criminalité

Après avoir connu un pic spectaculaire en 2011, la petite et moyenne criminalité selon les chiffres de la statistique policière reflue graduellement à la fois en termes de volumes et de taux pour 1'000 habitants à Genève. En 2016, les volumes des événements de petite et moyenne criminalité, à l'échelle cantonale, présentent une baisse de 31% depuis 2008. Si l'on tient compte d'un indicateur plus fin – le taux de criminalité pour 1'000 habitants – cette baisse depuis 2008 s'avère encore plus conséquente et atteint 36.8%. A l'échelle cantonale, la moyenne est de 35 délits pour 1'000 habitants en 2016 alors qu'elle était de 55 délits pour 1'000 habitants en 2008. La Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates bénéficient de ce reflux. Ce n'est pas le cas de la campagne genevoise. Les plus fortes baisses sont enregistrées dans la Ville de Genève et à Vernier. Le taux de délits pour 1'000 habitants chute de 40.2% depuis 2008 dans la Ville de Genève et de 43.4% à Vernier. Suivent Carouge (-39.9%), Meyrin (-38.2%) et Plan-les-Ouates (-33.4%). La campagne subit en revanche une hausse de petite et moyenne criminalité. Le taux pour 1'000 habitants progresse de 18.6% par rapport à 2008.

Carte 3 : Volume de petite et moyenne criminalité (PMC) à l'hectare (2016)



Malgré sa bonne performance en matière de réduction de la criminalité, la Ville de Genève continue à enregistrer les taux de criminalité pour 1'000 habitants les plus élevés du canton. Ils atteignent en 2016 48 délits pour 1'000 habitants alors que toutes les autres communes étudiées sont en-dessous de la moyenne cantonale de 35 délits pour 1'000 habitants, excepté Carouge où ce taux est de 36 délits pour 1'000 habitants. Ces chiffres apparaissent dans le tableau global (no 13 ci-après qui présente le nombre d'événements (ou d'affaires) de petite et moyenne criminalité enregistrés dans la statistique policière.

Notons ici que ce qu'on appelle un "événement" peut comporter plusieurs infractions. Les tableaux 14 et 15 présentent les chiffres des infractions en distinguant les délits contre les personnes et atteintes contre les biens.

Les atteintes aux personnes refluent le plus à Vernier. Si l'on retient l'indicateur du taux pour 1'000 habitants, la baisse est de 56.8% entre 2008 et 2016. En moyenne, à l'échelle cantonale, le reflux est de 30.3%. Meyrin est également dans une tendance à la baisse avec -41.3%. La Ville de Genève, bien qu'elle enregistre une baisse de -26.8% du taux pour 1'000 habitants, continue d'avoir le taux pour 1'000 habitants le plus élevé du canton (6 pour 1'000). Plan-les-Ouates enregistre en revanche une progression du taux d'atteintes contre les personnes de 24% mais son taux de 3 délits de ce type pour 1'000 habitants se situe en-dessous de la moyenne cantonale. Si la campagne enregistre elle aussi une progression depuis 2008 (46.1%), son taux reste le plus bas du canton (3 pour 1'000 habitants). Carouge affiche le même taux que la ville de Genève (6); ce taux est relativement stable par rapport à 2008.

La Ville de Genève connaît un taux pour 1'000 habitants d'atteintes aux biens de 46. C'est plus du double de Plan-les-Ouates qui enregistre, en 2016, le meilleur taux

parmi les communes étudiées en détail (20 pour 1'000 habitants). Meyrin, la campagne et Vernier ont des taux relativement bas d'atteintes aux biens (respectivement 24, 26 et 27 pour 1'000 habitants). La progression de 31.9% de la campagne dans le tableau s'explique surtout par un taux très bas dans l'année de référence en 2008. Les chiffres indiquent une tendance à la hausse sans pour autant que celle-ci soit spectaculaire. La campagne avait connu un pic en 2012 de 33 atteintes aux biens pour 1'000 habitants. En 2016, ce taux est retombé à 26, soit un taux inférieur à la moyenne de 33 pour 1'000 du canton. La Ville de Genève, Carouge, Vernier et Meyrin enregistrent les baisses les plus importantes depuis 2008.

Tableau 13 : Evolution des volumes et taux pour 1'000 habitants de délits de la petite et moyenne criminalité (PMC- événements) par commune et zone dans le canton de Genève (2008-2016)

Année	Genève - Ville	Taux pour 1'000 hab.	Vernier	Taux pour 1'000 hab.	Meyrin	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Plan- les- Ouates	Taux pour 1'000 hab.	Campagne	Taux pour 1'000 hab.	Canton	Taux pour 1'000 hab.
2016	9'747	48	979	28	568	25	778	36	227	22	964	26	17'063	35
2015	10'757	53	1'201	34	581	26	874	40	311	30	1'037	28	19'127	39
2014	11'869	60	1'207	34	717	32	1'058	50	361	35	1'042	29	20'882	43
2013	13'141	67	1'320	38	702	31	1'117	53	358	35	977	28	22'429	47
2012	15'569	81	1'588	46	779	35	1'369	66	436	42	1'213	35	26'487	56
2011	19'270	100	1'804	53	778	35	1'506	75	489	48	958	28	30'555	65
2010	15'392	80	1'512	45	778	36	1'154	58	370	37	984	29	25'705	55
2009	15'272	81	1'443	44	802	37	1'128	57	322	33	885	27	25'136	55
2008	15'200	81	1'609	49	856	41	1'162	60	322	33	721	22	24'716	55
variation 2016/2008	-35.9%	-40.2%	-39.2%	-43.4%	-33.6%	-38.2%	-33.0%	-39.9%	-29.5%	-33.4%	33.7%	18.6%	-31.0%	-36.8%

Source: Données policières

Tableau 14 : Evolution du volume et des taux pour 1'000 habitants des atteintes contre les personnes (infractions) dans les communes et zones du canton de Genève (2008-2016)

Délits contre la personne	Genève - Ville	Taux pour 1'000 hab.	Vernier	Taux pour 1'000 hab.	Meyrin	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Plan-les-Ouates	Taux pour 1'000 hab.	Campagne	Taux pour 1'000 hab.	Canton	Taux pour 1'000 hab.
2016	1'279	6	145	4	87	4	129	6	42	4	108	3	2'283	5
2015	1'240	6	189	5	56	3	87	4	45	4	110	3	2'339	5
2014	1'185	6	182	5	85	4	110	5	38	4	79	2	2'269	5
2013	1'235	6	183	5	86	4	139	7	26	3	82	2	2'304	5
2012	1'459	8	170	5	67	3	108	5	36	3	104	3	2'501	5
2011	1'496	8	227	7	90	4	121	6	64	6	83	2	2'680	6
2010	1'609	9	236	7	79	4	146	7	37	4	104	3	2'878	6
2009	1'761	9	277	9	102	5	161	8	36	4	101	3	3'134	7
2008	1'630	9	290	9	139	7	115	6	32	3	92	2	3'020	7
variation 2016/2008	-21.5%	-26.8%	-50.0%	-56.8%	-37.4%	-41.3%	12.2%	1.9%	31.3%	24.0%	17.4%	46.1%	-24.4%	-30.3%

Source: Données policières

Tableau 15 : Evolution du volume et des taux pour 1'000 habitants des atteintes contre les biens (infractions) dans les communes et zones du canton de Genève (2008-2016)

Délits contre les biens	Genève - Ville	Taux pour 1'000 hab.	Vernier	Taux pour 1'000 hab.	Meyrin	Taux pour 1'000 hab.	Carouge	Taux pour 1'000 hab.	Plan-les-Ouates	Taux pour 1'000 hab.	Campagne	Taux pour 1'000 hab.	Canton	Taux pour 1'000 hab.
2016	9'201	46	937	27	537	24	712	33	212	20	975	26	16'280	33
2015	10'145	50	1'117	32	565	25	852	39	301	29	1'047	28	18'192	37
2014	11'227	57	1'134	32	701	32	1'029	49	362	35	1'053	29	19'961	41
2013	12'322	63	1'223	35	647	29	978	47	332	32	954	27	21'084	44
2012	14'666	76	1'501	44	735	33	1'261	61	400	39	1'143	33	24'938	53
2011	18'358	96	1'673	49	721	33	1'385	69	425	41	911	26	28'919	62
2010	14'388	75	1'348	40	715	33	1'008	51	333	33	926	27	23'852	51
2009	13'956	74	1'235	37	731	34	967	49	286	29	825	25	22'819	50
2008	14'031	75	1'396	43	751	36	1'047	54	290	30	655	20	22'543	50
variation 2016/2008	-34.4%	-39.0%	-32.9%	-38.3%	-28.5%	-32.9%	-32.0%	-38.9%	-26.9%	-30.9%	48.9%	31.9%	-27.8%	-33.0%

Source: Données policières

Les accidents de la circulation

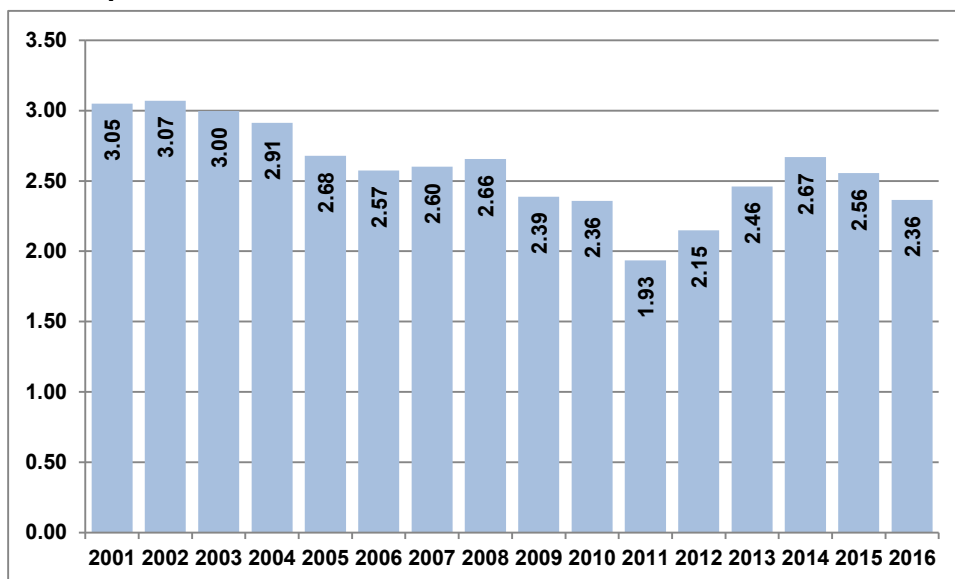
Le taux d'accidents avec blessés diminue en dents de scie depuis 2001. Alors que jusqu'en 2003 ce taux était de 3 accidents pour 1'000 habitants, il se situe à 2.36 en 2016. Une évolution similaire peut être observée pour les accidents mortels. Alors que jusqu'en 2004, le taux annuel oscille entre 0.04 et 0.05 accidents mortels pour 1'000 habitants, depuis 2010 ce taux oscille entre 0.02 et 0.03.

Tableau 16 : Evolution des accidents de la circulation dans le canton de Genève (2001-2016)

Année	Avec blessés	Taux pour 1000 hab.	Mortels	Taux pour 1000 hab.
2016	1160	2.36	11	0.02
2015	1254	2.56	9	0.02
2014	1288	2.67	11	0.02
2013	1171	2.46	10	0.02
2012	1011	2.15	12	0.03
2011	903	1.93	15	0.03
2010	1094	2.36	14	0.03
2009	1093	2.39	18	0.04
2008	1204	2.66	11	0.02
2007	1164	2.60	14	0.03
2006	1146	2.57	15	0.03
2005	1181	2.68	15	0.03
2004	1277	2.91	23	0.05
2003	1302	3.00	20	0.05
2002	1313	3.07	18	0.04
2001	1287	3.05	15	0.04

Source: Données policières, OFROU dès 2010

Graphique 1 : Evolution du taux pour 1'000 habitants d'accidents de la circulation avec blessés depuis 2001 dans le canton de Genève



Graphique 2 : Evolution du taux pour 1'000 habitants d'accidents de la circulation mortels depuis 2001 dans le canton de Genève

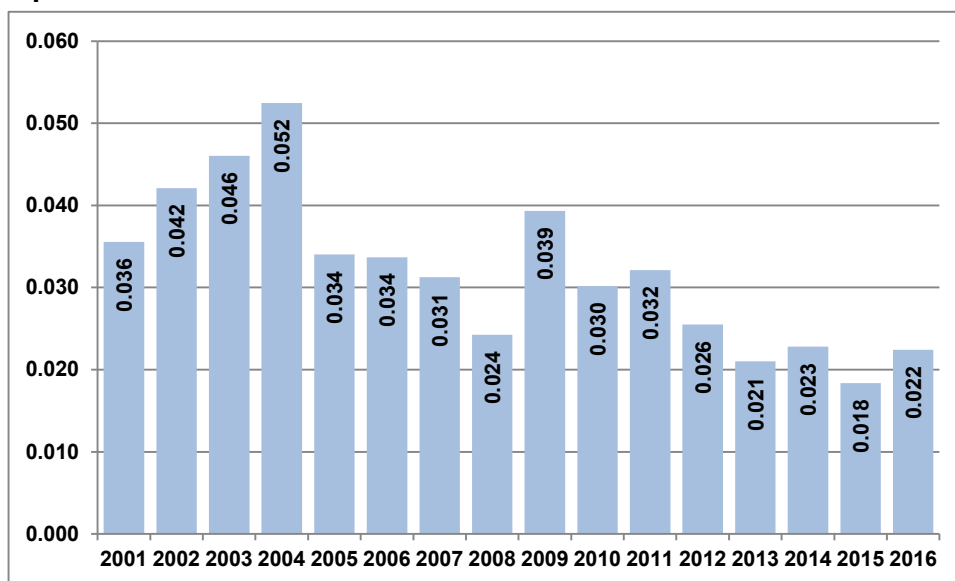


Tableau 17 : Evolution des taux d'accidents avec blessés dans les communes et zones du canton de Genève (2001-2016)

Année	Ville de Genève	Taux pour 1000 hab.	Vernier	Taux pour 1000 hab.	Meyrin	Taux pour 1000 hab.	Carouge	Taux pour 1000 hab.	Plan-les-Ouates	Taux pour 1000 hab.	Campagne	Taux pour 1000 hab.
2016	547	2.72	83	2.35	54	2.41	56	2.58	32	3.08	81	2.19
2015	598	2.97	95	2.69	56	2.50	50	2.30	42	4.05	67	1.81
2014	597	3.02	85	2.42	64	2.90	63	2.97	39	3.77	85	2.34
2013	555	2.84	92	2.64	58	2.59	59	2.82	27	2.62	76	2.14
2012	484	2.51	55	1.60	46	2.07	53	2.56	22	2.13	70	2.00
2011	416	2.17	58	1.71	45	2.04	47	2.33	26	2.54	48	1.39
2010	517	2.70	75	2.25	42	1.94	43	2.16	26	2.60	64	1.87
2009	540	2.85	65	1.97	58	2.70	60	3.04	30	3.05	67	2.01
2008	590	3.14	84	2.58	58	2.76	67	3.43	17	1.73	79	2.39
2007	582	3.13	81	2.53	39	1.88	56	2.93	22	2.29	79	2.43
2006	576	3.10	57	1.79	49	2.37	47	2.45	17	1.89	81	2.54
2005	604	3.26	70	2.25	44	2.13	56	2.95	23	2.60	96	3.06
2004	695	3.75	73	2.35	53	2.57	61	3.25	11	1.27	70	2.26
2003	663	3.59	70	2.26	53	2.59	63	3.41	13	1.66	86	2.80
2002	694	3.80	73	2.39	48	2.36	66	3.64	24	3.21	61	2.03
2001	698	3.86	58	1.92	47	2.33	66	3.67	19	2.62	78	2.61

Source: Données policières, dès 2010 données OFROU

Tableau 18 : Evolution des accidents mortels dans les communes et zones du canton de Genève (2001-2016)

Année	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
2016	1	0	0	0	0	3
2015	2	0	0	0	1	3
2014	6	1	0	0	0	2
2013	4	2	0	0	0	1
2012	5	2	1	0	0	1
2011	3	0	0	0	0	5
2010	7	0	0	1	0	3
2009	8	0	0	-	-	3
2008	2	0	0	-	-	4
2007	3	1	0	-	-	0
2006	3	2	0	-	-	4
2005	7	2	2	-	-	2
2004	9	1	1	-	-	3
2003	11	1	2	-	-	1
2002	5	2	0	-	-	1
2001	7	0	0	-	-	1

Source: Données policières, dès 2010 données OFROU

En 2016, la commune de Plan-les-Ouates a le taux d'accident avec blessés pour 1'000 habitants le plus élevé des communes et zones étudiées avec 3.08 accidents contre 2.72 en Ville de Genève, 2.58 à Carouge, 2.35 et 2.41 à Vernier et Meyrin respectivement et 2.19 pour la campagne. Le taux baisse depuis 2008 partout, sauf à Plan-les-Ouates.

L'évolution des accidents mortels met en évidence la raréfaction de ces événements au cours des années, en particulier par rapport au début des années 2000.

Tableau 19 : Classement des communes en fonction du taux pour 1'000 habitants d'accidents mortels ou avec blessés et l'évolution des taux depuis 2007

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Laconnex	1.59	1.59	11.16	3.29	1.62	1.63	3.27	1.61	1.51	9.04
Cognny	6.08	3.27	3.31	5.75	5.03	3.06	3.58	4.29	4.17	5.43
Perly-Certoux	3.16	3.54	2.78	1.72	3.71	3.66	2.28	3.25	5.25	4.60
Meinier	2.80	1.67	1.66	2.10	2.66	2.47	3.39	3.84	1.40	4.20
Soral	0.00	0.00	0.00	1.36	0.00	1.38	2.67	3.91	3.95	3.95
Troinex	2.79	3.21	1.84	1.38	1.78	3.11	0.43	1.72	0.43	3.85
Puplinge	1.92	1.45	1.45	1.48	0.49	2.45	0.98	1.47	0.94	3.76
Bellevue	3.08	4.15	2.23	5.60	2.84	2.48	4.89	5.25	5.43	3.62
Collex-Bossy	1.90	0.62	3.09	1.19	0.59	0.00	1.80	0.60	1.80	3.60
Cartigny	1.24	3.69	3.61	1.17	4.52	0.00	3.48	3.43	3.48	3.48
Plan-les-Ouates	2.29	1.73	3.05	3.10	2.64	2.13	2.62	3.77	4.14	3.08
Hermance	1.11	1.10	3.28	1.07	0.00	1.03	2.07	1.96	0.98	2.95
Chêne-Bougeries	3.05	3.59	2.04	2.87	2.50	1.60	3.39	4.29	2.30	2.83
Vandoeuvres	1.87	1.50	2.27	3.37	1.49	0.78	3.09	3.48	5.11	2.75
Genève-ville	3.15	3.15	2.89	2.74	2.18	2.53	2.86	3.06	2.98	2.72
Collonge-Bellerive	2.04	3.09	2.14	2.50	1.73	2.39	2.12	2.81	2.12	2.61
Choulex	4.97	3.01	5.01	4.89	0.00	1.84	2.84	1.79	2.60	2.60
Aire-la-Ville	3.65	1.78	1.76	3.45	0.88	2.68	1.78	3.46	1.72	2.59
Carouge	3.14	3.53	3.09	2.51	2.28	2.56	2.82	2.97	2.30	2.58
Pregny-Chambésy	1.39	1.39	2.66	2.17	2.46	1.10	1.39	1.11	2.20	2.48
Confignon	1.25	2.47	0.97	2.16	1.16	2.31	1.82	1.34	1.76	2.43
Meyrin	1.88	2.76	2.70	1.94	2.04	2.12	2.59	2.90	2.50	2.41
Vernier	2.56	2.58	1.97	2.25	1.71	1.66	2.70	2.45	2.69	2.35
Satigny	1.95	3.74	1.51	2.20	1.57	2.30	1.76	3.22	2.91	2.18
Lancy	2.36	2.65	2.55	2.26	1.91	2.26	1.83	2.70	2.41	2.03
Russin	2.53	12.59	0.00	0.00	6.22	2.04	8.18	1.98	5.63	1.88
Chêne-Bourg	1.14	1.65	1.88	2.10	1.48	1.47	1.23	1.83	2.35	1.64
Anières	1.66	0.40	1.59	0.79	0.80	1.18	2.80	2.81	0.78	1.56
Corsier	3.47	3.41	2.82	0.55	1.07	2.08	1.52	2.47	1.97	1.48
Genthod	1.85	3.27	1.46	1.45	1.08	2.95	2.89	1.08	1.44	1.44

Presinge	4.46	1.47	0.00	4.55	1.46	1.48	4.48	1.46	0.00	1.40
Grand-Saconnex	2.45	1.95	1.35	1.80	2.53	2.01	1.91	1.41	2.05	1.40
Thônex	1.96	1.72	2.00	1.91	1.40	1.97	1.95	1.99	2.33	1.34
Bardonnex	1.41	1.39	3.20	3.60	2.27	1.79	1.34	1.33	1.77	1.33
Bernex	1.80	1.78	0.83	1.64	1.54	2.35	2.74	2.52	2.08	1.29
Versoix	1.60	1.26	1.00	1.60	1.22	1.31	1.75	1.59	1.56	1.26
Chancy	0.92	0.00	3.59	1.74	1.76	0.88	1.46	1.31	0.62	1.25
Veyrier	1.55	1.54	1.53	1.70	1.07	1.36	1.20	1.72	0.71	1.15
Onex	1.39	1.27	1.32	0.68	0.74	0.95	0.89	1.20	1.02	1.12
Jussy	4.69	3.95	2.45	2.47	3.37	4.14	5.55	3.92	4.69	0.78
Avusy	0.77	1.45	1.46	1.44	2.10	1.38	1.39	0.00	1.40	0.70
Dardagny	3.08	4.53	0.00	1.36	1.32	3.30	1.31	0.65	2.58	0.65
Avully	2.85	1.13	1.12	1.71	0.00	1.13	1.12	1.69	1.68	0.56
Céligny	6.35	0.00	2.99	1.50	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Gy	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
TOTAL	2.63	2.68	2.43	2.39	1.97	2.17	2.48	2.69	2.57	2.39

Source: Données policières, OFROU dès 2010

Les incivilités

Après avoir connu une forte envolée en 2013, les incivilités sont reparties à la baisse en 2016. La baisse la plus conséquente (-10%) concerne le stationnement sauvage qui retrouve un niveau inférieur à celui observé en 2010. En 2016, 63.8% de résidents en constatent dans leur quartier. Le deal et consommation de drogues dans la rue diminue assez fortement (-8.9%) de même que les bagarres et violences dans la rue (-6.9%). Le phénomène de la mendicité insistante diminue légèrement mais reste persistant à Genève : 73.8% des résidents font ce constat. Les abandons d'objets et la saleté restent l'incivilité principale avec 78.7% de taux d'exposition des résidents. Cette incivilité reflue légèrement : 2.5% par rapport à 2013.

Tableau 20 : Taux et évolution des incivilités dans le canton de Genève (pondéré, 2007-2016)

	2007	2010	2013	2016	Evolution par rapport à 2013
	%	%	%	%	%
Abandon d'objets et saleté	65.3	74.5	80.7	78.7	-2.5
Bruit excessif de véhicules à moteur	66.2	64.2	75.6	75.7	0.1
Attitudes insistantes de mendiants	49.4	52.4	77.3	73.8	-4.5
Bruits excessifs provenant de personnes			73.4	72.2	-1.6
Graffitis et déprédations	64.6	69.9	74.1	69.8	-5.8
Stationnement sauvage	61.3	66.2	70.9	63.8	-10.0
Attitudes irrespectueuses de groupes de jeunes	55.0	57.4	68.5	63.8	-6.9
Stationnement dangereux	-	-	-	62.2	-
Vente ou consommation de drogues	43.7	57.1	65.3	59.5	-8.9
Violences verbales ou bagarres	44.0	40.4	60.4	55.5	-8.1
Bruits excessifs d'établissements publics	-	-	-	52.1	-

Source : Sondage

Les taux d'exposition aux incivilités sont assez fortement corrélés avec la densité urbaine. La Ville de Genève et Carouge connaissent des taux moyens les plus élevés, respectivement 72% et 67.2% d'exposition. Les taux d'exposition sont plus élevés dans ces deux communes pour toutes les incivilités sans exception. La campagne est moins « incivile » avec un taux d'exposition moyen qui se situe à 50.1%. Quel que soit le type d'incivilité, les résidents de la campagne en constatent toujours moins que le reste du canton.

Comme en 2013, on note que les incivilités les plus urbaines sont la consommation et vente de drogues, les attitudes insistantes de mendiants, les violences verbales et bagarres, le bruit causé par des établissements publics la nuit et le bruit provoqué par des individus.

Tableau 21 : Taux d'incivilités comparés dans les communes et zones du canton (pondéré, 2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Abandon d'objets et saleté	82.3	76.4	73.5	78.3	74.4	67.0
Attitudes insistantes de mendiants	80.0	68.0	68.5	74.7	61.3	51.3
Stationnement sauvage	79.8	71.0	66.9	72.4	62.2	62.4
Bruit excessif de véhicules à moteur	79.3	72.4	72.2	75.3	64.4	64.0
Bruits excessifs provenant de personnes	77.1	68.0	65.9	77.0	62.1	52.0
Graffitis et déprédations	73.7	68.8	65.5	70.9	64.7	53.6
Attitudes irrespectueuses de groupes de jeunes	66.5	65.5	62.0	65.8	59.1	48.3
Stationnements dangereux	65.4	61.1	56.1	61.9	53.0	52.7
Vente ou consommation de drogues	66.2	58.7	48.3	51.6	43.5	35.9
Violences verbales ou bagarres	62.0	50.3	47.8	55.4	42.2	32.4
Bruits excessifs des établissements publics	59.5	40.9	40.4	55.6	30.4	31.0
Moyenne pour 11 incivilités	72.0	63.7	60.6	67.2	56.1	50.1

Source : Sondage

Le tableau suivant présente les moyennes obtenues par les incivilités étudiées dans les différents diagnostics réalisés depuis 2007 lorsqu'on s'intéresse à leur degré de dérangement. Sur une échelle de 1 à 3, 3 correspond à « me dérange beaucoup », 2 « me dérange peu » et 1 « ne me dérange pas ». Le trio de tête en 2016 reste le même que lors des éditions précédentes du diagnostic. Le deal et la consommation de drogues dans la rue, les bagarres de rue ou encore les abandons d'objets et autres saletés dans la rue dérangent le plus les résidents (moyenne de 2.5). Parmi les deux incivilités nouvellement étudiées en 2016, le stationnement dangereux s'avère déranger lui aussi les résidents (moyenne de 2.4) alors que le bruit d'établissements publics quant à lui ne dérange que peu les résidents interrogés.

Tableau 22 : Evolution du degré de nuisance moyen par incivilité dans le canton sur une échelle de 1 à 3 (canton, pondéré, 2007-2016)

	Saleté	Drogue	Bagarres	Bruit non véhicule	Déprédation	Bruit excessif véhicule	Groupe de jeunes	Mendicité	Stationnement sauvage	Stationnement danger	Bruits établissement public
2016	2.5	2.5	2.5	1.5	2.3	2.3	2.3	2.1	2.1	2.4	1.9
2013	2.5	2.6	2.5	2.1	2.3	2.3	2.2	2.2	2.1	-	-
2010	2.5	2.6	2.4	-	2.4	2.2	2.4	2.1	2.0	-	-
2007	2.6	2.6	2.5	-	2.4	2.4	2.3	2.1	2.0	-	-

Source : Sondage

Le tableau suivant compare les degrés de dérangement sur l'échelle de 1 à 3 des différentes incivilités par commune ou zone du canton. Les variations sont minimales. Les problèmes de drogue, par exemple, dérangent tout autant en Ville de Genève, où les taux sont élevés, que dans la campagne genevoise où les taux sont faibles.

Tableau 23 : Comparaison du degré de dérangement par incivilité dans les communes et zones du canton de Genève (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
Abandon d'objets et saleté	2.5	2.6	2.5	2.6	2.6	2.5
Vente ou consommation de drogues	2.5	2.6	2.6	2.5	2.5	2.5
Violences verbales ou bagarres	2.5	2.5	2.5	2.4	2.4	2.5
Bruits excessifs provenant de personnes	2.2	2.1	2.1	2.1	2.0	2.0
Graffitis et déprédations	2.3	2.2	2.3	2.3	2.3	2.4
Bruit excessif de véhicules à moteur	2.3	2.3	2.3	2.4	2.3	2.3
Attitudes irrespectueuses de groupes de jeunes	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3	2.3
Attitudes insistantes de mendiants	2.1	2.1	2.2	2.1	2.2	2.2
Stationnement sauvage	2.1	2.2	2.2	2.2	2.2	2.2
Stationnement dangereux	2.4	2.5	2.5	2.5	2.5	2.4
Bruits excessifs des établissements publics	1.9	1.8	1.9	1.9	1.9	1.8

Source : Sondage

L'incivilité est peu rapportée. En 2016, dans 76.4% des cas, elle n'est pas dénoncée. Le taux de signalement est cependant plus élevé qu'en 2007 et en 2010. Les taux varient assez peu d'une commune ou zone du canton à l'autre. Néanmoins, on note que l'on rapporte moins dans la campagne (80.5%) genevoise, à Plan-les-Ouates (79.1%) et à Carouge (78.6%) qu'ailleurs même si les différences sont faibles. Le mode préféré de d'annonce est un appel au numéro d'urgence de la police, le 117. Dans plus de la moitié des cas (51.2%), c'est de cette manière que la dernière incivilité a été rapportée par les répondants. Ce chiffre est en léger recul par rapport à 2013 où 55.6% des incivilités rapportées étaient adressées à la police via le 117. La police communale joue également un rôle important dans le signalement puisqu'elle a été, en 2016, la destinataire de 26.2% des signalements pour incivilité. En 2013, elle n'obtenait que 16.4% des signalements. Ce « transfert » de signalements vers la police municipale correspond à la doctrine en vigueur dans le canton qui souhaite que les polices municipales traitent de manière accrue la problématique des incivilités.

Tableau 24 : Destinataires du signalement d'une incivilité (pondéré, 2007-2016)

	2007	2010	2013	2016	2013	2016
	%	%	%	%	%	%
	(sur l'ensemble des répondants, y compris ceux qui ne dénoncent pas)				(uniquement les personnes qui dénoncent)	
Appel urgent police (« 117 »)	8.0	8.3	14.0	12.1	55.6	51.2
Poste de police du secteur	3.5	2.6	2.9	2.2	11.6	9.1
Police par autre moyen	0.8	1.6	1.4	0.8	5.6	3.5
Police municipale	-	-	4.1	6.2	16.4	26.2
Administration communale	2.9	3.1	2.7	2.4	10.8	9.9
Non dénoncée	84.8	84.4	74.8	76.4	-	-
Total	1'201	1'400	2'026	4'851	511	1'056
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 25 : Les taux de signalement pour incivilité par commune et zone du canton de Genève (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
Ne dénonce pas	75.5	74.9	74.0	78.6	79.1	80.5
Dénonce	24.5	25.1	26.0	21.4	20.9	19.5
N	791	781	753	794	850	415
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'action policière : interventions, contrôles et présence visible

Les interventions policières suite à un appel au 117 et les contrôles de police

Le volume d'interventions suite à un appel au 117 qui progressait chaque année depuis 2007 pour culminer à 44'354 interventions en 2011 s'est stabilisé à un niveau proche de 40'000 ensuite. En 2016, la centrale d'engagement enregistrerait 37'960 interventions sur appel, soit 7.4% de moins que l'année précédente.

Le volume de contrôles de police a également baissé dans la période couverte par ce diagnostic. Jusque-là, ce volume était en constante augmentation. L'augmentation annuelle avait été à deux chiffres entre 2007 et 2011. En 2012, on enregistrerait pour la première fois une augmentation à 1 chiffre (3.1%). En 2013, la hausse avait repris pour atteindre un record de 45.6%. Depuis 2014, la hausse se ralentit et la tendance s'inverse pour la première fois en 2016 avec une baisse de 8.6% par rapport à l'année précédente.

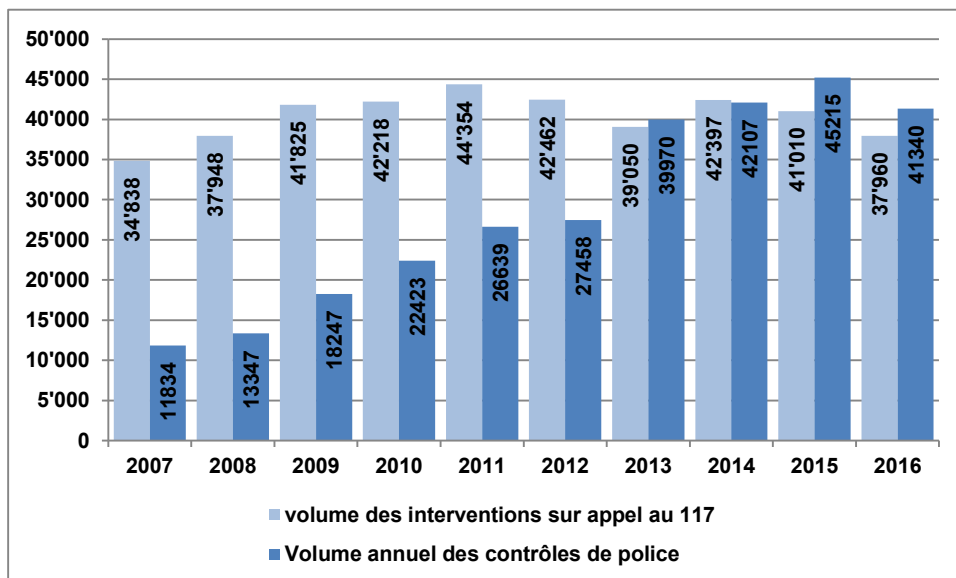
Tableau 26 : Evolution des volumes annuels d'intervention sur appel 117 et de contrôles policiers (police cantonale) dans le canton de Genève (2007-2016)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Volume annuel des interventions sur appel à la centrale d'engagement	34'838	37'948	41'825	42'218	44'354	42'462	39'050	42'397	41'010	37'960
Progression annuelle en %	-	8.9%	10.2%	0.9%	5.1%	-4.3%	-8.0%	8.6%	-3.3%	-7.4%
Volume annuel des contrôles de police	11'834	13'347	18'247	22'423	26'639	27'458	39'970	42'107	45'215	41'340
Progression annuelle en %	-	12.8%	36.7%	22.9%	18.8%	3.1%	45.6%	5.3%	7.4%	-8.6%

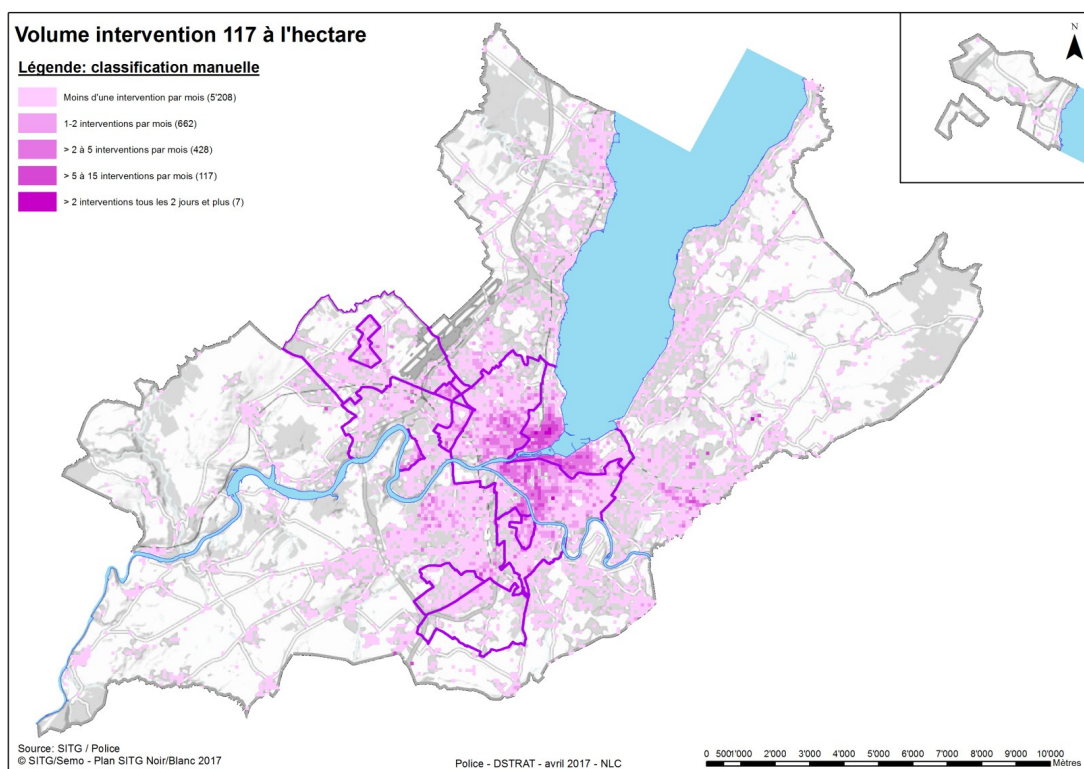
Source : Données policières

Le graphique 3 ci-dessous représente graphiquement l'évolution comparée des volumes d'appels au 117 et des contrôles de police. En 2016, l'activité proactive mesurée par les contrôles a largement dépassé l'activité réactive de la police mesurée, elle, par les interventions sur appel pour atteindre un volume total de 41'340 contrôles.

Graphique 3 : Evolution comparée des volumes d'interventions sur appel au « 117 » et de contrôles de police dans le canton de Genève (2007-2016)



Carte 4 : Volume des interventions suite à un appel au 117, à l'hectare (2016)



Afin de mieux être en mesure de comparer les zones entre elles, un taux d'interventions pour 1'000 habitants a été calculé. C'est dans la Ville de Genève que le taux d'interventions sur appels est le plus élevé. En 2016, le taux est de 96.7 interventions. Les taux des autres communes sont en-dessous de la moyenne cantonale de 77.4: 66.5 interventions pour 1'000 habitants à Vernier, 58.3 à Meyrin,

68.9 à Carouge. Le taux de Plan-les-Ouates (49.9) est proche de celui de la campagne genevoise (46.9). Le taux de la Ville de Genève est près du double de celui de la campagne.

Tableau 27 : Evolution des volumes et taux pour 1'000 habitants des appels au 117 par commune et zones du canton de Genève (2013-2016)

	2013		2016	
	Total	Taux pour 1'000 hab	Total	Taux pour 1'000 hab
Ville de Genève	21'803	111.7	19'452	96.7
Vernier	2'718	78.0	2'347	66.5
Meyrin	1'304	58.2	1'306	58.3
Carouge	1'660	79.2	1'499	68.9
Plan-les-Ouates	483	46.8	518	49.9
Campagne	1'576	44.5	1'732	46.9
Moyenne cantonale	39'060	82.0	37'960	77.4

Source : Données policières

Le tableau suivant établit un classement des communes en fonction du taux d'interventions sur appel en 2016. Après la ville de Genève (96.7), les communes de Carouge (68.9) et de Vernier (66.5) arrivent dans le peloton de tête même si quelques communes – Puplinge, Bardonnex, Chêne-Bourg et Thônex – viennent bousculer cette hiérarchie. Les volumes d'interventions sur ces communes restent toutefois bien inférieurs à ceux de Carouge ou Vernier. Meyrin arrive en 12^{ème} position et Plan-les-Ouates en 20^{ème} position, soit dans le milieu de ce classement. Des spécificités locales expliquent la présence de certaines communes en tête de ce classement des réquisitions qui influencent d'autant plus fortement le taux pour 1'000 habitants que la population est peu nombreuse. En particulier la présence d'un poste frontière important est significative.

Alors que l'on enregistre une baisse du taux d'interventions dans la Ville de Genève, à Vernier et à Carouge, par rapport à 2013, l'inverse est vrai pour Plan-les-Ouates et la campagne. La situation est stable à Meyrin.

Tableau 28 : Evolution des taux de réquisitions Journal P2000 en 2013 et 2016 selon les communes – suite appel au 117

Rang	Communes	2013		2016	
		Volume des appels	Taux d'appels pour 1'000 hab.	Volume des appels	Taux d'appels pour 1'000 hab.
1	Genève	21'803	111.7	19'452	96.7
2	Puplinge	131	64.1	171	80.4
3	Bardonnex	196	87.4	172	76.0
4	Chêne-Bourg	590	72.6	600	70.5
5	Thônex	956	69.0	984	69.6
6	Carouge	1'660	79.2	1'499	68.9
7	Vernier	2'718	78.0	2'347	66.5
8	Cologny	360	71.6	363	65.8
9	Satigny	277	69.5	271	65.7
10	Chêne-Bougeries	629	59.2	684	60.4
11	Perly-Certoux	226	73.7	182	59.8
12	Meyrin	1'304	58.2	1'306	58.3
13	Bellevue	203	62.1	186	56.1
14	Pregny-Chambésy	209	58.1	202	55.6
15	Anières	135	54.1	134	52.4
16	Dardagny	53	34.8	81	52.3
17	Soral	24	32.0	39	51.4
18	Lancy	1'732	58.6	1'613	51.1
19	Russin	30	61.3	27	50.7
20	Plan-les-Ouates	483	46.8	518	49.9
21	Collex-Bossy	63	37.7	83	49.8
22	Onex	834	46.1	915	48.9
23	Hermance	45	46.5	49	48.2
24	Grand-Saconnex	658	54.6	579	47.6
25	Corsier	86	43.5	96	47.3
26	Jussy	83	65.8	59	46.1
27	Avully	48	27.0	81	45.4
28	Choulex	51	48.3	52	45.0
29	Collonge-Bellerive	361	47.8	356	44.3

30	Troinex	92	39.9	102	43.6
31	Presinge	18	26.9	31	43.5
32	Versoix	643	48.9	579	43.1
33	Aire-la-Ville	52	46.4	49	42.2
34	Confignon	142	32.3	185	40.8
35	Céligny	31	46.8	28	40.6
36	Meinier	81	39.2	87	40.6
37	Chancy	74	54.0	64	39.9
38	Cartigny	35	40.6	34	39.4
39	Vandoeuvres	101	39.1	96	37.8
40	Gy	14	28.0	19	37.2
41	Bernex	376	38.1	371	36.7
42	Laconnex	17	27.8	24	36.1
43	Veyrier	324	29.9	392	34.7
44	Genthod	122	44.1	95	34.3
45	Avusy	55	38.2	49	34.2

Source: Données policières

Le 117 est moins sollicité pour des délits que pour des problèmes de tranquillité publique, des incivilités ou des affaires et accidents de la circulation. A l'échelle cantonale, en totalisant 21.6% de l'ensemble des appels en 2016, les accidents et affaires de circulation sont le principal motif d'interventions. Le second motif le plus fréquent est représenté par les incivilités : 18.7% des interventions en 2016. Les atteintes aux biens n'arrivent qu'en cinquième position avec 14.2% des interventions.

On peut cependant observer quelques variations entre les zones. Les accidents et affaires de circulation arrivent en tête des interventions presque partout: en ville de Genève ils sont ex-aequo avec les incivilités et la tranquillité publique et à la campagne ils sont ex-aequo avec les atteintes aux biens. Pour les autres communes, les incivilités constituent souvent le second motif (Vernier, Meyrin et Carouge où elles sont ex-aequo avec les troubles à la tranquillité publique). Les atteintes aux biens sont le second motif d'intervention à Plan-les-Ouates.

Tableau 29 : Les interventions sur appel au 117 selon les communes et zones du canton de Genève (2016)

Types de réquisitions	Genève-Ville		Vernier		Meyrin		Carouge		Plan-les-Ouates		Campagne		Canton de Genève	
	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.	%	Taux pour 1'000 hab.
Atteintes aux biens	13.2	12.8	13.7	9.1	12.8	7.5	14.7	10.2	17.6	8.8	23.4	11.0	14.2	11.0
Atteintes aux personnes	3.6	3.4	3.4	2.2	3.3	1.9	3.8	2.6	2.9	1.4	2.0	0.9	3.3	2.5
Affaires et accidents de circulation	19.5	18.9	23.0	15.3	26.9	15.7	23.5	16.2	24.3	12.1	24.0	11.3	21.6	16.7
Social et secours	9.4	9.1	10.6	7.0	10.9	6.3	9.5	6.6	11.6	5.8	14.1	6.6	10.8	8.3
Incivilités	20.0	19.3	19.3	12.9	19.2	11.2	18.3	12.6	16.4	8.2	12.2	5.7	18.7	14.5
Tranquillité et sécurité publiques	18.0	17.4	15.0	10.0	13.3	7.8	18.0	12.4	12.7	6.4	8.0	3.7	15.8	12.2
Autres	16.3	15.7	15.0	10.0	13.6	7.9	12.1	8.3	14.5	7.2	16.3	7.6	15.6	12.1
	100%	96.7	100%	66.5	100%	58.3	100%	68.9	100%	49.9	100%	46.9	100%	77.4
Total des réquisitions	19452		2347		1306		1499		518		1732		37960	

Source: Données policières

La présence policière permanente

Polices municipales

Dans le canton de Genève en 2016, dix-sept communes disposent d'une police municipale (dix-huit en 2013). Il s'agit en règle générale des communes les plus peuplées, sauf Anières et Vandoeuvres. Le taux d'agents pour 1'000 habitants a progressé entre 2010 et 2013 dans le sillage d'une hausse quasi généralisée des effectifs. En 2016, la tendance dans l'ensemble est à la consolidation. Carouge (1.0) a la plus forte densité, suivi de Plan-les-Ouates et de Cologny (0.9), la Ville de Genève et Bernex (0.8) puis de Meyrin et Vernier (0.6). Lancy et Carouge ont connu les plus fortes hausses en doublant leurs effectifs en l'espace de trois ans.

Tableau 30 : Evolution des effectifs et taux pour 1'000 habitants des polices municipales (2010-2016)

	Effectif des polices municipales					
	2010		2013		2016	
	N	Taux pour 1'000 habitants	N	Taux pour 1'000 habitants	N	Taux pour 1'000 habitants
Carouge	11	0.6	22	1.1	21	1
Cologny	2	0.4	3	0.6	5	0.9
Plan-les-Ouates	6	0.6	8	0.8	9	0.9
Bernex	6	0.6	7	0.7	8	0.8
Genève	99	0.5	128	0.7	167	0.8
Grand-Saconnex	5	0.4	4	0.3	8	0.7
Thônex	5	0.4	7	0.5	10	0.7
Chêne-Bougeries	3	0.3	5	0.5	7	0.6
Chêne-Bourg	4	0.5	5	0.6	5	0.6
Collonge-Bellerive	3	0.4	4	0.5	5	0.6
Lancy	9	0.3	18	0.6	19	0.6
Meyrin	12	0.6	15	0.7	13	0.6
Vernier	13	0.4	18	0.5	20	0.6
Veyrier	6	0.6	6	0.6	7	0.6
Onex	7	0.4	9	0.5	10	0.5
Vandoeuvres	1	0.4	1	0.4	1	0.4
Versoix	4	0.3	4	0.3	5	0.4
Anières	1	0.4	1	0.4	0	0
Total	197		265		320	

Source : Communes genevoises 2016

Avec la modification récente de la loi sur les agents de police municipale (L APM F 1 07) et de son règlement d'application - ces deux textes remaniés étant entrés en vigueur en septembre 2013 et amendés en 2015, les compétences des polices municipales ont été élargies aux contraventions à la loi sur les stupéfiants et aux infractions à la loi sur les étrangers.

L'appropriation et la mise en œuvre concrète de ces nouvelles compétences s'est faite de manière échelonnée et progressive à partir de 2014, en fonction notamment des divers modules de formation spécifiques. La nouvelle mouture de la loi et du règlement insistent fortement sur la coopération avec la police cantonale et sur l'échange des informations. Par ailleurs, le concept de sécurité de proximité (voir l'extrait du procès-verbal de la séance du Conseil d'Etat du 10 janvier 2013) a ouvert la voie aux contrats locaux de sécurité (CLS). Quatre contrats ont été conclus, durant l'année 2013, entre le canton et Carouge, respectivement Genève, Vernier et Meyrin. Deux nouveaux contrats ont été signés par la suite avec Plan-les-Ouates en 2014 et Lancy en 2015.

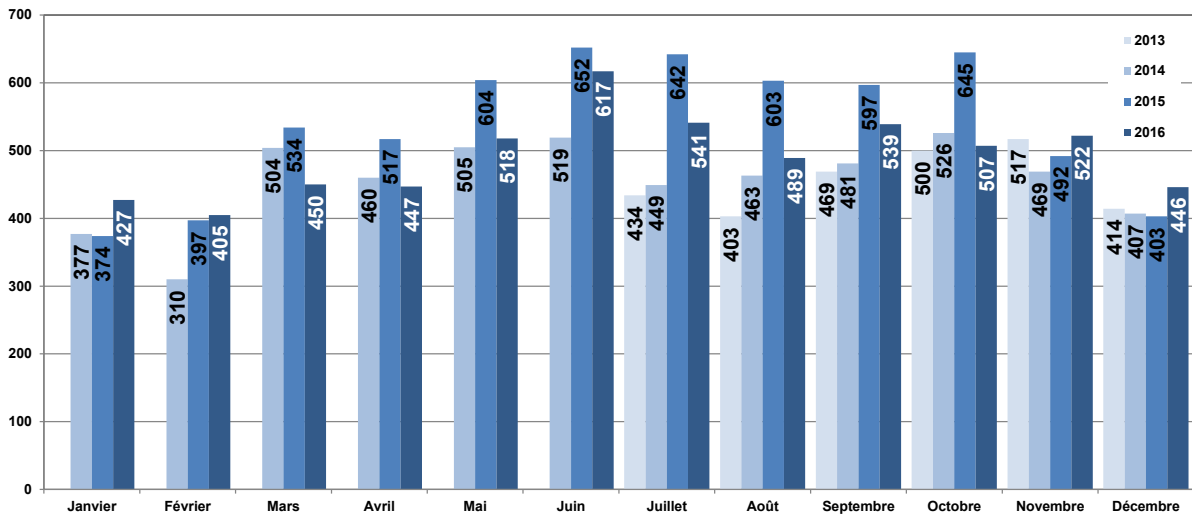
Relevons enfin que plusieurs communes, avec ou sans APM, recourent à des prestations de sociétés de sécurité privée. Il convient de relever ici, à propos des mandats confiés par des communes à des entreprises de sécurité privée, que les employés desdites entreprises ne sont investis d'aucune des compétences relevant de l'exercice normal de l'autorité publique, que leur rôle est strictement préventif et, qu'en cas d'intervention, ils ne disposent pas de plus de droits qu'un simple citoyen (Mémorial des séances du Grand Conseil du 22 octobre 1998, page 5188).

Les réquisitions prises en charge par les polices municipales dans le cadre des contrats locaux de sécurité

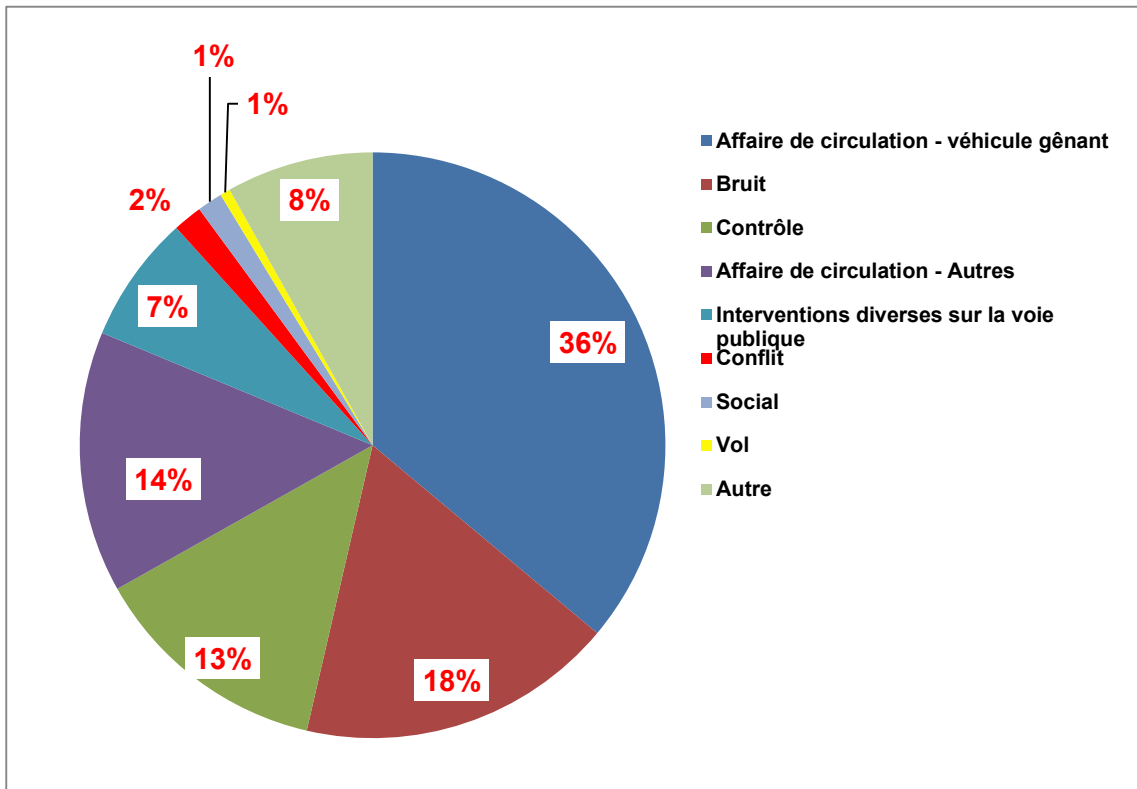
Dans le cadre des contrats locaux de sécurité, les agents de police municipale de ces communes ont pris en charge au total 20'575 interventions sur appel de la centrale d'engagement de la police cantonale, dont 5'908 en 2016 (6'460 en 2015).

Le graphique 4 ci-après indique l'évolution mensuelle des interventions prises en charge par les polices municipales dans le cadre des six contrats locaux de sécurité depuis 2013. A noter que l'entrée en vigueur de ces contrats locaux ne s'est pas faite de manière simultanée. Le graphique 5 porte sur la répartition par type d'interventions et montre que la moitié des interventions sont liées à des affaires de circulation. Enfin, la distribution par communes, en volume et en part, apparaît dans le graphique 6.

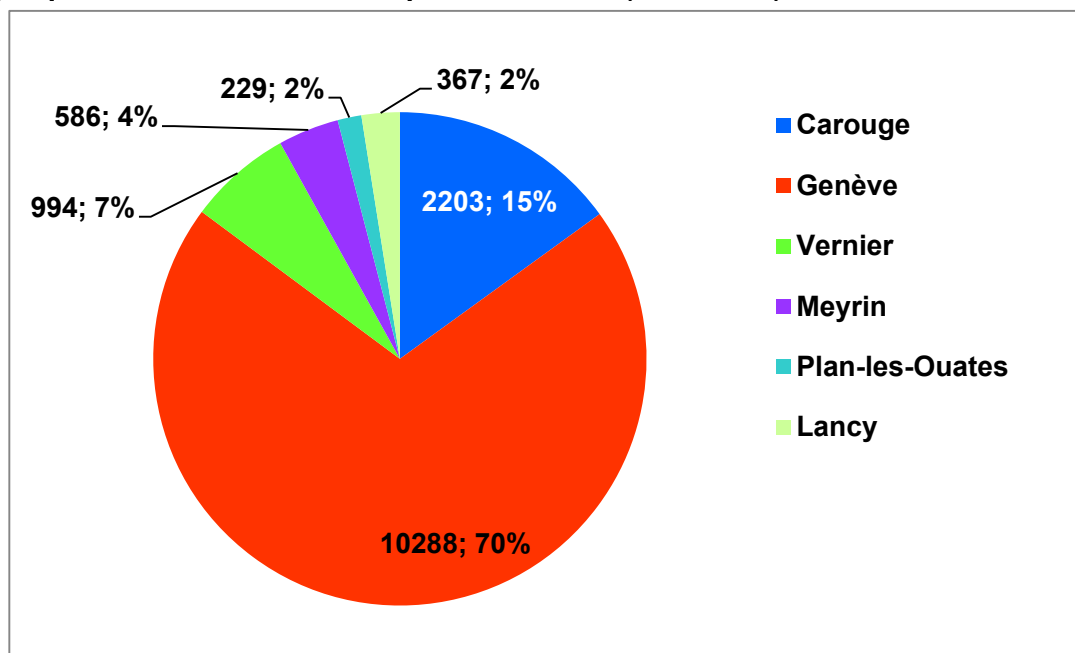
Graphique 4 : Nombre d'interventions prises en charge par les APM dans le cadre des CLS (2013-2016)



Graphique 5 : Typologie des interventions (2013-2016)

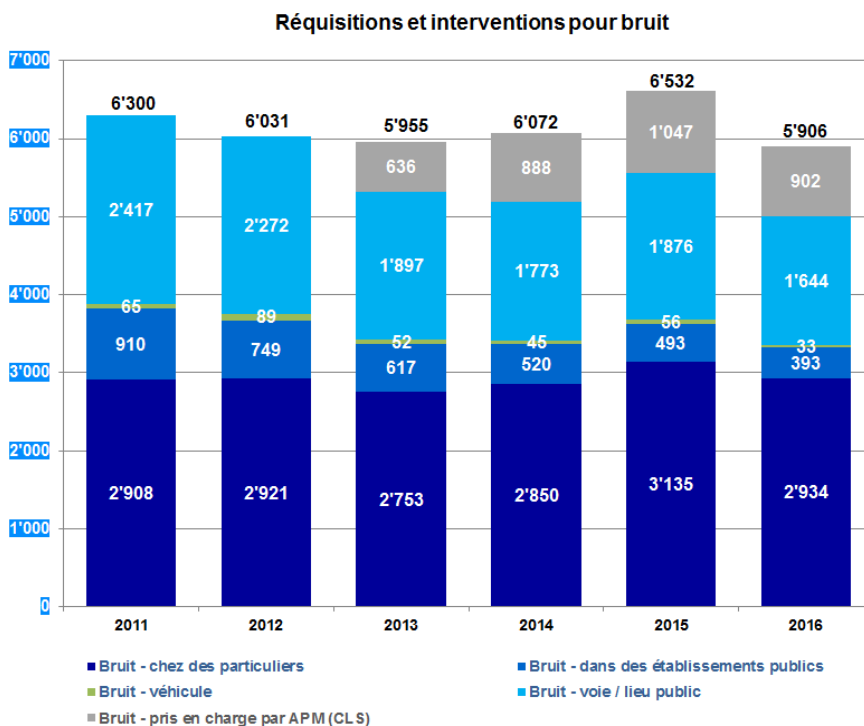


Graphique 6 : Interventions APM par communes (2013-2016)

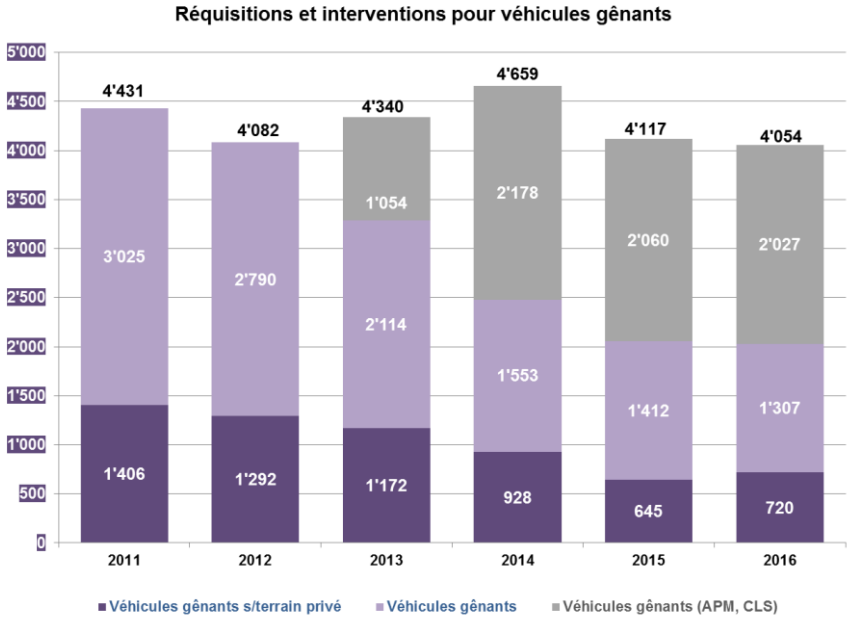


Dans le cadre de la collaboration entre l'Etat et les communes, il est intéressant de mettre en évidence la complémentarité des interventions traitées par la police cantonale et les polices municipales, ce qu'illustrent les deux graphiques ci-après sur deux thématiques spécifiques.

Graphique 7 : Réquisitions et interventions pour bruit (2011-2016)



Graphique 8 : Réquisitions et interventions pour véhicules gênants (2011-2016)



Entreprises de sécurité privée: missions de surveillance

Une situation stable

A fin 2016, on compte sur Genève 3'867 agents de sécurité privés (3'562 en 2014, 3820 en 2015) répartis en 112 agences (119 en 2014, 118 en 2015). 2'500 agents de sécurité sont employés par les trois plus grandes entreprises. Relevons que les établissements de nuit, les commerces, certaines manifestations temporaires ainsi que les stadiers sont soumis aux obligations du Concordat sur les entreprises de sécurité (CES) : pour les établissements de nuit et commerces depuis octobre 2014 et pour les manifestations estivales et stadiers depuis 2016.

A titre de rappel, un agent de sécurité n'a pas le droit de procéder à des contrôles d'identité sur la voie publique, ne peut pas appréhender une personne en dehors des cas de flagrant délit et, dans cette dernière hypothèse, ne peut tout au plus que procéder à une fouille dite de sécurité et, le cas échéant, saisir une arme avant de faire appel à la police. Les autorités peuvent habiliter les entreprises de sécurité privées chargées par l'organisateur de manifestations sportives de procéder à des palpations, indépendamment d'un soupçon concret, par-dessus les vêtements par des personnes du même sexe à la recherche d'objets interdits sur la base du Concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives.

La présence policière observée par les résidents

Pour mesurer la présence policière constatée par les répondants dans leur quartier, le diagnostic local de sécurité dispose de deux indicateurs. Un premier indicateur est le nombre de résidents qui voient dans leur quartier des patrouilles de police. Cet indicateur mesure en quelque sorte l'étendue de la couverture territoriale des patrouilles de police. Le second indicateur mesure quant à lui la fréquence du passage de ces patrouilles. Il s'agit d'un indicateur d'intensité de la couverture. Les résidents pouvaient en effet indiquer combien de fois par mois ou par semaine ils constatent en moyenne de patrouilles de police dans leur quartier. « 1 » signifie que le répondant aperçoit une patrouille moins d'une fois par mois ; « 5 » signifie qu'il voit une patrouille trois fois par semaine ; « 10 » signifie qu'il voit une patrouille plus de 7 fois par semaine.

Tableau 31: Valeurs de l'indice de fréquence des patrouilles de police

Valeur	Fréquence observée du passage d'une patrouille
1	Moins d'une fois par mois
2	Une à deux fois par mois environ
3	Une fois par semaine environ
4	Deux fois par semaines environ
5	Trois fois par semaine environ
6	Quatre fois par semaine environ
7	Cinq fois par semaine environ
8	Six fois par semaines environ
9	Sept fois par semaine environ
10	Plus de sept fois par semaine environ

Les tableaux suivants montrent l'évolution de la visibilité des patrouilles de police cantonale et municipales dans le canton puis dans les différentes communes et zones du canton. En 2016, une innovation du diagnostic local de sécurité est de mesurer la présence des patrouilles de police municipale selon le type de patrouille : en voiture ou à pied ou à vélo.

En 2016, 90.8% des résidents affirment voir des patrouilles de police mobile de la police cantonale dans leur quartier alors que 12 ans plus tôt, en 2004, seuls 71.1% le faisaient. Les chiffres montrent que cette présence s'est accrue progressivement pour atteindre le niveau actuel. Si la police semble mieux couvrir l'ensemble du territoire, elle le fait cependant avec moins d'intensité qu'auparavant. En 2016, les résidents disent apercevoir une patrouille de police environ deux fois par semaine dans leur quartier (4.1 sur l'indice) alors qu'en 2004 ou en 2010 ils en apercevaient un peu plus de trois fois par semaine (5.3). La couverture du territoire s'est donc élargie au prix d'une baisse de la fréquence des patrouilles dans les quartiers.

Les résidents sont toujours plus nombreux à voir des patrouilles pédestres ou à vélo dans leur quartier. En 2016, 69.5% des résidents affirment constater de telles patrouilles dans leur quartier alors qu'en 2004 ils n'étaient encore que 43.7% à le faire. Le taux de couverture des quartiers par des patrouilles pédestres a commencé à augmenter en 2010 environ. En 2016, en moyenne, les résidents aperçoivent ce type de patrouille une fois par semaine dans leur quartier. L'intensité de la couverture est relativement stable même si en 2010 elles étaient sensiblement plus fréquentes dans les quartiers où elles étaient déployées.

Le développement est assez similaire pour les polices municipales. En 2016, celles-ci couvrent mieux le territoire de leur commune que lors des années précédentes. Le taux de couverture des quartiers a fortement augmenté en 2016 – 85.1% – par rapport à un taux qui avoisinait les 67% lors des éditions précédentes du diagnostic. L'indicateur de mesure d'intensité n'est pas comparable avec les éditions précédentes qui ne distinguaient pas entre patrouilles mobiles et pédestres pour la police municipale. En 2016, cette intensité est de 3.9 pour les patrouilles mobiles et de 3.6 pour les patrouilles pédestres. Il y a, en d'autres termes, sensiblement plus de

patrouilles pédestres municipales que cantonales alors que l'inverse est vrai pour les patrouilles mobiles. Le constat en soi n'est pas surprenant.

Ce diagnostic propose une analyse de la visibilité des patrouilles par commune et zone. Voici quelques chiffres.

Le taux de couverture de la police cantonale (patrouilles mobiles) est pratiquement identique dans toutes les communes de Genève étudiées. Plan-les-Ouates et la campagne en voient sensiblement moins que les communes les plus urbaines. Néanmoins, même dans la campagne, le taux de couverture des quartiers de 77.8% est élevé. En revanche, pour les patrouilles pédestres cantonales, la situation est différente. Elles couvrent plus les quartiers de la Ville de Genève (78.6%) et de Carouge (76.2%) que les autres. Pour Carouge, l'explication tient sans doute au fait que le poste est devenu le poste pilote de police de proximité depuis le 1^{er} mars 2014 dans le cadre de la réorganisation de la police. Il a été pérennisé au deuxième trimestre 2016. Il est beaucoup plus rare d'en voir dans la campagne (33.6%). L'intensité du passage des patrouilles pédestres cantonale est surtout élevé en ville de Genève (3.4). Dans la campagne, il est rare (1.9) et dans les communes urbaines de Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates cette intensité oscille entre 2.3 pour Plan-les-Ouates et 2.7 pour Carouge.

Les taux de couverture des polices municipales ont augmenté. Les chiffres sont disponibles pour la Ville de Genève et la campagne ; ils le sont aussi partiellement pour Vernier et Meyrin. A partir de 2016, il est possible d'observer ces taux pour les patrouilles pédestres également. Vernier a le meilleur taux de couverture pour les patrouilles mobiles municipales de 2016 : 98.2%. La Ville de Genève est légèrement en dessous des autres communes urbaines étudiées : 86.6% contre plus de 90% pour Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates. Le taux de couverture a fortement augmenté en 2016 dans la campagne et passe de 37.4% en 2004 à 63.5% en 2016. Les patrouilles municipales à pied sont plus présentes dans les quartiers de Carouge (90.4%), Meyrin (87.3%) et Plan-les-Ouates (85.2%) qu'ailleurs. A Meyrin, ces patrouilles pédestres ne couvrent pas seulement plus de quartiers mais elles y sont un peu plus fréquentes qu'ailleurs (3.9). Parmi les communes urbaines étudiées, Vernier a le taux de couverture par des patrouilles pédestres le plus bas (77.6%) et ces patrouilles sont aussi moins fréquentes qu'ailleurs (3.1).

Tableau 32 : Evolution de la visibilité des patrouilles mobiles et pédestres de la police cantonale et des polices municipales dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016)

	Police cantonale				Polices municipales			
	Visibilité des patrouilles mobiles		Visibilité des patrouilles pédestres		Visibilité des patrouilles mobiles		Visibilité des patrouilles pédestres	
	% de oui	Moyenne	% de oui	Moyenne	% de oui	Moyenne	% de oui	Moyenne
2016	90.8	4.14	69.5	3.12	85.1	3.87	79.4	3.58
					Visibilité de la police municipale mobile ou à pied			
2013	91.4	4.45	64.9	3.41	67.7	3.95	-	-
2010	84.9	5.33	43.3	4.20	67.6	4.89	-	-
2007	78.4	4.34	40.3	3.19	68.2	4.86	-	-
2004	71.1	5.35	43.7	3.97	67.5	5.80	-	-

Source : Sondage

Tableau 33 : Evolution du taux de couverture des quartiers par type de patrouille de la police cantonale par zone et commune de Genève (2004-2016)

	Patrouilles mobiles de la police cantonale					Patrouilles à pied ou à vélo de la police cantonale				
	2004	2007	2010	2013	2016	2004	2007	2010	2013	2016
Ville de Genève	76.6	81.6	87.5	93.1	93.4	56.3	52.1	53.5	75.3	78.6
Vernier	-	-	79.8	89.4	90.2	-	-	25.3	50.6	62.0
Meyrin	-	-	-	91.5	90.4	-	-	-	52.1	56.7
Carouge	-	-	-	-	92.9	-	-	-	-	76.2
Plan-les-Ouates	-	-	-	-	87.8	-	-	-	-	58.2
Campagne	60.0	71.2	76.0	83.9	77.8	18.0	18.1	5.7	34.6	33.6

Source : Sondage

Tableau 34 : Evolution du taux de couverture des quartiers par type de patrouille de la police municipale par zone et commune de Genève (2004-2016)

	Patrouilles mobiles de la police municipale					Patrouilles à pied ou à vélo de la police municipale				
	2004	2007	2010	2013	2016	2004	2007	2010	2013	2016
Ville de Genève	80.7	78.5	75.5	83.3	86.6	-	-	-	-	84.5
Vernier	-	-	58.3	76.4	89.3	-	-	-	-	77.6
Meyrin	-	-	-	85.3	92.2	-	-	-	-	87.3
Carouge	-	-	-	-	92.2	-	-	-	-	90.4
Plan-les-Ouates	-	-	-	-	91.8	-	-	-	-	85.2
Campagne	37.4	48.3	34.6	44.5	63.5	-	-	-	-	42.9

Source : Sondage

Tableau 35 : La perception de la présence de la police cantonale sous forme de patrouilles mobiles et de patrouilles pédestres ou à vélo dans les quartiers par commune et zone (2004-2016)

	Patrouilles mobiles de la police cantonale					Patrouilles à pied ou à vélo de la police cantonale				
	2004	2007	2010	2013	2016	2004	2007	2010	2013	2016
Ville de Genève	5.96	4.85	5.81	5.01	4.70	4.26	3.30	4.30	3.67	3.41
Vernier	-	-	4.25	3.50	3.39	-	-	3.14	2.59	2.51
Meyrin	-	-	-	3.68	3.34	-	-	-	2.86	2.70
Carouge	-	-	-	-	3.92	-	-	-	-	2.73
Plan-les-Ouates	-	-	-	-	2.91	-	-	-	-	2.30
Campagne	3.77	3.21	3.35	2.64	2.49	2.40	2.59	3.36	2.03	1.92

Source : Sondage

Tableau 36 : La perception de la présence des polices municipales sous forme de patrouilles mobiles et de patrouilles pédestres ou à vélo dans les quartiers par commune et zone (2004-2016)

	Patrouilles mobiles de la police municipale					Patrouilles à pied ou à vélo de la police municipale (indicateur disponible seulement depuis 2016)				
	2004	2007	2010	2013	2016	2004	2007	2010	2013	2016
Ville de Genève	6.26	5.18	5.19	4.18	4.05	-	-	-	-	3.72
Vernier	-	-	4.29	3.37	3.44	-	-	-	-	3.14
Meyrin	-	-	-	4.02	4.15	-	-	-	-	3.95
Carouge	-	-	-	-	4.27	-	-	-	-	3.78
Plan-les-Ouates	-	-	-	-	3.80	-	-	-	-	3.56
Campagne	4.12	4.01	3.65	2.57	2.74	-	-	-	-	2.40

Source : Sondage

Le dernier tableau de cette série présente les valeurs de l'indice de visibilité combiné pour les patrouilles cantonales et municipales à la fois. La Ville de Genève est la zone où la présence de patrouilles mobiles est la plus fréquente (5.1). Carouge (4.8), puis Meyrin (4.5) ne sont pas très loin. Les scores sont plus serrés pour les patrouilles pédestres, Meyrin arrivant légèrement en tête (4.3) tandis que la Ville de Genève (4.2) et Carouge (4.1) obtiennent des scores très proches. Pour ces deux types de patrouille, Vernier est la commune urbaine où la présence de la police est moins soutenue.

Tableau 37 : Visibilité des patrouilles cantonales et municipales par type dans les communes et les zones du canton de Genève (2016)

	Patrouilles mobiles	Patrouilles à pied ou à vélo
Ville de Genève	5.05	4.19
Vernier	3.99	3.45
Meyrin	4.46	4.25
Carouge	4.76	4.12
Plan-les-Ouates	4.08	3.84
Campagne	2.99	2.76

Source : Sondage

Les contacts avec la police

Des contacts moins fréquents

La fréquence d'un contact individuel avec la police fléchit sensiblement en 2016. Interrogés sur l'occurrence d'un contact avec la police durant les cinq dernières années, 52.3% des résidents ont répondu par l'affirmative en 2016 alors qu'ils étaient 55.6% à le dire en 2013 et 57.6% en 2010. A partir de 2013, la question sur le contact avait été modifiée pour distinguer entre un contact avec la police cantonale et un contact avec la police municipale. On note en 2016 également ce fléchissement dans le taux de contact avec la police municipale qui passe de 36% en 2013 à 33% en 2016.

Ce fléchissement reflète la baisse des infractions, donc des plaintes déposées à la police et la baisse des réquisitions.

Tableau 38 : Evolution du taux de contact des résidents avec la police cantonale et la police municipale dans le canton de Genève (pondéré, 2004-2016)

	2004	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%	%
Contact avec la police cantonale	45.2	53.6	57.6	55.6	52.3
Contact avec la police municipale				36.0	33.0
Total	1'198	1'188	1'390	2'168 1'843	4'619 2'414

Source : Sondage

Les taux de contact avec la police cantonale varient assez peu entre les communes et zones du canton. Ils sont légèrement plus bas à Meyrin (49%) qu'ailleurs dans le canton.

En revanche, pour les polices municipales, le taux de contact est le plus élevé à Meyrin (41.9%), Carouge (38%) et Plan-les-Ouates (39.9%) – à savoir les trois communes où la présence municipale sous forme de patrouilles pédestres est la plus forte – qu'à Vernier (31.8%) et en Ville de Genève (31.5%). Par rapport à 2013, la fréquence du contact avec la police municipale est légèrement moins élevée dans la Ville de Genève, à Vernier et dans la campagne. En revanche, elle est plus élevée à Meyrin où elle passe de 39.8% en 2013 à 41.9% en 2016. En Ville de Genève, par exemple, elle passe de 36.3% en 2013 à 31.5% en 2016.

Tableau 39 : Fréquence du contact avec la police cantonale et la police municipale dans les communes et zones du canton (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Police cantonale	53.1	50.5	49.0	50.5	53.2	53.1
Police municipale	31.5	31.8	41.9	38.0	39.9	-

Source : Sondage

La satisfaction avec la police pour une plainte ou lors d'un contact

Les plaintes

En moyenne, 62.5% des délits étudiés (cambriolage, agression, brigandage, vol à la tire) sont dénoncés à la police. 1'314 des 2'748 victimes d'un de ces délits sur les derniers 5 ans ont dénoncé le fait à la police. Interrogées sur le traitement de leur plainte, 79.6% des victimes se déclarent satisfaites de la police en 2016. Le motif principal cité par les victimes insatisfaites est le fait que la police n'a pas démontré d'intérêt à leur cas (25.6% des cas).

Tableau 40 : Les motifs de l'insatisfaction des victimes envers la police pour le traitement de la plainte (canton, pondéré, 2016)

	N	%
La police ne s'est pas intéressée à l'affaire	122	25.6
La police n'a pas retrouvé les auteurs	88	18.5
La police ne m'a pas tenu suffisamment au courant	73	15.3
La police n'en fait pas assez	72	15.1
La police a mis du temps à intervenir	66	13.9
La police ne m'a pas traité convenablement	33	6.9
La police m'a donné l'impression d'avoir des préjugés sur moi	22	4.6
N	476	100%

Source : Sondage

Le contact

Le taux d'insatisfaction à l'occasion d'un contact avec la police cantonale diminue en 2016 pour atteindre son niveau le plus bas enregistré depuis 2007, date à laquelle il est mesuré pour la première fois à Genève. Seuls 17.9% des résidents se sont

déclarés insatisfaits du contact qu'ils ont eu avec la police cantonale. C'est à Meyrin où le taux d'insatisfaits est le plus bas (13.9%) et en Ville de Genève où il s'avère le plus élevé (18.4%). Les variations entre les communes et les zones sont cependant assez faibles.

Tableau 41 : Evolution du degré de satisfaction à l'occasion d'un contact avec la police cantonale dans le canton de Genève (pondéré, 2007-2016)

	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%
Insatisfaits	19.2	21.6	19.1	17.9
Ni satisfait ni insatisfait	8.3	8.8	17.9	15.8
Satisfaits	72.6	69.6	63.0	66.3
N	637	799	1'245	2'437
	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 42 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police cantonale dans les communes et zones du canton (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Insatisfaits	18.4	14.3	13.9	16.4	15.8	18.3
Ni satisfait ni insatisfait	15.1	16.5	20.7	16.9	27.0	23.8
Satisfaits	66.6	69.2	65.4	66.7	67.2	67.9
N	425	412	396	420	488	246
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 43 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale ces 5 dernières années (Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge, Plan-les-Ouates, pondéré, 2013-2016)

	2013	2016
	%	%
Insatisfaits	17.5	19.8
Ni satisfaits ni insatisfaits	22.9	17.0
Satisfaits	59.6	63.2
N	633	3'550
	100%	100%

Source : Sondage

Les taux d'insatisfaction à l'occasion d'un contact avec une police municipale sont assez similaires aux scores observés avec la police cantonale. Ils varient dans une fourchette de 18.5% d'insatisfaction à Vernier à 19.9% dans la Ville de Genève. En moyenne, il y a légèrement plus d'insatisfaits en 2016 (19.8%) qu'en 2013 (17.5%). Mais en même temps, le taux de satisfaction augmente : 63.2% de satisfaits en 2016 contre 59.6% en 2013.

Tableau 44 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale dans les communes (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates
	%	%	%	%	%
Insatisfaits	19.9	18.5	19.1	19.8	18.7
Ni satisfait ni insatisfait	15.8	21.3	19.7	16.8	13.6
Satisfaits	64.3	60.2	61.2	63.4	67.7
N	241	249	335	309	359
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Depuis 2007, l'insatisfaction pour des raisons liées à l'attitude des policiers cantonaux diminue progressivement. En 2007, 41.7% des motifs d'insatisfaction étaient en effet liés à des problèmes d'attitude ou de comportement des policiers. En 2016, cette proportion chute pour atteindre le niveau le plus bas enregistré par les diagnostics locaux de sécurité dans le canton de Genève : 25.7%. Le principal motif d'insatisfaction à l'occasion d'un contact est le manque de performance : 74.3% des motifs avancés sont de cet ordre. Ce motif est en constante progression depuis 2007.

Tableau 45 : Evolution des raisons de l'insatisfaction des résidents entrés en contact avec la police cantonale dans les 5 dernières années dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016)

	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%
Attitude	41.7	35.7	28.3	25.7
Performance	58.3	64.3	71.7	74.3
N	101	151	191	431
	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 46 : Les motifs avancés par les résidents insatisfaits d'un contact avec la police cantonale par commune et zone (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Attitude	24.7	30.5	32.1	34.6	27.4	23.1
Performance	75.3	69.5	67.4	65.4	72.6	76.9
N	154	105	81	104	106	65
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les motifs d'insatisfaction avec la police cantonale varient peu d'une zone ou d'une commune à l'autre. A Vernier, Meyrin et Carouge, un peu plus de 30% des motifs d'insatisfaction sont liés à des problèmes d'attitude de la police. En Ville de Genève, à Plan-les-Ouates et dans la campagne, l'insatisfaction est un peu plus liée à des problèmes de performance. Lorsqu'un résident mentionne des problèmes d'attitude, il dit principalement ne pas avoir été « traité convenablement ». Lorsqu'il mentionne un problème de performance, il affirme surtout que la police ne s'est pas intéressée à son cas et qu'elle n'a pas répondu à ses attentes.

L'insatisfaction avec la police municipale est elle aussi liée avant tout à des motifs de performance et non d'attitude. Le nombre de cas d'insatisfaction étant faible, et donc la marge d'erreur importante, le tableau suivant indique des tendances. Les chiffres montrent que la performance est le principal motif d'insatisfaction dans toutes les communes. Des questions d'attitude sont sensiblement plus souvent mentionnées à Carouge qu'ailleurs. C'est à Meyrin où elles sont le moins souvent mentionnées. Là aussi, les résidents se plaignent avant tout de ne pas avoir été traités convenablement.

Tableau 47 : Motifs de l'insatisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale dans les communes de la Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates
	%	%	%	%	%
Attitude	26.1	25.4	21.4	31.1	25.7
Performance	73.9	74.6	78.6	68.9	74.3
N	48	46	64	61	67
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les résidents de nationalité étrangère ne se distinguent pas significativement des Suisses : ils ne se montrent pas plus insatisfaits que les Suisses à l'occasion d'un contact que ce soit avec la police cantonale ou la police municipale. Les résidents étrangers ne mentionnent pas plus souvent non plus des motifs d'attitude ou de performance que les Suisses pour motiver leur insatisfaction.

Les plus insatisfaits d'un contact avec la police s'avèrent être les plus jeunes. Les 15-34 ans sont 21.1% à se déclarer insatisfaits d'un contact avec la police cantonale contre 11.1% des plus de 65 ans. De la même manière, 24.8% des 15-34 ans se déclarent insatisfaits du contact avec la police municipale contre 15.7% des plus de 65 ans.

Le regard des résidents sur la sécurité et la police

La position de la sécurité dans les préoccupations des résidents

La sécurité est en très net recul dans l'ordre des préoccupations des résidents du canton. En 2016, seuls 14.1% des résidents déclarent que la sécurité est le problème numéro 1 du canton alors que trois ans plus tôt 37.8% le faisaient. Et en 2007 - année où l'insécurité était particulièrement saillante aux yeux des résidents -, pas loin d'un résident sur deux (45.2%) considérait qu'elle était le problème numéro 1 du canton.

En 2016, environ deux fois moins de résidents considèrent l'insécurité comme problème préoccupant « d'une manière générale » que dans la période de 2004 à 2010. Pareil fléchissement avait déjà été constaté lors de l'édition 2013 du diagnostic local de sécurité. En 2016, la tendance se confirme et on ne trouve plus que 35.7% de résidents à estimer préoccupante la question de l'insécurité.

Tableau 48 : Position de la sécurité dans la perception des problèmes jugés préoccupants par les résidents dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016)

	2004	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%	%
La sécurité comme problème no 1	33.6	45.2	44.2	37.8	14.1
La sécurité comme problème préoccupant d'une manière générale	69.4	69.0	73.9	45.2	35.7
N	1'173	1'203	1'358	2'201	4'663

Source : Sondage

Les problèmes de logement et l'économie figurent dans le peloton de tête des préoccupations des résidents en 2016. 30.4% citent le logement comme problème principal et 26.2% citent plutôt l'emploi et l'économie. Si le logement a toujours été une préoccupation importante des résidents de Genève, l'économie est une nouvelle venue. Le taux de résidents déclarant qu'il s'agit du problème principal de Genève a plus que doublé en l'espace de trois ans, passant de 12.1% de mentions à 26.2%.

Tableau 49 : Classement des problèmes en fonction du degré de préoccupation pour les résidents (canton, pondéré, 2013-2016)

	2013	2016
	%	%
Logement	28.8	30.4
Economie	12.1	26.2
Sécurité	37.8	14.1
Circulation routière	9.5	12.3
Intégration	7.7	7.6
Ecologie	1.3	3.0
Augmentation de la population	-	2.9
Aucun problème	1.6	1.8
Transports publics	1.2	1.6
N	2'239	4'663
Total	100%	100%

Source : Sondage

L'insécurité comme problème principal du canton est en reflux depuis 2010 dans toutes les communes et zones du canton pour lesquelles les chiffres sont disponibles. En 2016, la chute est spectaculaire puisqu'elle est d'environ 60% par rapport à 2013 dans toutes les communes ou zones étudiées.

Tableau 50 : La sécurité dans l'ordre des préoccupations prioritaires des résidents par commune ou zone du canton (2010-2016)

La sécurité comme problème no 1	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
2010	43.5	50.8	-	-	-	44.6
2013	38.2	39.0	35.6	-	-	36.9
2016	14.3	17.1	14.1	10.4	13.8	14.7
Evolution de l'indicateur par rapport à 2010 (en %)	-12.2%	-22.2%	-	-	-	-17.3%
Evolution de l'indicateur par rapport à 2013 (en %)	-62.6%	-56.2%	-60.4%	-	-	-60.2%

Source : Sondage

Ceux qui placent la sécurité en tête des préoccupations sont avant tout les plus insécurisés. Selon les modèles d'analyse multivariée, ceux-ci sont 4 à 5 fois plus susceptibles que les sécurisés de le faire. Le second facteur expliquant que l'on place la sécurité en tête des problèmes du canton est le fait d'avoir été victime d'une agression ces derniers 5 ans. Les victimes sont environ deux fois plus susceptibles de le faire que les résidents qui n'ont pas subi d'agression. D'autres facteurs jouent, mais sont plus marginaux dans l'explication. L'image de la police joue : les plus insatisfaits du travail de la police dans leur quartier placent plus souvent l'insécurité en tête des problèmes. Plus un répondant est âgé et plus il a tendance à placer la sécurité en tête des problèmes du canton. Les résidents qui se positionnent à droite de l'échiquier politique placent plus souvent que les autres la sécurité en tête des problèmes.

Les tableaux suivants présentent les résultats en mode bivarié. 30.6% des résidents insécurisés dans leur quartier le soir après 22 heures placent la sécurité en tête des problèmes du canton contre 6% des sécurisés.

Tableau 51 : La sécurité comme première préoccupation en fonction du sentiment d'insécurité (2016)

	Sécurisé	Insécurisé
	%	%
Sécurité comme problème no 1	6.0	30.6
N	2'801	1'480
<i>Source : Sondage</i>		

Les victimes d'agressions pensent également plus souvent que les autres que la sécurité est le premier problème à Genève. 23% des victimes d'agression le font contre 13.3% des autres.

Tableau 52 : La sécurité comme première préoccupation en fonction de la prévalence de l'agression (pondéré, 2016)

	N'a pas été victime d'une agression	A été victime d'une agression
	%	%
Sécurité comme problème no 1	13.3	23.0
N	4'236	413
<i>Source : Sondage</i>		

L'âge du répondant joue également un rôle. Parmi les plus jeunes (les 15-34 ans), seuls 7.4% estiment que la sécurité est le problème no 1 à Genève. Les 65 ans et plus sont 23.7% à le penser.

Tableau 53 : La sécurité comme première préoccupation en fonction de l'âge des répondants (pondéré, 2016)

	15-34 ans	35-49 ans	50-64 ans	65 ans et plus
	%	%	%	%
Sécurité comme problème no 1	7.4	13.3	16.3	23.7
N	1'438	1'263	1'062	899

Source : Sondage

L'opinion politique du répondant compte également. Plus on se situe à droite de l'échiquier politique et plus la sécurité est jugée prioritaire à Genève. 19.8% des répondants qui se situent à droite politiquement placent la sécurité en tête des problèmes du canton contre 7.5% des électeurs de gauche.

Tableau 54 : La sécurité comme première préoccupation selon l'orientation politique du répondant (pondéré, 2016)

	Gauche	Centre	Droite
	%	%	%
Sécurité comme problème no 1	7.5	14.6	19.8
N	959	2'246	1'076

Source : Sondage

Les résidents qui placent la sécurité en tête de leurs préoccupations ont en général une plus mauvaise image que les autres de la police.

Tableau 55 : La sécurité comme première préoccupation en fonction de l'image de la police (pondéré, 2016)

	Mauvaise image de la police	Bonne image de la police
	%	%
Sécurité comme problème no 1	19.9	14.0
N	392	3'291

Source : Sondage

Notons ici que les résidents les plus concernés par la sécurité ont une préférence plus marquée que les autres pour des patrouilles pédestres ou à vélo. Ils sont 57.8% à préférer cette prestation policière contre 44.9% chez les autres.

L'évaluation du niveau de sécurité à Genève

L'insécurité devenue plus secondaire à Genève, les résidents attribuent de bonnes notes à la sécurité dans le canton. En moyenne, sur une échelle de 1 (très mauvais) à 10 (très bon), la sécurité à Genève obtient la note de 6.7 en 2016 alors que, trois ans plus tôt, elle obtenait 5.8. En Ville de Genève, les résidents sont sensiblement plus généreux encore et donnent le score de 6.8 à la sécurité dans le canton. Les moins généreux sont les résidents de la campagne qui, néanmoins, attribuent de meilleures notes à la sécurité dans le canton qu'en 2013. Pour ces derniers, elle passe de 5.8 en 2013 à 6.4 en 2016.

Tableau 56 : Evolution de la perception de la sécurité dans le canton selon les communes et zones du canton (2010-2016)

	Moyenne 2010	Moyenne 2013	Moyenne 2016
Canton en général (pondéré)	6.0	5.8	6.7
Ville de Genève	6.1	5.8	6.8
Vernier	5.8	5.8	6.5
Meyrin	-	5.8	6.5
Carouge	-	-	6.6
Plan-les-Ouates	-	-	6.5
Campagne	6.1	5.8	6.4
N	1'343	2'240	4'703
<i>Source : Sondage</i>			

Interrogés sur le niveau de sécurité *dans leur commune* de résidence, les résidents sont généralement encore plus généreux et attribuent de meilleures notes qu'à la sécurité cantonale. Les résidents de la Ville de Genève attribuent la note de 6.9 à la sécurité en Ville. La note attribuée par les habitants de Vernier à la sécurité dans leur commune est pratiquement identique : 6.8. La meilleure note est obtenue par la campagne : 7.9. Plan-les-Ouates obtient 7.5, Carouge 7.4 et Meyrin 7.3.

Tableau 57 : Le niveau de sécurité dans la commune par commune ou zone (2016)

	Moyenne
Ville de Genève	6.9
Vernier	6.8
Meyrin	7.3
Carouge	7.4
Plan-les-Ouates	7.5
Campagne	7.9
<i>Source : Sondage</i>	

L'opinion sur l'évolution de la sécurité

Malgré les bons chiffres de la criminalité, le recul de la sécurité dans l'ordre des préoccupations, l'amélioration du sentiment d'insécurité et les bonnes notes attribuées à la sécurité, il existe toujours une majorité de résidents - 52.9% - dans le canton qui pensent que la sécurité se dégrade. Le même constat avait été fait en 2013 où, bien que les chiffres de la criminalité se fussent améliorés depuis 2012, 70.1% des résidents du canton estimaient que la sécurité se dégradait. Le camp des pessimistes a fondu en 2016, mais reste majoritaire. Il y a certes, en 2016, plus du double de résidents qu'en 2010 pour penser que la sécurité s'améliore, mais ils ne constituent qu'une minorité de 22.3%.

Tableau 58 : Opinion sur l'évolution de la sécurité ces dernières années à Genève (pondéré, 2010-2016)

	2010	2013	2016
	%	%	%
Amélioré	10.7	14.4	22.3
Pas de changement	19.2	15.5	24.9
Dégradé	70.1	70.1	52.9
N	1'317	2'036	4'195
	100%	100%	100%
<i>Source : Sondage</i>			

Le pessimisme n'est plus aussi dominant si l'on interroge les résidents sur l'évolution de la sécurité dans leur propre commune de résidence. Le camp des pessimistes se réduit en effet à 39.4%. Cette fois, plus de 60% pensent que la sécurité s'améliore ou

s'est stabilisée. Ces chiffres sont meilleurs qu'en 2013 où une majorité de 54.6% pensaient que la sécurité se dégradait dans leur commune de résidence.

Tableau 59 : Opinion sur l'évolution de la sécurité ces dernières années dans la commune de résidence des répondants (canton, pondéré, 2013-2016)

	2013	2016
	%	%
Amélioré	13.3	19.4
Pas de changement	32.1	41.2
Dégradé	54.6	39.4
N	2'004	4'153
	100%	100%

Source : Sondage

Les variations d'opinions sont assez importantes entre les communes et zones du canton. Vernier enregistre le plus grand nombre d'optimistes puisque 26.2% estiment que la sécurité s'est améliorée dans leur commune. Le nombre le plus réduit d'optimistes peut être observé dans la campagne genevoise avec seulement 12% de résidents qui perçoivent une amélioration. En Ville de Genève, il y a presque deux fois plus de pessimistes que d'optimistes. 43.6% des résidents pensent que la sécurité se dégrade et 19.7% qu'elle s'améliore. C'est dans la campagne genevoise que l'on trouve le moins de pessimistes. Pour une majorité de 61.3% de résidents de la campagne, la situation reste inchangée.

Ces chiffres sont cependant bien meilleurs qu'en 2013 où, pratiquement dans toutes les communes et zones étudiées, plus de 70% des résidents estimaient que la sécurité se dégradait. Pour ne prendre qu'un exemple, à Meyrin, 72.8% des résidents estimaient que la sécurité se dégradait en 2013. En 2016, ils ne sont plus que 37% à le faire. Ce camp s'est donc réduit de moitié environ.

Tableau 60 : Opinion sur l'évolution de la sécurité dans leur municipalité ou zone de résidence (2016)

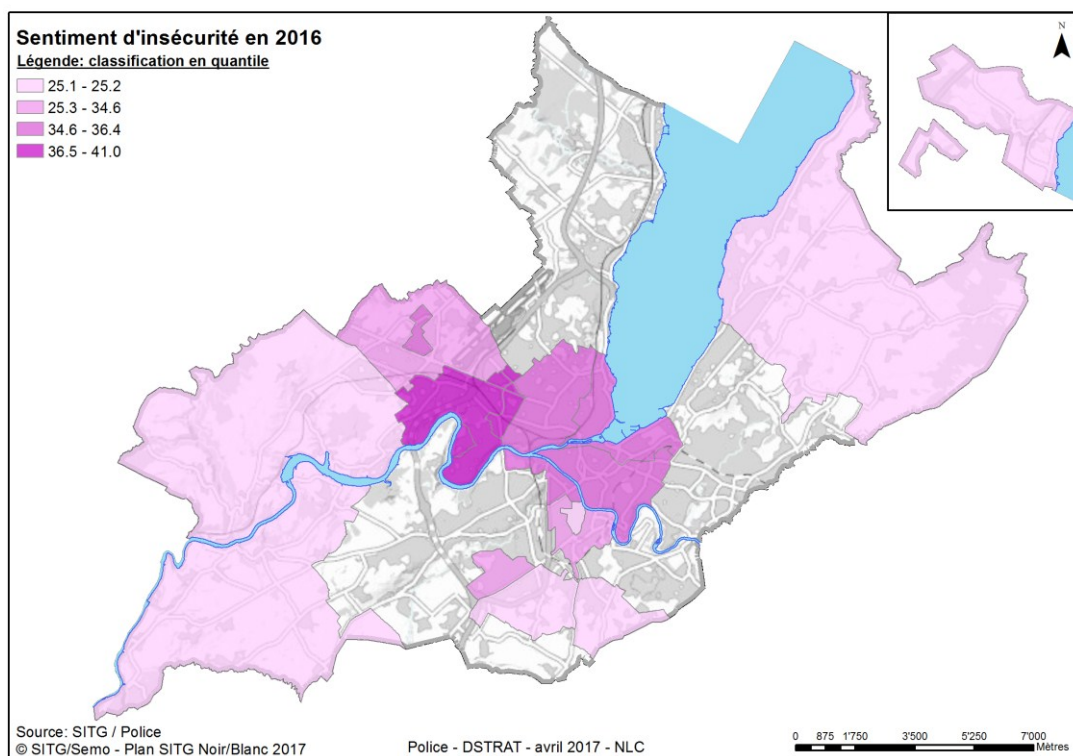
	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Amélioré	19.7	26.2	18.4	17.0	15.6	12.0
Pas de changement	36.7	39.1	44.6	45.1	47.0	61.3
Dégradé	43.6	34.7	37.0	37.9	37.4	26.7
N	725	732	722	743	839	408
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le sentiment d'insécurité

Depuis 2004, les diagnostics locaux de sécurité du canton de Genève évaluent le niveau du sentiment d'insécurité à partir d'une question standardisée dans les sondages internationaux de victimisation. Celle-ci mesure le sentiment d'insécurité lorsque les résidents se promènent seuls le soir après 22 heures dans les rues de leur quartier. Mesuré de cette manière, le sentiment d'insécurité se dégradait depuis 2010 dans le canton. Depuis le pic de 71.3% de sécurisés atteint en 2007, ce taux était plombé à 50.1% en 2013. Cette année, en 2016, ce taux s'améliore très significativement pour retrouver des niveaux proches de ceux de 2004 : 65.8% de sécurisés. La remontée est spectaculaire et confirme les meilleures notes attribuées à la sécurité par les résidents.

Carte 5 : Sentiment d'insécurité en 2016



Graphique 9 : Evolution du sentiment d'insécurité (% d'insécurisés) dans le canton de Genève de 2004 à 2016 (canton, pondéré, sondages)

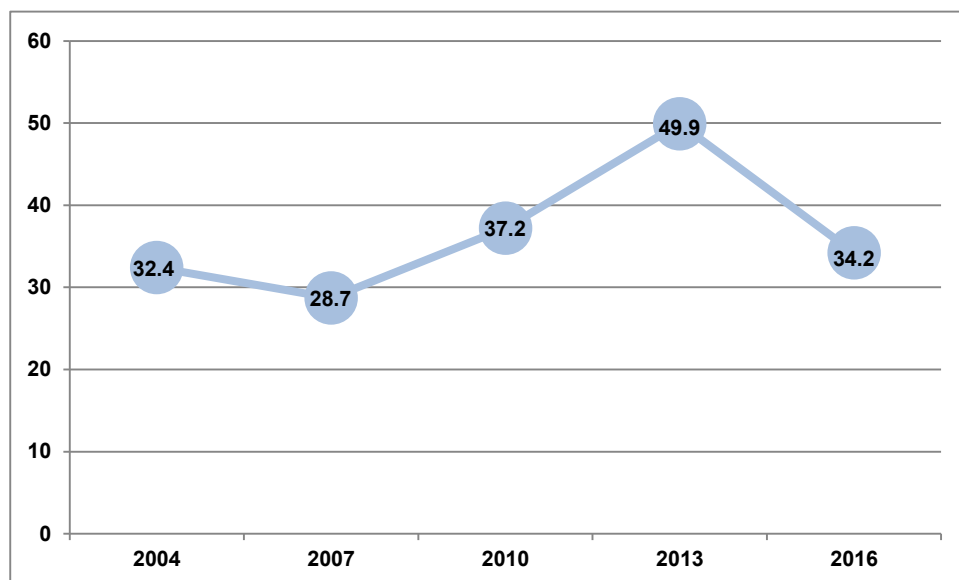


Tableau 61 : L'évolution du sentiment d'insécurité dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016)

	2004	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%	%
Sécurisés	67.6	71.3	62.8	50.1	65.8
Insécurisés	32.4	28.7	37.2	49.9	34.2
N	1'115	1'202	1'283	2'098	4'432
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Le sentiment d'insécurité fluctue en fonction du lieu d'habitation. En moyenne, Vernier s'avère avoir un taux d'insécurisés plus élevé qu'ailleurs dans le canton avec 39.6% d'insécurisés en 2016. Ce taux est cependant en net recul avec une chute de plus de 9 points par rapport à 2013. La meilleure progression s'observe en Ville de Genève avec environ 18 points d'amélioration. Meyrin progresse de 8 points. Les taux d'insécurisés sont nettement moins élevés à Carouge (29.8%), à Plan-les-Ouates (27.4%) et dans la campagne genevoise (25.2%) qu'ailleurs dans le canton.

Tableau 62 : Evolution du sentiment d'insécurité dans les communes et zones du canton (2010-2016)

	Ville de Genève			Vernier			Meyrin		
	2010	2013	2016	2010	2013	2016	2010	2013	2016
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Sécurisés	59.2	45.9	63.8	59.4	50.8	60.4	-	57.4	65.4
Insécurisés	40.8	54.1	36.2	40.6	49.2	39.6	-	42.6	34.6
N	949	508	778	165	589	757	-	603	745
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%
	Carouge			Plan-les-Ouates			Campagne		
	2010	2013	2016	2010	2013	2016	2010	2013	2016
	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Sécurisés	-	-	70.2	-	-	72.6	84.8	70.2	74.8
Insécurisés	-	-	29.8	-	-	27.4	15.2	29.3	25.2
N	-	-	794	-	-	854	171	339	433
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

C'est dans la Ville de Genève que les résidents évitent le plus souvent des zones ou des personnes dans le canton après 22 heures. 57.6% des résidents de la Ville de Genève disent adopter ce comportement de précaution. 55.3% des résidents de Vernier font de même dans leur commune. Dans les autres communes, ces comportements sont sensiblement moins fréquents et se rapprochent de 50% à l'exception de la campagne où seuls 41.2% des résidents font de même.

Tableau 63 : Taux de résidents dans les communes et zones du canton qui évitent des endroits ou personnes dans leur quartier le soir après 22h (2016)

	Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Non	43.4	44.7	51.4	51.0	50.2	58.1
Oui	57.6	55.3	48.6	49.0	49.8	41.9
N	773	752	737	802	842	432
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La territorialisation de l'insécurité

Si l'on interroge les résidents sur les lieux proches de chez eux ou à Genève où l'on ne se sent pas en sécurité, ces derniers citent le plus fréquemment les gares (35.8%), les parcs publics (30.7%) et certaines rues (23.9%). Mais ces lieux sont nettement moins souvent cités par les résidents qu'en 2013 comme le montre le tableau suivant. Cela semble indiquer que ces espaces sont aujourd'hui mieux sécurisés. La baisse pour les gares est d'envergure puisqu'elle est de 12 points. Les territoires d'insécurité semblent donc se réduire.

Tableau 64 : Evolution des types de lieux insécurisants selon les résidents du canton de Genève (pondéré, 2013-2016)

	2013	2016
	%	%
Gares	47.8	35.8
Parcs publics	36.0	30.7
Dans la rue	30.9	23.9
Quais, bord du lac	21.6	16.5
Forêt	17.5	16.3
Transports publics dans véhicules	13.6	13.4
Bars, pubs, disco	6.1	7.6
Magasins	2.4	1.4
En campagne	-	4.7
Parkings	1.0	1.2
Autre	7.9	7.9
N	2'240	4'851

Source : Sondage

Les gares sont plus souvent mentionnées comme lieux insécurisants par les résidents de la campagne et ceux de Plan-les-Ouates. Les parcs publics sont surtout mentionnés par les résidents de la Ville de Genève, de Carouge et de Vernier.

Tableau 65 : Les lieux considérés comme insécurisants par les résidents par commune et zone du canton de Genève (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Gares	32.5	36.9	41.6	37.9	43.1	47.5
Parcs publics	32.5	29.8	25.8	30.2	24.7	27.9
Dans la rue	25.9	22.4	19.8	23.8	22.0	19.0
Quais, bord du lac	17.7	13.6	14.0	14.1	12.1	17.4
Forêt	14.7	20.0	20.4	15.4	18.5	19.0
Transports publics dans véhicules	12.0	14.0	17.3	14.6	15.3	15.3
Bars, pubs, disco	7.2	8.1	9.5	6.6	7.2	8.1
Magasins	1.4	1.6	1.9	1.9	2.2	0.8
En campagne	3.9	5.8	6.5	5.0	5.9	6.2
Parkings	1.1	1.3	2.0	0.7	1.5	1.9
Autre	8.0	7.6	5.9	8.4	7.3	7.8
N	842	856	844	865	961	484

Source : Sondage

Lorsqu'ils identifient une zone où l'on ne se sent pas en sécurité, les résidents du canton mentionnent avant tout la Ville de Genève. 53.1% des résidents le font. Vernier est mentionné par 8.1% des résidents et arrive en deuxième position suivi de Meyrin (7%), Carouge (5%) et Onex (4.7%).

Tableau 66 : Les communes les plus fréquemment mentionnées par les résidents du canton comme comportant des lieux peu sûrs (pondéré, 2016)

	%
Ville de Genève	53.1
Vernier	8.1
Meyrin	7.0
Carouge	5.0
Onex	4.7
Thônex	3.3
Plan-les-Ouates	2.7
Lancy	2.5
Autres communes du canton	15.3
N	4'851
	100%

Source : Sondage

Dans la Ville de Genève, le lieu le plus fréquemment mentionné est le quartier de la gare de Cornavin. Sur l'ensemble des résidents, 38.6% d'entre eux identifient la gare de Cornavin comme étant problématique. Cela dit, la sécurité s'améliore à Cornavin sachant que, en 2013, 52.2% des résidents du canton mentionnaient ce lieu. Le quartier des Pâquis est mentionné par 35.4% des résidents du canton comme étant problématique du point de vue sécuritaire. En 2013, 45.9% le mentionnaient également. Les résidents perçoivent donc une amélioration dans ce quartier. L'évaluation du dispositif pilote de vidéo-protection dans le quartier des Pâquis va dans le même sens. En revanche, l'amélioration à Plainpalais, Jonction et Acacias est moins palpable. En 2016, 22% mentionnent ces quartiers comme problématiques alors qu'ils étaient 25.5% à le faire en 2013. La seule zone à être plus souvent mentionnée en 2016 est celle de la Vieille-ville, Champel et Florissant : cette zone est citée par 5% des résidents en 2016 alors qu'elle ne l'était que par 3.5% de ceux-ci en 2013. Cela reste, cependant, la zone la moins fréquemment citée dans l'ensemble des zones de la ville.

Tableau 67 : Evolution des lieux de la Ville de Genève mentionnés par les résidents du canton comme comportant des endroits moins sûrs (pondéré, 2013-2016)

	Uniquement les résidents mentionnant un lieu non sûr		Ensemble des résidents	
	2013	2016	2013	2016
	%	%	%	%
Gare de Cornavin	72.3	72.7	52.2	38.6
Pâquis	63.3	66.7	45.9	35.4
Plainpalais, Jonctions et Acacias	35.3	41.5	25.5	22.0
Eaux-Vives	21.3	19.8	15.4	10.5
Place des Volontaires	10.6	14.6	7.7	7.7
St-Jean, Servette et Petit-Saconnex	10.4	14.9	8.6	7.9
Rues basses	8.5	10.3	6.2	5.5
Champel, Florissant et Vieille-Ville	4.8	9.5	3.5	5.0
N	1'617	2'575	2'239	4'851

Source : Sondage

Dans ces lieux, les trois motifs principaux de l'insécurité ressentie par les résidents sont la peur d'être volé et agressé physiquement (31.2%), la présence de trafiquants de drogue et de drogués (26.0%) et le manque de présence policière comme facteurs d'insécurité (8.8%).

Tableau 68 : Les causes de l'insécurité ressentie dans les endroits peu sûrs à Genève (canton, pondéré, 2016)

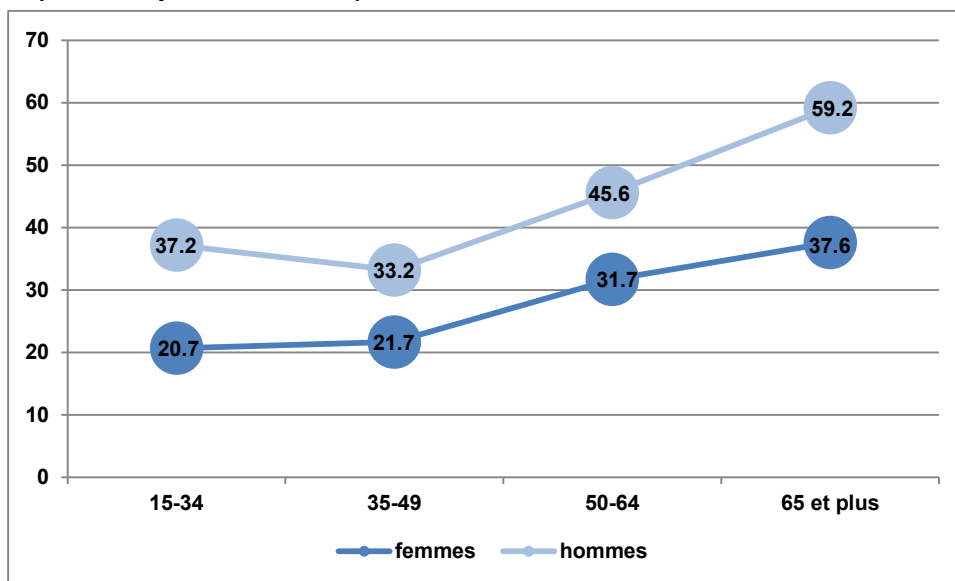
	%
La peur d'être volé-e, agressé-e physiquement	31.2
Les trafiquants de drogue / les drogués	26.0
Le manque de présence policière	8.9
La population étrangère (réfugiés, requérants, groupes ethniques)	6.2
La présence de personnes ivres	5.7
Le manque d'éclairage	5.0
L'absence de passants	4.1
Les groupes de jeunes	4.1
Le comportement de conducteurs de véhicules motorisés	2.4
La présence de mendiants	1.8
Le comportement de cyclistes, personnes en roller, trottinette, skateboard sur les trottoirs	1.8
Le manque de caméras de surveillance	1.6
L'existence de graffitis, le manque de propreté	0.4
Autre	0.6
N	3'214
	100%
<i>Source : Sondage</i>	

Le profil des insécurisés

Le profil des insécurisés reste le même qu'en 2013. Les femmes, les personnes plus âgées, les personnes à bas revenus, celles qui estiment que les étrangers sont un facteur d'insécurité et qui votent plutôt à droite, celles qui ont subi une agression ou un vol dans la rue sous forme de brigandage ou de vol à la tire ces derniers 5 ans sur le sol genevois et qui constatent dans leur quartier des problèmes de drogues, ces résidents ont tous tendance à se déclarer plus insécurisés lorsqu'ils marchent seuls, de nuit, dans les rues de leur quartier. Lorsque l'on contrôle ces différents facteurs dans des analyses multivariées, il s'avère que le genre est de loin le facteur expliquant le mieux l'insécurité ressentie de nuit dans la rue. L'expérience de victimisation pour une agression ou un brigandage est le second groupe de facteurs qui pèsent le plus fortement sur l'insécurité. Finalement, l'opinion selon laquelle les étrangers sont un facteur d'insécurité arrive en troisième position dans l'explication du sentiment d'insécurité.

La sociologie du sentiment d'insécurité dans les pays occidentaux a identifié de longue date le genre et l'âge comme accroissant le sentiment de vulnérabilité des individus face aux agressions. Les plus vulnérables sont aussi les plus insécurisés. En 2016, ces deux facteurs jouent et sont représentés dans le graphique suivant. Ce qui frappe est le fossé entre les genres. Pour les plus jeunes gens, ce fossé est très large et va pratiquement du simple au double : 20.7% des jeunes hommes se déclarent insécurisés contre 37.2% des jeunes femmes. Ce fossé s'amenuise ensuite pour s'élargir à nouveau pour les plus âgés.

Graphique 10 : Le sentiment d'insécurité en fonction de l'âge et du genre du répondant (canton, pondéré, 2016)



Le sentiment d'insécurité est également lié à des opinions, et notamment des opinions politiques. Les résidents qui se déclarent à droite de l'échiquier politique sont plus de deux fois plus insécurisés que ceux qui se déclarent à gauche. A gauche, en effet, 16.7% des résidents se disent insécurisés contre 38.6% à droite. Au centre, le pourcentage d'insécurisés est proche de la droite (37.9%). Il y a également plus de deux fois plus d'insécurisés (48.3%) parmi les résidents qui estiment que les étrangers sont un facteur d'insécurité que chez ceux qui ne partagent pas cet avis (23.5%).

Une expérience de victimisation influence également le sentiment d'insécurité. Ceux qui ont vécu une agression sont 55.7% à se déclarer insécurisés contre 32.1% chez les autres. La proportion est similaire pour les victimes de brigandage. 52.6% des victimes de ce type de vol sont insécurisés contre 31.7% des autres.

La présence de certaines incivilités dans le quartier joue également un rôle. C'est surtout vrai de la présence de consommateurs de drogue et de dealers. 40% des résidents qui constatent cette problématique dans leur quartier se disent insécurisés contre 24.9% chez les autres. La présence de groupes de jeunes irrespectueux et de bagarres dans le quartier contribuent au sentiment d'insécurité dans des proportions similaires.

Ajoutons que les insécurisés appellent de leurs vœux des patrouilles pédestres dans leur quartier. 58.8% des insécurisés favorisent ce type de prestation alors que seuls 41.8% des sécurisés le font. Les sécurisés préfèrent en règle générale l'intervention rapide de police-secours en cas de besoin.

Les principaux motifs de l'insécurité

Si l'on interroge les répondants sur l'origine de leur sentiment d'insécurité, ils citent en premier lieu la peur d'être volé ou agressé physiquement dans la rue (30.8%) et la présence de deal de drogues (25.8%). A eux seuls, ces deux motifs constituent 60% des réponses. La présence de deal de drogue est sensiblement moins souvent mentionnée qu'en 2013. L'absence de présence policière est mentionnée par un répondant sur dix (8.8%).

Tableau 69 : Les motifs principaux du sentiment d'insécurité (canton, pondéré, 2013-2016)

	2013	2016
	%	%
La peur d'être volé-e ou agressé-e physiquement	32.0	30.8
Les trafiquants de drogues et les drogués	28.0	25.8
Le manque de présence policière	10.1	8.8
La population étrangère (réfugiés, requérants, groupes ethniques)	8.1	6.2
La présence de personnes ivres	5.4	5.7
Le manque d'éclairage	3.0	4.9
L'absence de passants	2.6	4.0
Les groupes de jeunes	4.0	4.0
Le comportement de conducteurs de véhicules motorisés	-	2.4
La présence de mendiants	3.2	1.8
Le comportement de cyclistes, personnes en roller, trottinette, skateboard sur les trottoirs	1.0	1.8
Le manque de caméras de surveillance	1.5	1.6
L'existence de graffitis et le manque de propreté	0.4	0.4
Autre	0.8	1.9
N	2'240	4'851
	100%	104.1

Source : Sondage

L'image de la police

L'image de la police s'est stabilisée à un niveau assez élevé en 2016 : 69.9%. L'amélioration était progressive depuis 2004, date où le diagnostic local de sécurité du canton la mesurait pour la première fois et où, alors, elle se situait à 57.5% d'avis positifs sur l'ensemble des résidents. Ce qui est nouveau en 2016 est la chute des avis négatifs qui tombent à 8.6% alors que, en 2013, 13.7% des résidents avaient un avis négatif sur le travail de la police dans leur quartier. Si l'on ne considère que les personnes ayant un avis sur le sujet, l'image de la police n'a jamais été aussi bonne qu'en 2016. 89% des résidents ayant un avis considèrent qu'elle fait du bon travail.

Tableau 70 : Evolution de l'image du travail de la police dans le canton de Genève (avec les sans réponse, pondéré, 2004-2016)

	2004	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%	%
Bon travail	57.5	67.4	65.8	70.4	69.9
Mauvais travail	20.3	10.7	16.9	13.7	8.6
Ne sait pas/sans réponse	22.2	22.9	17.3	15.9	21.4
N	1'203	1'203	1'398	2'239	4'851
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 71 : Evolution de l'image du travail de la police dans le canton de Genève (sans les sans-avis, pondéré, 2004-2016)

	2004	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%	%
Bon travail	73.9	86.3	79.6	83.7	89.0
Mauvais travail	26.1	13.7	20.4	16.3	11.0
N	935	939	1'155	1'883	3'812
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'image de la police cantonale est assez semblable dans les différentes communes et zones du canton. Elle est cependant légèrement meilleure (92.2%) à Carouge qu'ailleurs. Pratiquement partout ailleurs, environ 89% des résidents ayant un avis sur la question jugent son travail bon.

Tableau 72 : Opinion des résidents sur la qualité du travail de la police cantonale en matière de lutte contre la criminalité dans les communes et zones du canton (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Bon travail	89.2	88.5	89.9	92.2	89.6	88.4
Mauvais travail	10.8	11.5	11.1	7.8	10.4	11.6
N	668	686	656	688	740	352
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

En 2016, les résidents ont été amenés à s'exprimer sur le travail de la police municipale. Les avis sont un peu moins bons que pour la police cantonale, mais se situent néanmoins également à des niveaux d'approbation élevés. Les variations entre les communes sont faibles. Les résidents de Plan-les-Ouates expriment leur satisfaction avec le travail de la police municipale dans la commune à raison de 84.6%. A Vernier, 79.6% des résidents se déclarent également satisfaits du travail de la police municipale, 80.8% à Carouge, 82% dans la ville de Genève et 83.5% à Meyrin.

Tableau 73 : Opinion des résidents sur la qualité du travail de la police municipale dans le quartier par commune (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates
	%	%	%	%	%
Bon travail	82.0	79.6	83.5	80.8	84.6
Mauvais travail	18.0	20.4	16.5	19.2	15.4
N	629	682	704	707	793
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

En 2016, l'image de la police s'est donc encore améliorée par rapport aux années précédentes. Cela s'explique par le fait que trois des quatre leviers de l'image de la police ont progressé en 2016. En effet, les facteurs qui influencent le plus l'image qu'ont les résidents de la police sont les suivants. Tout d'abord, l'opinion sur l'équité de la police joue un rôle crucial. Si les individus considèrent que la police est juste, équitable, son image s'améliore significativement. Le second élément est lié à la centralité du problème de la sécurité dans l'esprit des résidents. Lorsque la sécurité est jugée le problème no 1 de Genève, l'image de la police en pâtit automatiquement. Deux autres éléments jouent : la présence de drogue dans le quartier impacte fortement sur l'image de la police. Plus les résidents constatent ce

problème et moins bonne est l'image qu'ils ont de la police. Lorsqu'ils estiment que la qualité de vie est mauvaise dans le quartier, ils sont plus enclins à avoir une mauvaise image de la police. Trois de ces facteurs – l'opinion sur l'équité de la police, la centralité du problème de la sécurité dans la perception collective et la présence de drogues - présentent une amélioration par rapport à 2013. Seule la qualité de vie dans les quartiers a baissé sensiblement. Les tableaux suivants montrent en mode bivarié la relation entre l'image de la police et ses leviers principaux.

Tableau 74 : L'image de la police selon l'opinion sur l'équité de la police (canton, pondéré, 2016)

	Même traitement	Traitement différent
	%	%
Bon travail	92.9	81.0
Mauvais travail	7.1	19.0
N	1'969	1'153
	100%	100%
<i>Source : Sondage</i>		

Tableau 75 : L'image de la police selon la centralité du problème de l'insécurité (canton, pondéré, 2016)

	Sécurité pas le 1 ^{er} problème du canton	Sécurité comme 1 ^{er} problème du canton
	%	%
Bon travail	90.0	85.5
Mauvais travail	10.0	14.5
N	3'144	538
	100%	100%
<i>Source : Sondage</i>		

Tableau 76 : L'image de la police selon le constat de la présence d'un problème de drogue dans le quartier (canton, pondéré, 2016)

	Pas de problème de drogue	Présence de problème de drogue
	%	%
Bon travail	93.6	87.1
Mauvais travail	6.4	13.9
N	1'398	2'310
	100%	100%
<i>Source : Sondage</i>		

Tableau 77 : L'image de la police selon la qualité de vie dans le quartier (canton, pondéré, 2016)

	Bonne qualité de vie	Qualité de vie moyenne	Mauvaise qualité de vie
	%	%	%
Bon travail	93.3	78.7	67.1
Mauvais travail	6.7	21.3	32.9
N	2'886	675	238
	100%	100%	100%

Source : Sondage

D'autres facteurs influencent l'image de la police, mais ils le font plus marginalement. On citera le sentiment d'insécurité, la prévalence d'une victimisation ou encore la présence policière sur le terrain. Le tableau ci-dessous montre que l'image de la police progresse en règle générale lorsque la police est plus présente sur le terrain avec des patrouilles pédestres.

Tableau 78 : L'image de la police selon la fréquence des patrouilles pédestres dans les quartiers (canton, pondéré, 2016)

	Jamais	Peu	Moyennement	Souvent	Très souvent
	%	%	%	%	%
Bon travail	85.5	87.6	90.3	93.0	95.4
Mauvais travail	14.5	12.4	9.7	7.0	4.6
N	929	1'360	739	187	200
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

L'équité de la police

L'équité est un principe de déontologie de la police. Depuis 2007, date où l'application de ce principe est mesurée dans les diagnostics locaux de sécurité du canton, le taux d'avis positifs est en constante progression. Alors qu'en 2007 59,4% des résidents estimaient que la police traite parfois ou souvent de manière différente les citoyens, en 2016 la situation est inversée : 59,4% estiment que la police est équitable.

Tableau 79 : Evolution de l'opinion sur l'équité de la police dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016)

	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%
Même traitement	40.6	41.3	51.8	59.4
Traitement différent	59.4	58.7	48.2	40.6
N	958	1'093	1'837	3'699
	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Lorsqu'il s'agit d'évaluer l'équité de la police cantonale dans le quartier, les plus positifs sont les résidents de Plan-les-Ouates : 70.5% d'entre eux expriment un avis positif à ce sujet. A Carouge et dans la campagne, les résidents sont plus sceptiques avec néanmoins respectivement 58.2 et 59.8% d'avis positifs.

Tableau 80 : Opinion sur l'équité de la police cantonale dans les communes et zones du canton (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Même traitement	68.6	63.7	65.7	58.2	70.5	59.8
Traitement différent	31.4	36.3	34.3	41.8	29.5	40.2
N	586	623	635	636	711	321
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Pour 43.5% des résidents qui estiment que la police ne traite pas tout le monde de la même manière, cette partialité se manifeste dans le traitement des personnes d'une origine étrangère. Ce motif est cependant moins souvent mentionné que lors des éditions précédentes du diagnostic local de sécurité du canton où pratiquement une personne sur deux l'invoquait. Le traitement varie en fonction du statut social des personnes pour 25.9% des sceptiques, suivi de l'âge (17.3%) et du sexe (10.2%). On notera que les étrangers et les Suisses ont le même avis sur l'équité de la police. Ce sont les plus jeunes gens qui pensent que la police ne traite pas tout le monde de la même manière : 50.4% d'entre eux le pensent alors que ce taux tombe à 30.4% chez les plus de 65 ans. Les individus qui se situent à gauche sont les plus sceptiques : 52.3% d'entre eux pensent que la police n'est pas équitable contre 30.7% de ceux qui se déclarent de droite.

Tableau 81 : Evolution des raisons qui amènent les policiers à ne pas traiter tous les gens de la même manière (canton, pondéré, 2010-2016)

	2010	2013	2016
	%	%	%
Origine étrangère	48.2	48.8	43.5
Sexe	0.4	8.2	10.2
Age	6.7	15.7	17.3
Statut social	21.3	23.2	25.9
Apparence physique, look	5.2	-	0.9
Circonstances du délit	6.0	1.6	0.6
Stress/humeur de la police	4.9	0.6	0.5
Comportement individu	7.2	1.6	1.2
Autre	0.1	0.3	-
N	593	1'347	2'679
	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les comportements des résidents en matière de prévention

Les comportements des résidents en matière de prévention

Avec l'amélioration du climat de la sécurité, les comportements de prévention sont en léger recul en 2016. 4.9% des résidents ont installé ces 12 derniers mois des serrures renforcées dans leur logement contre 7.7% en 2013 et 8% en 2010. Même légère tendance pour les systèmes d'alarmes : 1.5% ont installé durant l'année un système d'alarme contre 2.8% en 2013.

Tableau 82 : Evolution des comportements de prévention des résidents du canton de Genève en matière de dispositif de serrures renforcées et de systèmes d'alarme (canton, pondéré, 2010-2016)

	2010	2013	2016
	%	%	%
Serrure renforcée			
Installée ces derniers 12 mois	8.0	7.7	4.9
Installée depuis plus d'un an	30.8	30.3	28.3
Déjà installée	11.7	18.2	19.9
Pas installée	49.4	43.8	46.9
N	1'385	2'180	4'726
	100%	100%	100%
Système d'alarme			
Installé ces derniers 12 mois	2.6	2.8	1.5
Installé depuis plus d'un an	9.3	8.5	8.5
Déjà installé	2.9	4.0	3.5
Pas installé	85.1	84.6	86.5
N	1'371	2'170	4'678
	100%	100%	100%

Source: Sondage

Tableau 83 : Les mesures de préventions en matière de serrures renforcées et de systèmes d'alarme adoptées par les résidents des communes et zones du canton de Genève (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Installation de serrures renforcées						
Installé ces derniers 12 mois	4.9	5.2	4.9	2.8	5.6	5.5
Installé depuis plus d'un an	27.8	29.9	28.3	30.7	37.1	30.2
Déjà installé	21.1	16.5	17.6	17.8	14.7	19.5
Pas installé	46.2	48.4	49.2	48.7	42.6	44.8
N	823	825	817	847	921	473
	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Installation de systèmes d'alarme						
Installé ces derniers 12 mois	1.2	1.6	1.7	0.8	2.5	2.8
Installé depuis plus d'un an	0.1	11.3	10.2	6.8	22.9	23.8
Déjà installé	1.7	4.3	3.5	2.8	8.2	12.0
Pas installé	92.0	82.8	84.6	89.6	66.4	61.4
N	812	829	812	843	917	466
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La majorité des résidents disposent de serrures renforcées dans toutes les communes et zones du canton. Elles sont légèrement moins fréquentes à Meyrin (49.2% des résidents n'en n'ont pas), à Carouge (48.7% n'en ont pas) et à Vernier (48.4% n'en ont pas). C'est à Plan-les-Ouates et dans la campagne où les résidents en disposent le plus. Le constat est le même pour les systèmes d'alarme qui sont également plus populaires dans les zones de villas ou de maisons individuelles de la campagne et de Plan-les-Ouates.

L'opinion des résidents sur les campagnes de prévention

Les résidents réservent en général un bon accueil aux campagnes de prévention contre la criminalité menées par la police cantonale et, comparé à 2013, le message de ces campagnes paraît mieux ciblé. 86.8% des résidents affirment en effet que les informations reçues sont fiables et 72% estiment qu'elles incitent au changement de

comportement. Les avis négatifs diminuent par rapport à 2013. 16.7% des résidents affirment que ces campagnes donnent trop d'informations contre 23.8% en 2013. 18.8% disent qu'elles sont angoissantes contre 24.2% en 2013. Le seul indicateur en baisse est celui concernant l'indifférence : 29.3% des résidents considèrent que ces campagnes laissent indifférents contre 25.6% trois ans plus tôt.

Tableau 84 : Evolution de l'opinion des résidents sur les campagnes de prévention contre la criminalité de la police (canton, pondéré, sans les « sans opinion », 2013-2016)

	2013		2016	
	N	%	N	%
Donnent des informations fiables	1'484	78.7	3'236	86.8
Incitent à changer les comportements	1369	67.2	2917	72.0
Laissent indifférent	518	25.6	1202	29.3
Sont infantilisantes	446	25.4	869	23.7
Provoquent de l'angoisse	459	24.2	709	18.8
Donnent trop d'informations	482	23.8	676	16.7

Source : Sondage

Les campagnes de prévention des accidents ont séduit les résidents du canton. 88.7% des résidents affirment qu'elles donnent des informations fiables et 77% qu'elles incitent au changement de comportement. Seuls 17.2% disent qu'elles laissent indifférents et 13.2% qu'elles donnent trop d'informations.

Tableau 85 : Opinion des résidents sur la campagne de prévention des accidents de la route à l'échelle cantonale (canton, pondéré, 2016)

	N	%
Donnent des informations fiables	3'884	88.7
Incitent à changer les comportements	3'104	77.0
Laissent indifférent	695	17.2
Sont infantilisantes	646	17.1
Provoquent de l'angoisse	642	16.6
Donnent trop d'informations	529	13.2

Source : Sondage

Les attentes de la population en matière de prestations policières

Les préférences des résidents en matière de méthode de travail

Avec l'amélioration du climat de sécurité à Genève, la demande en matière de patrouilles pédestres est en recul. Alors qu'en 2013, 53.8% des résidents réclamaient des patrouilles pédestres en priorité, cette proportion n'est plus que de 46.8% en 2016. Malgré ce reflux, la patrouille pédestre reste le type de prestation le plus apprécié des résidents. Police-secours a les faveurs de 45.5% de résidents tandis que le poste de police de quartier n'est la priorité principale que pour 7.6% des résidents. On note que depuis 2004, la demande pour un poste de quartier est en constante diminution.

Tableau 86 : Evolution des préférences des résidents en matière de prestations policières dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016)

	2004	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%	%
Patrouilles à pied	43.3	41.6	36.1	53.8	46.8
Police-secours	44.9	48.5	53.3	39.6	45.5
Postes de quartier	11.5	10.0	10.6	6.5	7.6
N	1'173	1'175	1'191	2'240	4'564
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

En Ville de Genève, néanmoins, la patrouille pédestre est la prestation prioritaire pour 51.2% des résidents. Dans les communes de Vernier, Meyrin et Carouge, les patrouilles pédestres rivalisent avec police-secours sans qu'aucune ne l'emporte clairement sur l'autre. Quant à elles, les zones moins urbanisées ou rurales – où le sentiment de sécurité est le meilleur - plébiscitent police-secours. Dans la campagne genevoise, 60.2% des résidents considèrent que police-secours devrait être la mesure prioritaire de la police. Partout, le poste de quartier est relégué au troisième rang des priorités. C'est à Meyrin et à Vernier que le poste de police obtient ses scores les meilleurs avec respectivement 13% et 12.4% de résidents qui souhaitent en priorité un poste de quartier.

Tableau 87 : Les préférences en matière de prestations policières par commune et zones du canton de Genève (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
Patrouilles à pied	51.2	46.2	42.8	44.8	40.2	32.1
Police-secours	42.8	41.4	44.2	46.1	51.2	60.2
Poste de quartier	6.0	12.4	13.0	9.1	8.6	7.7
N	791	800	787	815	900	465
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

La demande pour des patrouilles pédestres reste un phénomène urbain, ou même hyper urbain. Là où le sentiment d'insécurité dans la rue est plus élevé, l'insécurité plus élevée (notamment si on a été victime d'un brigandage dans un proche passé), l'incivilité (et surtout les problèmes de drogue) plus fréquente et les mécanismes de contrôle social moins opérants, cette demande est en général plus forte. Les résidents les plus âgés, plus vulnérables aux agressions, sont en général plus demandeurs également pour ce type de patrouille. Le recul de la demande pour des patrouilles pédestres dans les quartiers est en grande partie à attribuer à l'amélioration de la plupart de ces indicateurs : baisse de l'insécurité dans la commune, amélioration du sentiment d'insécurité, légère diminution du problème de la drogue. Voyons cela avec quelques chiffres.

Les résidents qui attribuent la meilleure note à la sécurité dans le canton (10), sont 33.5% à considérer que la patrouille pédestre devrait être la priorité de la police. Ceux qui lui attribuent la moins bonne note (1) sont 75.6% à plébisciter la patrouille pédestre.

Tableau 88 : La préférence pour des patrouilles pédestres selon l'évaluation de la sécurité dans la commune (canton, pondéré, 2016)

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
	%	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Autre prestation	24.4	15.0	26.1	47.0	38.4	43.3	50.9	58.3	71.5	66.5
Patrouille pédestre	75.6	85.0	73.9	53.0	61.6	56.7	49.1	41.7	28.5	33.5
N	35	46	105	217	487	534	1'034	1'067	618	351
	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les résidents sécurisés le soir après 22 heures dans les rues de leur quartier sont 41.8% à souhaiter en priorité des patrouilles pédestres contre 58.8% des résidents qui au contraire se sentent insécurisés dans les mêmes conditions.

Tableau 89 : La préférence pour des patrouilles pédestres selon le sentiment d'insécurité (canton, pondéré, 2016)

	Sécurisé	Insécurisé
	%	%
Autre prestation	58.2	43.2
Patrouille pédestre	41.8	58.8
N	2'725	1'469
	100.0%	100.0%

Source : Sondage

Les 65 ans et plus sont 52.1% à favoriser la patrouille pédestre contre 42.2% des 15-34 ans.

Tableau 90 : La préférence pour des patrouilles pédestres selon les catégories d'âge (canton, pondéré, 2016)

	15-34	35-49	50-64	65 et plus
	%	%	%	%
Autre prestation	57.8	54.5	49.7	47.9
Patrouille pédestre	42.2	45.5	50.3	52.1
N	1'426	1'214	1'037	887
	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Les résidents qui constatent un problème de drogue dans leur quartier sont 51.4% à préférer la patrouille pédestre contre 40.3% pour les autres.

Tableau 91 : La préférence pour des patrouilles pédestres selon la présence ou non de problèmes de drogue dans le quartier (canton, pondéré, 2016)

	Pas de problèmes de drogue dans le quartier	Présence de problèmes de drogue dans le quartier
	%	%
Autre prestation	59.7	48.6
Patrouille pédestre	40.3	51.4
N	1'766	2'643
	100%	100%

Source : Sondage

Ajoutons finalement que l'image de la police cantonale (mais également municipale) est étroitement liée au souhait que formulent les résidents d'avoir des patrouilles pédestres dans le quartier. Les résidents qui ont une mauvaise image de la police cantonale ont une très nette préférence pour les patrouilles pédestres. Ceux qui estiment que la police fait du bon travail sont 45.1% à souhaiter en priorité des patrouilles pédestres alors que ceux qui estiment qu'elle fait du mauvais travail sont 65.7% à souhaiter en priorité de telles patrouilles. L'image de la police est le facteur le plus fortement associé à la patrouille pédestre selon des analyses multivariées.

Les thématiques prioritaires de la police cantonale et des polices municipales selon les souhaits des résidents

Depuis son édition de 2013, le diagnostic local de sécurité identifie les priorités des résidents en matière de police cantonale d'une part et de police municipale d'autre part. Le choix des réponses possibles n'est cependant pas ouvert et consiste en une liste déterminée de réponses préformulées. En 2013, les répondants avaient le choix entre 5 thématiques cantonales : 1) la lutte contre la criminalité, 2) la lutte contre la drogue et les scènes de drogues, 3) la poursuite des infractions à la circulation routière, 4) la prévention des agressions dans la famille ou entre partenaires et 5) la délinquance juvénile. En 2016, trois nouvelles réponses possibles ont été ajoutées aux options : 6) la lutte contre la délinquance financière, 7) la lutte contre la cybercriminalité et 8) la répression de la mendicité. Une seule réponse était possible.

Pour les thématiques prioritaires des polices municipales, les choix possibles sont les suivants en 2016 : 1) la lutte contre les incivilités, 2) la lutte contre le bruit dans l'espace public (parcs, rues, places) 3) des contrôles réguliers de circulation routière, 4) la prévention des vols et des cambriolages, 5) la répression de la consommation de drogues, 6) la lutte contre le bruit causé par les établissements publics, 7) la poursuite des infractions à la législation sur les étrangers et 9) la répression de la mendicité. Les trois dernières options sont nouvelles en 2016 et ne se trouvaient pas dans le questionnaire de 2013. Le libellé de certaines propositions de réponse a également été légèrement modifié en 2016.

Pour la police cantonale, on distingue à l'aide du tableau suivant une assez nette tendance des résidents à resserrer leurs choix autour de la criminalité. Celle-ci était jugée prioritaire entre 2004 et 2007 par 31 à 32% des résidents. Elle progresse

depuis presque linéairement pour devenir la grande priorité de 53.5% des résidents en 2016. La lutte contre la drogue, qui depuis 2004 était jugée prioritaire par 30% environ des résidents – et même 35.3% en 2010 - s'affaïsse, en 2016, et n'est plus la priorité principale que pour 19.5%. La délinquance juvénile, qui était prioritaire pour plus de 15% des répondants entre 2004 et 2007, n'obtient plus que 6.6% de mentions en 2016. Les nouveaux items comme la criminalité financière, la cybercriminalité, la répression de la mendicité ou les infractions à la loi sur les étrangers sont très rarement jugés devoir être la priorité principale de la police cantonale.

Tableau 92 : Evolution des problèmes clefs dont devrait s'occuper la police en priorité selon les résidents du canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016)

	2004	2007	2010	2013	2016
	%	%	%	%	%
La criminalité	32.1	31.4	39.4	43.5	53.5
La lutte contre la drogue	30.8	29.5	35.3	30.0	19.5
La poursuite des infractions routières	11.4	12.8	5.7	9.2	8.5
La délinquance juvénile	17.5	18.2	12.8	12.0	6.6
La prévention des agressions dans la famille	8.0	8.2	6.9	5.3	3.9
La répression de la mendicité	-	-	-	-	2.8
La criminalité financière	-	-	-	-	2.1
La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers	-	-	-	-	1.7
La cybercriminalité	-	-	-	-	1.3
N	1'137	1'125	1'180	2'076	4'336
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Partout, dans toutes les communes et les zones, la lutte contre la criminalité est citée par plus de 50% des résidents comme devant être la priorité principale de la police. Dans l'ensemble, les différences de priorités thématiques sont assez faibles entre les communes et zones du canton. Néanmoins, on en note quelques-unes. La problématique de la drogue est plus importante dans la Ville de Genève et à Vernier qu'ailleurs dans le canton. En Ville de Genève, 22.5% des résidents placent la lutte contre la drogue et les scènes de la drogue en tête des priorités de la police cantonale. Ailleurs, cette thématique est plus marginale et cela notamment dans la campagne genevoise et à Plan-les-Ouates (environ 10%). Dans la campagne, les contrôles réguliers de circulation sont souhaités par 15.2% des résidents alors que, en Ville de Genève, par exemple, seuls 7.4% des résidents jugent ces contrôles comme étant la priorité principale de la police.

Tableau 93 : Les préférences des résidents en matière de priorités thématiques de la police cantonale par commune et zones du canton (canton, pondéré, 2004-2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
	%	%	%	%	%	%
La criminalité	52.1	52.4	57.5	57.6	56.3	58.0
La lutte contre la drogue	22.5	20.3	13.2	14.2	10.8	10.0
La poursuite des infractions routières	7.4	8.8	7.8	9.1	9.8	15.2
La prévention des agressions dans la famille	3.8	4.5	4.6	4.2	4.6	3.0
La délinquance juvénile	6.0	7.4	9.6	8.0	11.0	4.5
La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers	1.6	1.3	2.6	1.7	1.7	2.7
La criminalité financière	2.2	1.3	0.7	2.0	2.3	2.7
La cybercriminalité	1.1	1.3	1.6	1.1	1.6	2.7
La répression de la mendicité	3.3	2.7	2.4	2.1	1.9	1.2
N	768	760	741	760	833	402
	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Pour les résidents des communes étudiées, la prévention des vols et des cambriolages et la lutte contre l'incivilité devraient être les priorités principales de leur police municipale. Ces deux problématiques sont particulièrement saillantes à Plan-les-Ouates : la prévention des vols et des cambriolages est plébiscitée par 41.4% des résidents de la commune, tandis que la lutte contre l'incivilité l'est par 31.3% d'entre eux. La lutte contre l'incivilité est la priorité pour 30% des résidents de Carouge, de 28.3% des résidents de Meyrin, de 24.8% des résidents de Vernier et de 24.7% des résidents de la Ville de Genève. La répression de la consommation de drogues est placée en tête des priorités par 16.2% des résidents de la Ville de Genève et par 15.7% des résidents de Vernier. Ailleurs, moins de 10% placent cet item en tête des priorités des polices municipales. La répression de la mendicité est citée en tête des priorités en général par moins de 10% des résidents. La lutte contre le bruit dans l'espace public est plus souvent mentionné à Carouge qu'ailleurs (13%).

Tableau 94 : Les préférences thématiques des polices municipales selon les résidents par commune (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates
	%	%	%	%	%
La prévention des vols et des cambriolages	30.5	33.2	35.8	30.8	41.4
La lutte contre les incivilités	24.7	24.8	28.3	30.0	31.3
Répression de la consommation de drogues	16.2	15.7	9.9	9.7	7.1
La lutte contre le bruit dans l'espace public (parc, rues, places)	10.5	9.0	10.1	13.0	7.8
La répression de la mendicité	5.3	4.0	3.8	3.9	2.1
La lutte contre le bruit causé par les établissements publics	3.9	0.7	1.9	3.7	1.3
Des contrôles réguliers de la circulation routière	7.3	10.2	8.6	8.1	8.0
La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers	1.6	2.4	1.6	0.8	1.0
N	752	746	741	763	862
	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Sondage

Analyses faites, il s'avère que les priorités cantonales et municipales varient peu en fonction de variables démographiques. En revanche, le sentiment d'insécurité influence ces priorités. Les insécurisés souhaitent davantage que la police cantonale s'occupe en priorité de la problématique de drogue. Si seuls 16.7% des sécurisés souhaitent que la police s'occupe en premier lieu de cette problématique, les insécurisés sont 25.5% à le souhaiter. On observe le même effet sur les priorités municipales. Les insécurisés sont pratiquement deux fois plus à souhaiter que la répression de la consommation de drogues soit une priorité municipale (21.2%) que les sécurisés (11.0%).

Tableau 95 : Les priorités thématiques de la police cantonale en fonction du sentiment d'insécurité (canton, pondéré, 2016)

	Sécurisé	Insécurisé
	%	%
La criminalité	54.3	50.6
La lutte contre la drogue	16.7	25.5
La poursuite des infractions routières	9.7	5.9
La prévention des agressions dans la famille	4.8	2.8
La délinquance juvénile	6.4	7.4
La poursuite des infractions à la loi sur les étrangers	0.9	2.8
La criminalité financière	3.1	0.6
La cybercriminalité	1.5	0.8
La répression de la mendicité	2.6	3.5
N	2'598	1'405
	100%	100%

Source : Sondage

Tableau 96 : Les priorités thématiques des polices municipales en fonction du sentiment d'insécurité (canton, pondéré, 2016)

	Sécurisé	Insécurisé
	%	%
La prévention des vols et des cambriolages	31.7	30.1
La lutte contre les incivilités	28.2	22.5
Répression de la consommation de drogues	11.0	21.2
La lutte contre le bruit dans l'espace public (parc, rues, places)	9.8	11.2
La répression de la mendicité	4.6	5.5
La lutte contre le bruit causé par les établissements publics	4.2	2.2
Des contrôles réguliers de la circulation routière	9.4	5.6
La poursuite des infractions à la législation sur les étrangers	1.2	1.7
N	271	1'269
	100%	100%

Source : Sondage

Les mesures préconisées par les résidents pour améliorer la sécurité à Genève

Faisant leur choix à partir d'une liste de propositions (plusieurs réponses étaient possibles), la mesure la plus populaire pour améliorer la sécurité à Genève demeure une augmentation des effectifs de la police cantonale. 51.5% des résidents du canton plébiscitent une telle augmentation. Ils souhaitent également, en priorité, avoir plus de certitude que la police peut intervenir rapidement (48.7%) et sont également d'avis, pour 37.2% d'entre eux, que les effectifs de la police municipale doivent également être augmentés. Les solutions de l'éclairage public (33.5%) et des caméras de surveillance (31.9% en 2016) sont plébiscitées dans des proportions assez similaires. Notons que si les caméras de surveillance sont populaires auprès d'un résident sur trois environ, seuls 12% pensent qu'en installer dans leur propre quartier améliorerait la sécurité publique. Cela semble indiquer que, de l'avis des résidents, les caméras ne sont utiles que dans certains endroits où ils jugent l'insécurité élevée. Par rapport à 2013, les caméras de surveillance sont plus souvent mentionnées aujourd'hui. En 2013, 22.3% des résidents favorisaient cette solution à l'insécurité. En 2016, ils sont 31.9% à le faire. En revanche, le rapatriement des délinquants étrangers n'est plus tout à fait aussi populaire qu'en 2013. 31.8% des résidents estiment que c'est une solution à l'insécurité en 2016 ; ils étaient 35.6% à le penser en 2013.

Tableau 97 : Evolution des mesures susceptibles d'améliorer la sécurité dans le canton de Genève selon les résidents (canton, pondéré, 2013-2016)

	2013			2016		
	N	% réponses	% résidents citant l'item	N	% réponses	% résidents citant l'item
Plus de policiers (cantonaux en 2016)	1'016	21.9	45.3	1'676	19.0	51.5
Plus de certitude que la police peut intervenir rapidement	972	21.0	43.4	1'587	18.0	48.7
Plus de policiers municipaux	-	-	-	1'210	13.7	37.2
Plus d'éclairage	566	12.2	25.3	1'089	12.4	33.5
Plus de caméras de surveillance en général	500	10.8	22.3	1'039	11.8	31.9
Plus de rapatriements des délinquants étrangers	798	17.2	35.6	1'037	11.8	31.8
Moins d'attroupements	193	4.2	8.6	421	4.8	12.9
Plus de caméras de surveillance dans mon quartier	211	4.6	9.4	390	4.4	12.0
Plus de nettoyage dans la ville et les communes	236	5.1	10.5	348	3.9	10.7
Moins de policiers	24	0.5	1.1	20	0.2	0.6
Autre	115	2.5	-	-	-	-
N	4'631	100%	2'239	8'817	100%	3'256

Source : Sondage

Le tableau suivant présente les mesures les plus populaires auprès des résidents par commune ou zone du canton. Dans plusieurs communes ou zones, la certitude que la police peut intervenir rapidement l'emporte sur l'augmentation pure et simple des effectifs cantonaux : campagne (55%), Carouge (54.4%), Plan-les-Ouates (54.3%) et Meyrin (49%). L'augmentation des effectifs de la police municipale est plus en vogue dans la Ville de Genève (38.8%) et à Vernier (37.4%) qu'ailleurs. L'éclairage public emporte l'adhésion à Carouge (40.6%) et à Vernier (36.9%). Les caméras de surveillance dans son quartier sont légèrement plus populaires à Vernier (15%), la Ville de Genève (13.4%), Carouge (11.9%) et Meyrin (10.8%). Le rapatriement des délinquants étrangers est surtout populaire dans la campagne genevoise (37.4%).

Tableau 98 : Pourcentage de résidents favorables à différentes solutions pour améliorer la sécurité à Genève par communes et zones du canton de Genève (2016)

	Ville de Genève	Vernier	Meyrin	Carouge	Plan-les-Ouates	Campagne
Plus de policiers cantonaux	52.9	51.6	47.3	52.9	44.5	52.6
Plus de certitude que la police peut intervenir rapidement	47.7	44.3	49.0	54.4	54.3	55.0
Plus de policiers municipaux	38.8	37.4	33.6	33.2	33.9	34.2
Plus d'éclairage	33.6	36.9	30.8	40.6	31.8	28.7
Plus de caméras de surveillance en général	32.5	33.7	27.2	31.2	31.6	33.3
Plus de rapatriements des délinquants étrangers	31.8	32.0	30.0	28.2	33.7	37.4
Moins d'attroupements	12.9	14.9	13.2	15.6	12.0	10.5
Plus de caméras de surveillance dans mon quartier	13.4	15.0	10.8	11.9	6.6	5.3
Plus de nettoyage dans la ville et les communes	10.4	11.8	12.2	13.5	11.4	9.4
Moins de policiers	0.5	0.3	0.3	0.9	0.8	1.2

Source : Sondage

Par rapport à 2013, la popularité des caméras de surveillance dans le quartier de résidence des répondants augmente légèrement uniquement dans les communes urbaines. En 2013, 5.3% des résidents de la campagne souhaitaient des caméras de surveillance dans leur zone de résidence. En 2016, cette proportion est identique. En revanche, elle passe de 10% en Ville de Genève en 2013 à 13.4% en moyenne. A Vernier, elle augmente de 12.9% en 2013 à 15% en 2016 et à Meyrin elle passe de 6.1% en 2013 à 10.8% en 2016. Sachant que l'expérience pilote avec des caméras de surveillance s'est concentrée sur une portion de la zone PEV, le diagnostic de sécurité permet d'observer les changements d'opinion par rapport à ce mode de surveillance dans cette zone. En 2013, 12.4% des résidents de la zone PEV étaient d'avis que des caméras de surveillance dans le quartier étaient susceptibles d'améliorer la sécurité contre 7.8% hors de la zone PEV en Ville de Genève. En 2016, la popularité des caméras de surveillance dans le quartier de résidence du répondant augmente plus hors de la zone PEV qu'en zone PEV. En effet, dans la zone PEV, 14.8% des résidents sont d'avis que les caméras de surveillance améliorent la sécurité tandis que hors de cette zone 12.1% pensent de même.

Conclusions et recommandations

Conclusions

La montée spectaculaire du sentiment d'insécurité à Genève avait été l'un des faits les plus marquants de l'édition 2013 du Diagnostic local de sécurité. Cette flambée pouvait paraître paradoxale à un moment où la criminalité enregistrée par la police amorçait son repli. La prise de conscience des résidents de ce repli n'avait sans doute pas encore été assimilée. Il faut dire que d'autres facteurs influençant le sentiment d'insécurité tendaient eux aussi à se détériorer en 2013 : l'incivilité augmentait sensiblement tandis que la cohésion sociale était elle aussi en recul. Pour cette nouvelle édition du DLS 2016, ces indicateurs sont mieux orientés.

La détente sur le front de la criminalité, de l'incivilité et des interventions de police

La situation sur le plan de la sécurité s'est en effet détendue. La petite et moyenne criminalité enregistre un recul très significatif depuis quelques années. L'année 2011 avait été une annus horribilis en matière de criminalité à Genève ; elle paraît bien éloignée aujourd'hui. Le recul est tel que le canton de Genève présente aujourd'hui des volumes de criminalité inférieurs à ceux enregistrés depuis l'instauration en 2009 de la statistique policière nationale de la criminalité. Là où des données comparables sont disponibles, les niveaux actuels sont tellement bas qu'il faut remonter au milieu des années 1990 voire même à la décennie précédente pour observer des chiffres similaires.

Les données du sondage sur la prévalence de la victimisation dévoilent une même tendance lourde à la baisse pour l'ensemble des délits à l'exception notable des escroqueries ou des vols de données de données sur internet qui, elles, prennent l'ascenseur.

Les incivilités sont elles aussi en léger repli par rapport à 2013 et c'est le cas en particulier des problèmes de drogues (-8.9%) et des violences verbales et bagarres dans la rue (-8.1%) qui, on le sait, indisposent fortement les résidents.

La détente sur le front de la sécurité se manifeste également dans la baisse des volumes d'interventions sur appel au 117. Il faut toutefois rester prudent dans l'interprétation car la baisse constatée peut s'expliquer partiellement par la montée en puissance des polices municipales dont les effectifs s'étoffent d'année en année. Les polices municipales s'occupent aujourd'hui de nombreuses interventions pour bruit et pour affaires de circulation. A l'avenir, seul un indicateur standardisé faisant la somme de toutes les interventions, à la fois cantonales et municipales, permettra de poser un diagnostic plus fiable sur l'évolution des interventions sur appel.

Le sentiment d'insécurité en baisse et une bonne image de la police

Partout sur le territoire cantonal, le sentiment d'insécurité recule par rapport au pic de 2013. Le taux d'insécurisés retombe à 34.2% alors qu'il était de 49.9% il y a trois ans encore. La question sécuritaire recule fortement dans l'ordre des préoccupations des résidents et ceux-ci attribuent aujourd'hui de meilleures notes à la sécurité que trois ans plus tôt.

L'image de la police, qu'elle soit cantonale ou municipale, est bonne et s'élève à un niveau toujours plus élevé. Les avis positifs sur le travail de la police cantonale gagnent plus de 12 points en 9 ans et passent de 57.5% en 2004 à 69.9% en 2016. Motif particulier de satisfaction, l'indicateur sur l'équité de la police s'avère en constante progression lui aussi depuis 2007. Il grimpe d'environ 40% d'avis positifs en 2007 à 60% aujourd'hui.

Une demande de présence policière constante

Les bons résultats évoqués ci-dessus expliquent que la demande pour des patrouilles pédestres recule sensiblement. Ce type de patrouilles reste néanmoins la prestation préférée des résidents, et cela tout particulièrement dans l'hypercentre de Genève, dans certains quartiers et auprès des insécurisés. Cette préférence se traduit notamment par une demande toujours marquée pour une augmentation des effectifs de police. Les mesures les plus populaires pour améliorer la sécurité à Genève restent en effet l'augmentation des effectifs de la police cantonale (plus de 50% des réponses), et dans une mesure moindre, l'augmentation des effectifs des polices municipales (37%). Les mesures techniques, telles que l'amélioration de l'éclairage public ou les caméras de surveillance ont le soutien d'un tiers des sondés environ. Par rapport à 2013, le taux d'avis favorables à la vidéosurveillance gagne 10 points.

Enfin, le diagnostic confirme que la couverture policière du territoire par la police cantonale et les polices municipales est très élevée. En revanche, la fréquence des patrouilles, ou en d'autres termes l'intensité de la présence, tend à diminuer. Selon les lieux, cette intensité est un enjeu au regard des résidents, en particulier pour les plus insécurisés d'entre eux.

Recommandations 2016

Les recommandations 2016 s'inscrivent dans la continuité de celles de 2013. Les résultats du présent DLS mettent en évidence de nombreuses évolutions positives par rapport à l'édition précédente, et, pour certaines, sur une plus longue durée. Il y a lieu de les consolider. Les efforts consentis paient dans la durée. C'est ce que démontre bien l'évolution des indicateurs dans la zone Pâquis-Eaux-Vives (PEV), qui s'avère nettement supérieure à la moyenne cantonale. On y constate :

- le recul important de la criminalité (-52.3% pour les atteintes aux biens par rapport à 2008);
- l'amélioration du sentiment d'insécurité (-18 points d'insécurisés par rapport à 2013);
- le recul même de certaines incivilités dérangeantes, dont la drogue (presque - 9 points par rapport à 2013);
- la forte progression de l'image, qui était au plus bas de la police (plus de 10 points par rapport à 2013);
- la progression également de la qualité de la vie, plus marquée qu'ailleurs (plus de 6 points par rapport à 2013).

La stratégie de police intensive qui s'est concentrée sur cette zone a fonctionné. Elle a inclus l'opération FIGARO (DLS 2010), le dispositif ALPHA (DLS 2013), puis le

renforcement de la police de proximité et le focus sur les points chauds, notamment par le biais des Points de contact et d'autres opérations. A cela s'ajoute dans un périmètre circonscrit des Pâquis l'expérience-pilote de vidéoprotection. C'est la détente désormais sur le front de la sécurité dans cette zone.

Les contrats locaux de sécurité au cœur de la sécurité de proximité

L'approche déployée dans la zone PEV, par sa cohérence et sa permanence, débouche sur une recommandation principale, à savoir la pérennisation, le renforcement et la diffusion d'un modèle de police proximité, articulé avec les partenaires de la sécurité. Il s'agit notamment de

- conforter la démarche liée aux contrats locaux de sécurité en s'appuyant sur leur suivi et leur évaluation;
- garantir le monitoring régulier de ces contrats locaux de sécurité, afin d'adapter en continu la réponse, en recourant au besoin à des opérations de police intensive;
- augmenter le nombre de communes parties à des contrats locaux de sécurité, que ce soit individuellement ou par regroupement;
- poursuivre le renforcement de la police de proximité, notamment dans le contexte de la révision du concept de sécurité de proximité.

Développer les partenariats

Chaque édition du DLS met en évidence ou rappelle que si la réponse sécuritaire est nécessaire, elle n'est cependant pas suffisante. Les partenariats avec le monde socio-éducatif ou les autres types d'intervenants sociaux comme par exemple des correspondants de nuit sont incontournables dans une stratégie globale et transversale. Il s'agit ici de

- confirmer les partenariats et protocoles de collaboration entre la police cantonale et les intervenants du monde socio-éducatifs, et de les étendre aux communes en associant les polices municipales;
- s'assurer de leur diffusion et de leur mise en œuvre, en monitorant régulièrement les cas pratiques et rappeler, au besoin les objectifs et les règles de ces protocoles.

Sur la base de l'analyse des réquisitions, il y a lieu d'identifier plus clairement les interventions répétitives et/ou ne relevant pas de la compétence de la police, et de chercher une réponse adéquate aussi durable que possible.

Renforcer la cohésion sociale

Le diagnostic local de sécurité montre de manière répétée que le climat du quartier et le sentiment de solidarité influencent le sentiment d'insécurité. A ce titre, il est recommandé de

- favoriser et encourager les initiatives locales et communales visant à renforcer la cohésion sociale entre résidents des quartiers, en prenant en compte notamment les questions de mixité sociale, culturelle et intergénérationnelle.

L'analyse du DLS conduit à émettre des recommandations plus ciblées, destinées à la police cantonale et aux polices municipales.

À la police cantonale :

- déployer de manière réactive des opérations de police intensive, en coordination avec les polices municipales selon les problématiques et les compétences de ces polices;
- assurer une présence visible, préventive et dissuasive en ciblant certains quartiers dans la durée. Il s'agit sans doute de revisiter et revivifier le dispositif des Points de contact à partir des résultats du présent DLS et, plus généralement, en fonction des résultats de l'analyse régulière de la situation.

Les résultats du présent DLS vont dans le sens d'une telle approche, en particulier à Vernier, seule commune où la problématique de la drogue est en augmentation. La présence policière y est nettement moins importante qu'ailleurs. Le sentiment d'insécurité, la qualité de la vie et l'image de la police s'en ressentent. Cela peut paraître paradoxal, dans la mesure où la criminalité n'est pas particulièrement élevée à Vernier. De plus, la criminalité a diminué de manière conséquente. Le DLS permet d'identifier Vernier comme devenant prioritaire moins pour la criminalité en tant que telle que pour l'insécurité ressentie, l'incivilité et la présence policière. La collaboration avec la police municipale doit être renforcée. Sur le plan communal, la combinaison de l'engagement des correspondants de nuit, des actions menées dans le cadre des contrats de quartier, ainsi que la nouvelle politique répressive de lutte contre les incivilités peuvent contribuer à l'émergence d'un modèle original capable d'améliorer la qualité de la vie et le sentiment de sécurité au quotidien.

- se concentrer sur les vols sur la voie publique et les incivilités qui dérangent le plus comme la consommation et vente de drogues, les violences interpersonnelles aux moments de la journée où ces problèmes surgissent le plus fréquemment;
- se concentrer sur les zones chaudes, certaines rues réputées moins sûres et des parcs publics; sans pour autant négliger d'autres zones dans la mesure où le sentiment d'insécurité n'est pas uniquement lié à ces lieux et que les attentes du public pour des patrouilles à pied ou à vélo sont particulièrement fortes dans tout l'espace urbain;
- installer des caméras de surveillance dans certains lieux notamment les parkings publics couverts ou aux abords des lieux jugés moins sûrs;

- mettre un système d’alerte en place avec la voirie sur les abandons d’objets, saletés, etc. qui préoccupent fortement les gens (voir ce qui a été dit ci-dessus de Vernier).

La situation sur le plan de la sécurité s’est détendue, tel est le constat introductif de la conclusion, qui met en évidence la forte diminution de la criminalité enregistrée ces dernières années fait que le canton de Genève. Or, la criminalité connaît des cycles, que ce soit en général ou sur des délits ou des phénomènes particuliers. Cela incite à la vigilance.

Les indicateurs du DLS mettent en évidence que le recours à des mesures préventives fléchit dans cette période de détente. Il y a lieu de

- renforcer les approches préventives, à l’image de ce qui a été entrepris en matière de cambriolages, en les élargissant aux nouveaux phénomènes, notamment en lien avec la cybercriminalité.

Aux polices municipales :

- renforcer leur présence dans l’espace public sous forme de patrouilles aux endroits et aux heures où les incivilités, la consommation de drogues ou encore les violences verbales et les bagarres ont tendance à être plus fréquentes;
- contribuer à lutter contre l’incivilité qui génère de l’insécurité tout en accomplissant les nouvelles compétences.

A la police cantonale et aux polices municipales :

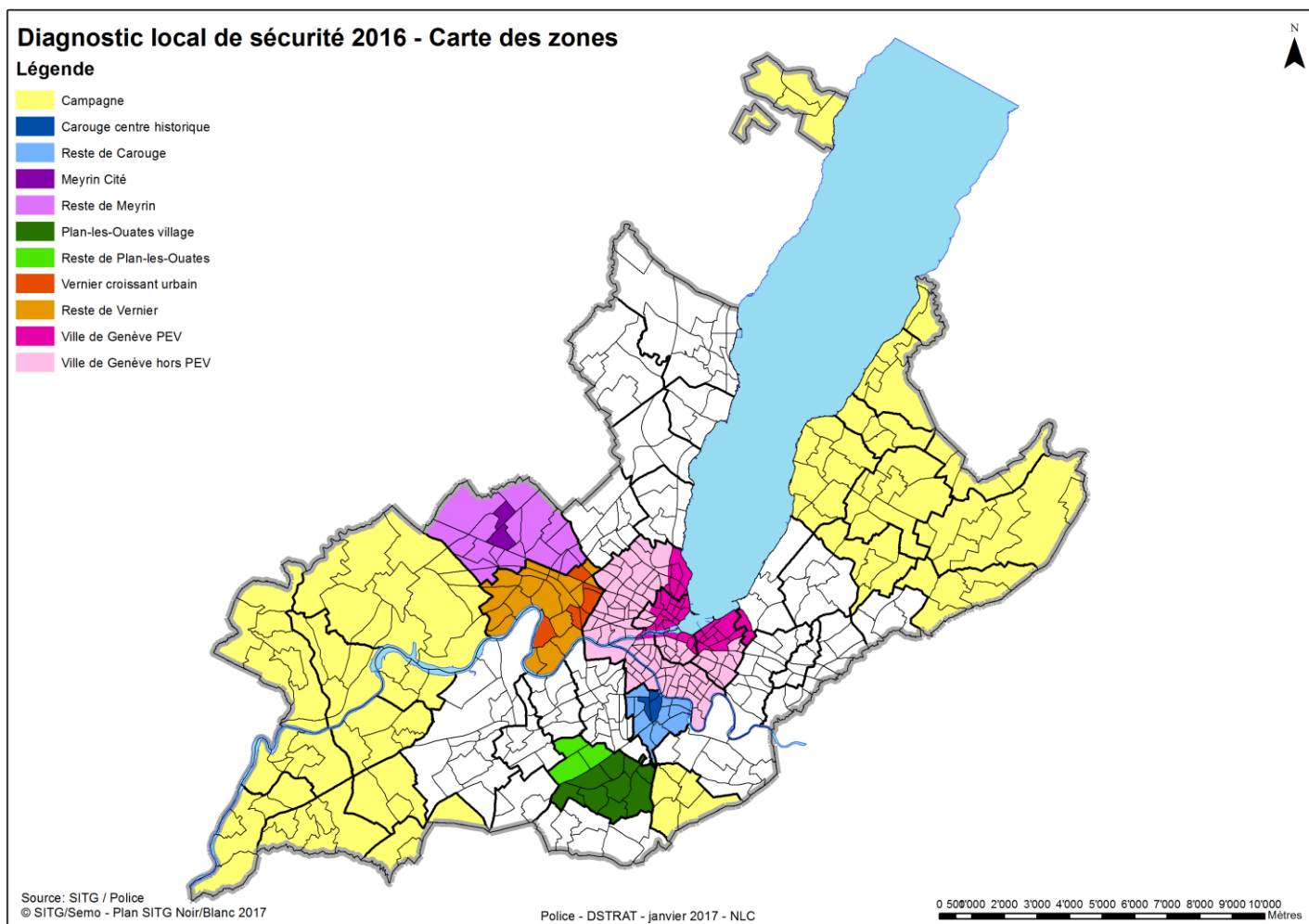
- coordonner la présence policière, en particulier sur les points chauds, afin d’optimiser la visibilité aux buts de prévention, de dissuasion et de répression;
- garantir une large couverture territoriale tout en maintenant l’intensité requise sur des zones spécifiques.

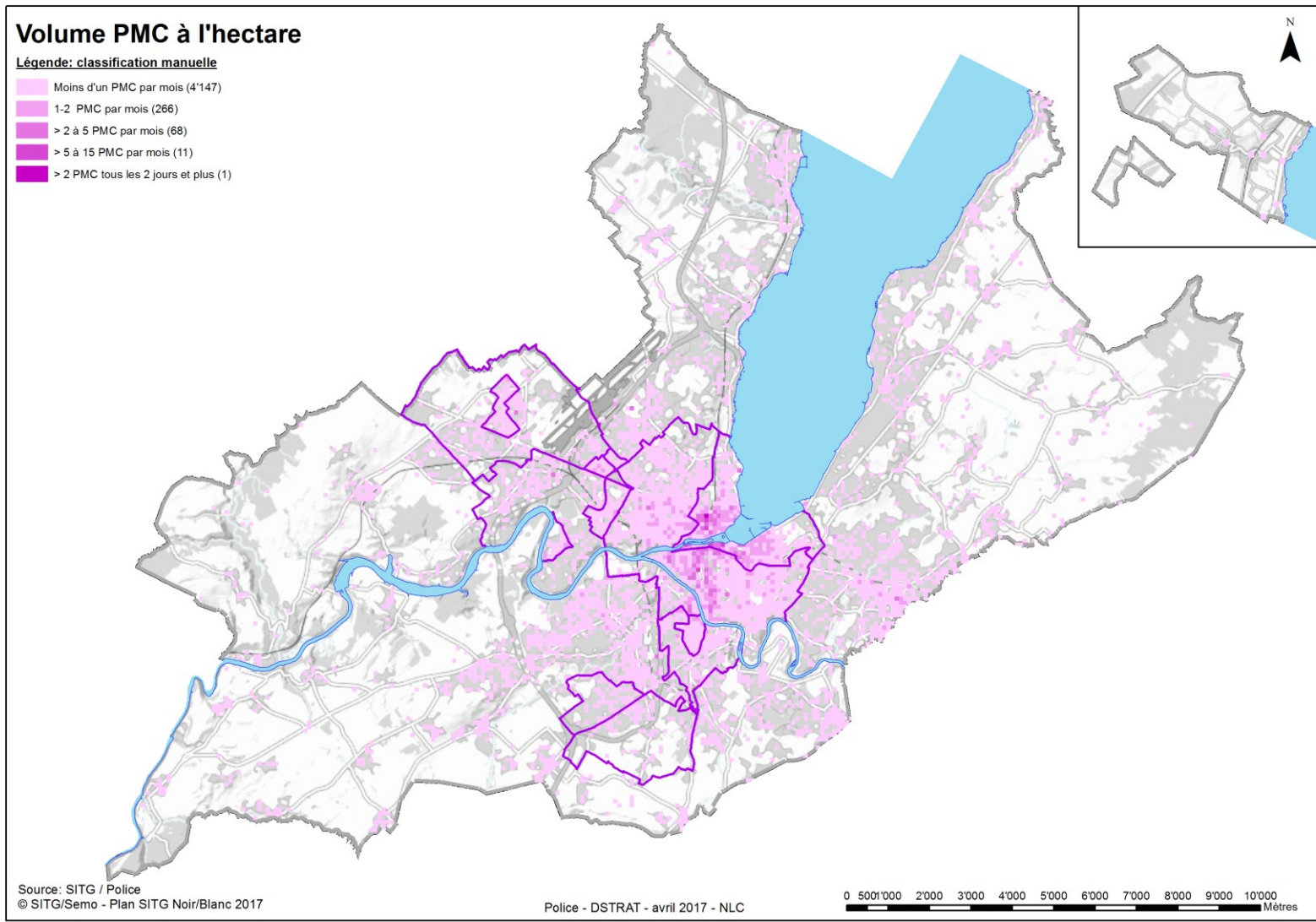
Des analyses de situation partagées :

- améliorer les outils de monitoring et de reporting des polices municipales, dans une approche partagée et commune, et favoriser le développement de tableaux de bord reposant – pour partie du moins – sur des indicateurs identiques;
- se doter d’outils d’analyse et de tableaux de bord partagés entre police cantonale et polices municipales, constitués à partir des données enregistrées par la police cantonale et les polices municipales afin d’améliorer la connaissance des phénomènes locaux et d’apporter des réponses ciblées;
- s’engager de manière déterminée dans un processus de mutualisation des ressources, notamment informatiques, afin de gagner en efficacité.

Annexes






Cartes

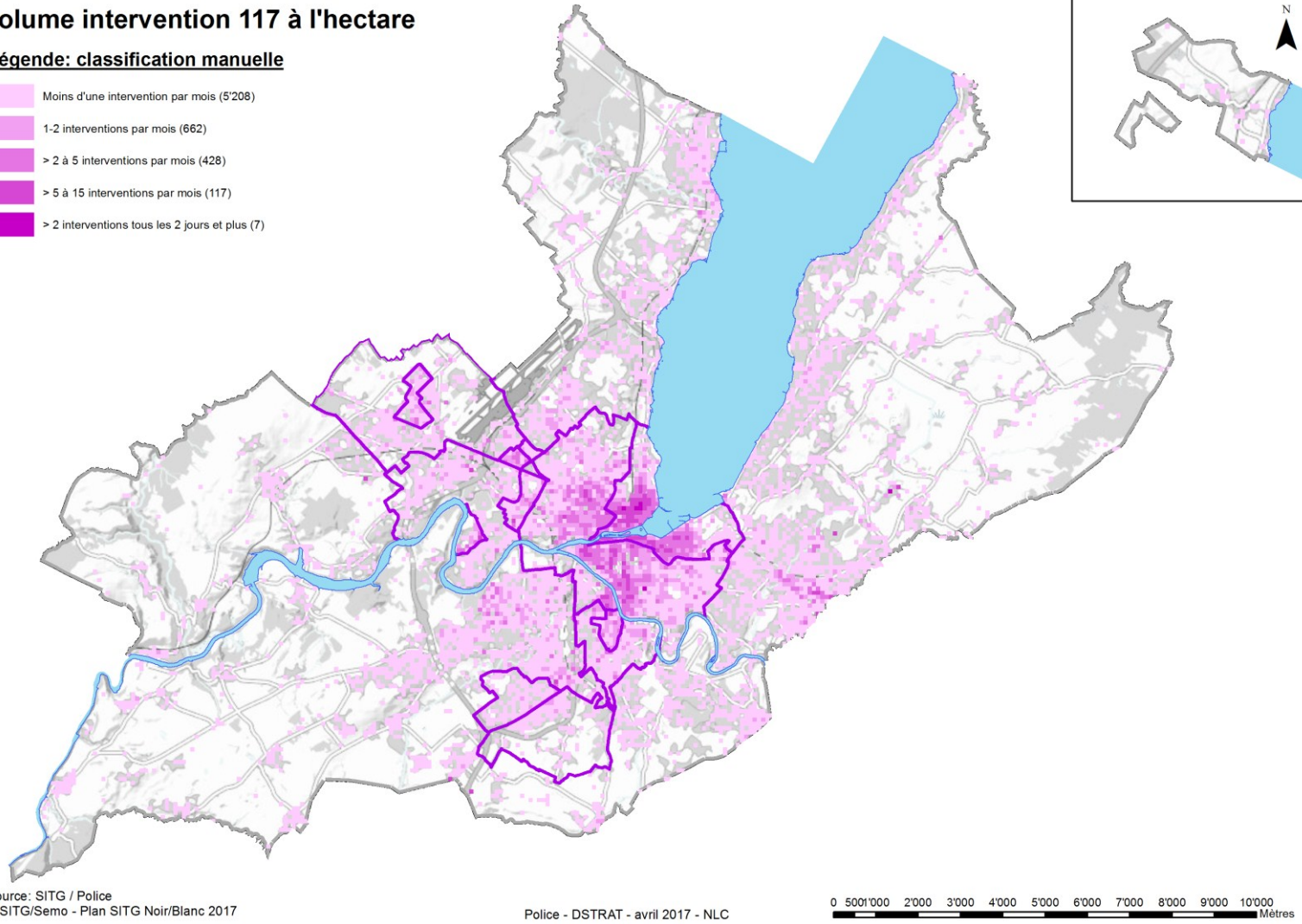




Volume intervention 117 à l'hectare

Légende: classification manuelle

-  Moins d'une intervention par mois (5'208)
-  1-2 interventions par mois (662)
-  > 2 à 5 interventions par mois (428)
-  > 5 à 15 interventions par mois (117)
-  > 2 interventions tous les 2 jours et plus (7)



Source: SITG / Police
© SITG/Semo - Plan SITG Noir/Blanc 2017

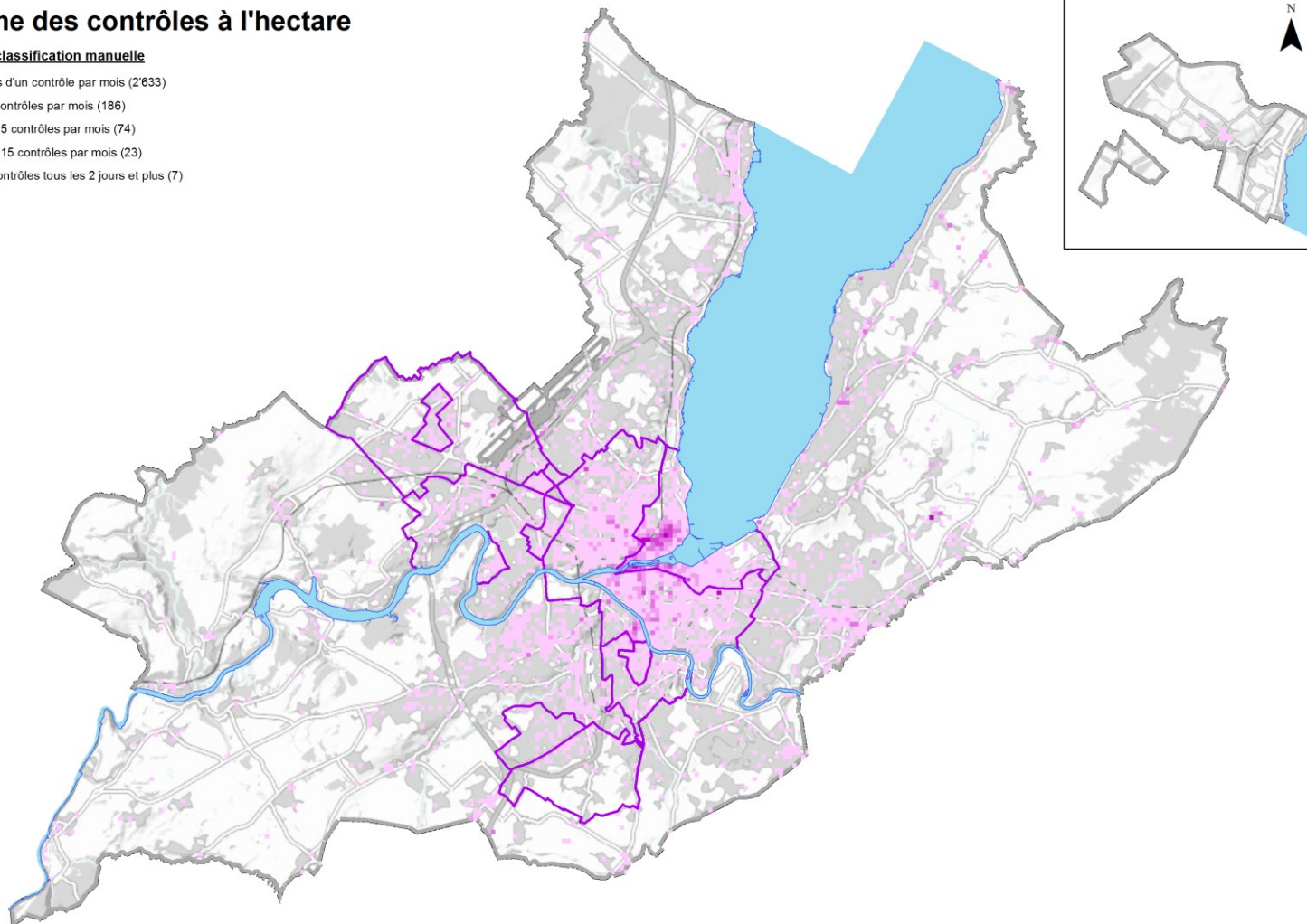
Police - DSTRAT - avril 2017 - NLC

0 500 1'000 2'000 3'000 4'000 5'000 6'000 7'000 8'000 9'000 10'000 Mètres

Volume des contrôles à l'hectare

Légende: classification manuelle

- Moins d'un contrôle par mois (2'633)
- 1-2 contrôles par mois (186)
- > 2 à 5 contrôles par mois (74)
- > 5 à 15 contrôles par mois (23)
- > 2 contrôles tous les 2 jours et plus (7)



Source: SITG / Police
© SITG/Semo - Plan SITG Noir/Blanc 2017

Police - DSTRAT - avril 2017 - NLC

0 5000'000 2'000 3'000 4'000 5'000 6'000 7'000 8'000 9'000 10'000 Mètres

Aspects méthodologiques

Depuis 2004 et selon un rythme triennal, le diagnostic local de sécurité repose sur une démarche scientifique. Cela vaut pour la constitution des zones d'étude et des échantillons de population dans chacune de ces zones, ainsi que pour la construction du questionnaire, qui reprend en particulier bon nombre de questions validées au niveau suisse et européen, voire au-delà.

La prise de données a été systématiquement confiée à un institut de sondage, garantissant la mise en œuvre des standards reconnus en la matière. Enfin, l'analyse est réalisée par un expert externe à la police cantonale, respectivement aux communes participantes.

De manière générale, la continuité et la comparabilité avec les éditions précédentes a été assurée, tout en permettant, avec souplesse, la constitution de nouvelles zones d'études et l'adaptation du questionnaire aux thèmes actuels et nouveaux. Cela concerne pour l'essentiel les questions concernant les polices municipales. Ces éléments sont documentés dans le texte principal lui-même.

Constitution des zones du DLS

Le DLS se veut représentatif en termes géographiques. L'ensemble des typologies du territoire genevois se retrouvent dans le DLS et c'est dans ces dernières que la population sondée est sélectionnée. Les deux premières éditions (2004 et 2007) ont concrétisé cette approche avec trois échantillons rendant compte de différents types d'habitats ou de quartiers, soit la Ville de Genève, les quartiers de l'agglomération et la campagne, à partir d'une sélection de communes.

A partir de l'édition de 2010, en respectant toujours l'approche géographique et typologique, le dispositif de recherche s'affine et s'oriente également vers une forme, qui reste relativement sommaire, d'évaluation opérationnelle. Depuis lors, la Ville de Genève est subdivisée en deux échantillons, avec l'hyper-centre du canton et le reste de Ville. La collaboration avec les communes est initiée : dès 2010 avec Vernier, 2013 avec Meyrin. En 2016, ce sont les communes au bénéfice d'un contrat local de sécurité qui ont été invitées à participer. Cinq se sont engagées : Genève, Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates.

Sur le plan méthodologique, chaque commune est subdivisée en deux, avec la volonté de constituer des zones significatives en termes sociodémographiques et urbains. La limitation à deux sous-échantillons par commune découle de la nécessité d'obtenir des échantillons de taille suffisante pour garantir la qualité et la fiabilité des analyses sur le plan statistique.

L'évolution résumée ci-dessus traduit le fait que le DLS est un tableau de bord à l'appui du pilotage de la police, voire plus généralement à l'appui de la mise en œuvre de la politique de sécurité de proximité.

Les données, en plus des situations locales, offrent une vision cantonale et évolutive depuis 2004.

Questionnaire

Une large part des questions ont été reprises de la littérature scientifique des sciences sociales et sont utilisées, depuis parfois des décennies dans des études d'opinion relatives à la sécurité, la victimisation et le travail de la police, que ce soit, au niveau Suisse (on pense ici aux enquêtes conduites par Martin Killias et ses équipes) qu'au niveau international. Ces références donnent une garantie de validité du questionnaire.

Par ailleurs, le questionnaire englobe également des sections "sur mesure" pour le DLS dans son contexte local. Depuis l'édition de 2003, le cœur du questionnaire est resté semblable, toutefois certaines questions ont été abandonnées, d'autres ont vu le jour. Parfois, ce sont les modalités de réponse qui ont été adaptées, afin de tenir compte d'une réalité qui bouge, tant sur le plan de la perception de la sécurité, que sur le travail et l'image de la police. La place faite aux polices municipales, par exemple, a été redimensionnée, à l'image des effectifs croissants, de leurs nouvelles prérogatives et bien évidemment de leur engagement au sein des contrats locaux de sécurité.

Pour tenir compte de diverses contraintes, notamment pratiques (durée du questionnaire par exemple) et financières, il a parfois fallu arbitrer et limiter la longueur du questionnaire. Cette opération a été réalisée en concertation avec les communes partenaires.

Sondage

Un soin particulier a été apporté à la constitution de l'échantillon. Si dans les premières éditions la référence était les adresses des raccordements téléphoniques, depuis 2010 la référence est le fichier complet de la population genevoise, dans lequel sont sélectionnés les différents échantillons selon les zones d'étude.

L'objectif étant de disposer en 2016 de 2'750 interviews au final, un échantillon représentatif de la population globale (stratifiée selon l'âge et le sexe) de près de 9'000 personnes a été constitué au niveau global.

Ce sont près de 9'000 courriers préliminaires qui ont été envoyés par la Police cantonale aux personnes sélectionnées indiquant le lien et les codes d'accès personnalisés pour accéder à un questionnaire en ligne (selon la méthode CAWI) et les invitant à y répondre dans les deux semaines. Le questionnaire a également été programmé selon la méthode CATI afin d'interroger par téléphone les personnes n'ayant pas Internet ou préférant répondre de cette manière.

La police cantonale a envoyé également un courrier de relance à ceux qui n'ont pas répondu ou n'ont pas communiqué leur refus de participer et donnant un délai supplémentaire de dix jours pour remplir le questionnaire.

Tout au long de la prise d'information, une hotline gratuite de l'institut MIS Trend a été active pour recevoir les appels des personnes souhaitant répondre par téléphone ainsi que pour enregistrer les refus ou les impossibilités de participer.

La prise d'information a eu lieu du 3 octobre au 6 novembre 2016 et s'est clôturée avec 4'852 interviews utilisables (4'247 en CAWI et 605 en CATI), soit beaucoup plus que l'objectif minimum initial de 2750.

Le bilan au niveau de la participation est donc excellent, un tel taux de participation ne s'obtenant en général qu'en offrant des remerciements aux répondants et en prévoyant un ou deux rappels supplémentaires. Ainsi, la phase de rappel en CATI initialement prévue n'a pas été nécessaire.

La participation étant très bonne dans chaque zone, avec toutefois certaines variations, notamment en fonction du sexe et du groupe d'âges. Pour les analyses à l'échelle cantonale, les réponses sont pondérées afin de redresser l'effet des différents sous-échantillons conformément aux règles méthodologiques en la matière. La pondération a porté sur les critères suivants: zone géographique, sexe et classes d'âge, à partir des données de la population cantonale.

Données police

Le DLS recourt à trois types différents de données provenant de la Police genevoise. En premier lieu, les accidents de la circulation. Il s'agit des données saisies par la police lors d'accidents de la circulation routière avec dommages corporels. Ces données genevoises sont transmises à l'Office fédéral des routes qui, après des contrôles et une normalisation, les retourne à Genève. L'affectation d'un événement lié à la circulation routière à la commune correspondante se fait par la coordonnée géographique X/Y classique.

Les données sur les interventions de la Police (appels au 117) et des contrôles sont issues de la main courante électronique, autrement nommée Journal des événements. La classification de l'information se fait sur la base des premiers constats observés par les policiers engagés sur l'événement. Il s'agit donc de données brutes. L'affectation des événements sur les différentes zones se fait par l'adresse saisie, qui elle-même repose sur les données adresses fournies par le cadastre. Avec ces données, sont également exploités les "points de contact", à savoir la comptabilisation des actions de présence visible et régulière de la police sur des points géographiques précis, comportant une importance en termes de tranquillité et d'ordre publics.

Finalement, les données relatives à la petite et moyenne criminalité (PMC) sont issues de la base de données des affaires de police (ABI). Il s'agit, à la différence des données du Journal, d'informations vérifiées et détaillées. Ces informations recensent les infractions dénoncées, les personnes impliquées et d'autres éléments probants (objets, véhicules, ...). C'est bien l'infraction retenue qui affecte l'événement à la catégorie des atteintes aux personnes ou aux biens. Des règles de gestion sont appliquées lors de situations mixtes. Ici également, l'affectation de l'événement à une entité géographique se fait, comme pour les données Journal, via l'adresse de l'événement.

Cartographie

Pour les cartes présentant les données à l'hectare, une grille à l'hectare couvrant l'ensemble du canton a été créée et les données policières ont ensuite été attribuées à chaque hectare superposant ces données.

La symbologie utilisée pour les représenter est un dégradé de couleur qui varie en fonction de la valeur quantité d'un attribut. La méthode de classification choisie est une classification manuelle, plus parlante qu'une classification classique.

La classification retenue est la suivante :

- moins d'une intervention par mois, soit 1 à 11 interventions sur l'année;
- 1-2 interventions par mois, soit de 12 à 24 interventions;
- > 2 à 5 interventions par mois, soit de 25 à 60 interventions;
- > 5 à 15 interventions par mois, soit de 61 à 180 interventions;
- > 2 interventions tous les 2 jours et plus, soit 181 ou plus interventions sur l'année.

Pour des raisons de mise en évidence des données, il a été choisi d'utiliser un fond de plan gris et sans texte et de découper le canton lorsque l'on montrait qu'un aperçu de ce dernier.

La carte du sentiment d'insécurité en 2016 a quant à elle utilisé les périmètres des différentes zones pour afficher les données. Une classification au quantile a cette fois-ci été utilisée.

La carte de la densité de population au 31 décembre 2015 montre les données de population par sous-secteurs statistiques Girec avec une classification au quantile (cinq classes). La représentation cartographique utilisée est un dégradé de couleurs dans les tons de violet.

Les cartes des zones affichent des couleurs différentes pour chaque zone. Les communes qui sont découpées en deux zones ont quant à elle un dégradé de couleurs pour leurs zones.

Rapport

Comme pour les éditions précédentes, la réalisation du DLS a été confiée au service d'analyse stratégique de la police cantonale qui s'est associé l'expertise de COGINA, une organisation non gouvernementale basée à Genève et spécialisée dans les réformes policières. COGINA a réalisé l'exploitation des données de sondage et rédigé le rapport final.

Depuis 2010, la démarche appliquée permet aux communes intéressées d'intégrer le DLS et de recevoir, en retour, une partie du rapport qui leur est spécifiquement consacrée. Par exemple, la commune de Vernier dispose maintenant de données portant sur trois éditions, deux pour celle de Meyrin.

Table des matières détaillées

PRÉFACE DE LA COMMANDANTE DE LA POLICE.....	3
RÉSUMÉ	5
Introduction	5
I. Profil sociodémographique des zones du canton.....	5
II. Sécurité publique	6
III. Activité policière	7
IV. Regard des résidents sur la sécurité et la police	9
V. Prévention	10
VI. Attentes de la population en matière de prestations policières	11
VII. Analyse des données par commune	12
Ville de Genève.....	12
Vernier.....	14
Meyrin	15
Carouge	17
Plan-les-Ouates	18
LE DIAGNOSTIC LOCAL DE SÉCURITÉ (DLS) EN BREF	20
Le Diagnostic de Sécurité 2016	20
Le sondage	21
Les axes d'analyse, les indicateurs et les sources	23
LE PROFIL DES COMMUNES À GENÈVE	26
Le profil des zones.....	26
La cohésion sociale.....	29
Le contrôle social	30
La qualité de vie	32
LA SÉCURITÉ PUBLIQUE EN CHIFFRES : CRIMINALITÉ, ACCIDENTS DE LA CIRCULATION ET INCIVILITÉS.....	34
La prévalence de la victimisation selon les données de sondage	34
Les statistiques policières de la petite et moyenne criminalité	35

Les accidents de la circulation	41
Les incivilités	46
L’ACTION POLICIÈRE : INTERVENTIONS, CONTRÔLES ET PRÉSENCE VISIBLE	51
Les interventions policières suite à un appel au 117 et les contrôles de police.....	51
La présence policière permanente	57
Polices municipales	57
Les réquisitions prises en charge par les polices municipales dans le cadre des contrats locaux de sécurité.....	58
Entreprises de sécurité privée: missions de surveillance	62
Une situation stable	62
La présence policière observée par les résidents.....	62
Les contacts avec la police.....	68
Des contacts moins fréquents.....	68
La satisfaction avec la police pour une plainte ou lors d’un contact	69
Les plaintes.....	69
Le contact.....	69
LE REGARD DES RÉSIDENTS SUR LA SÉCURITÉ ET LA POLICE.....	74
La position de la sécurité dans les préoccupations des résidents	74
L’évaluation du niveau de sécurité à Genève	78
L’opinion sur l’évolution de la sécurité.....	79
Le sentiment d’insécurité	81
La territorialisation de l’insécurité	84
Le profil des insécurisés	88
Les principaux motifs de l’insécurité.....	90
L’image de la police	91
L’équité de la police	94
LES COMPORTEMENTS DES RESIDENTS EN MATIERE DE PREVENTION	97
Les comportements des résidents en matière de prévention	97
L’opinion des résidents sur les campagnes de prévention	98
LES ATTENTES DE LA POPULATION EN MATIERE DE PRESTATIONS POLICIERES	100

Les préférences des résidents en matière de méthode de travail	100
Les thématiques prioritaires de la police cantonale et des polices municipales selon les souhaits des résidents	103
CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	111
Conclusions	111
Recommandations 2016.....	112
ANNEXES	116
Cartes.....	116
Aspects méthodologiques	120
TABLE DES MATIERES DETAILLEES	124
TABLE DES ILLUSTRATIONS	127

Table des illustrations

Tableau 1 : Nombre d'entretiens par zone dans le sondage (2016).....	22
Tableau 2 : Démographie dans les zones du canton de Genève – chiffres de la population 2015.....	27
Tableau 3 : Profil sociodémographique des communes et zones d'étude dans le canton de Genève (2016).....	28
Tableau 4 : Evolution de la cohésion sociale dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016).....	29
Tableau 5 : La cohésion sociale dans les communes et zones du canton (2016).....	30
Tableau 6 : Evolution du contrôle social (incivilités) dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016).....	31
Tableau 7 : Le contrôle social (incivilités) dans les communes et zones du canton (2016).....	31
Tableau 8 : Evolution des comportements des résidents dans le cas de suspicion de cambriolage chez un voisin dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016).....	32
Tableau 9 : Les comportements des résidents en cas de suspicion de cambriolage chez les voisins dans les communes et zones du canton de Genève (2016).....	32
Tableau 10 : Evolution de la qualité de vie dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016).....	33
Tableau 11 : La qualité de vie dans les communes et zones du canton (2016).....	33
Tableau 12 : Evolution des taux (y compris des tentatives) de cambriolages, brigandages, pickpockets, agressions sexuelles et escroqueries sur internet sur une période de 5 ans (canton, pondéré, 2004-2016).....	35
Tableau 13 : Evolution des volumes et taux pour 1'000 habitants de délits de la petite et moyenne criminalité (PMC- événements) par commune et zone dans le canton de Genève (2008-2016).....	38
Tableau 14 : Evolution du volume et des taux pour 1'000 habitants des atteintes contre les personnes (infractions) dans les communes et zones du canton de Genève (2008-2016).....	39
Tableau 15 : Evolution du volume et des taux pour 1'000 habitants des atteintes contre les biens (infractions) dans les communes et zones du canton de Genève (2008-2016).....	40
Tableau 16 : Evolution des accidents de la circulation dans le canton de Genève (2001-2016).....	41
Tableau 17 : Evolution des taux d'accidents avec blessés dans les communes et zones du canton de Genève (2001-2016).....	43
Tableau 18 : Evolution des accidents mortels dans les communes et zones du canton de Genève (2001-2016).....	44

Tableau 19 : Classement des communes en fonction du taux pour 1'000 habitants d'accidents mortels ou avec blessés et l'évolution des taux depuis 2007	45
Tableau 20 : Taux et évolution des incivilités dans le canton de Genève (pondéré, 2007-2016).....	47
Tableau 21 : Taux d'incivilités comparés dans les communes et zones du canton (pondéré, 2016)	48
Tableau 22 : Evolution du degré de nuisance moyen par incivilité dans le canton sur une échelle de 1 à 3 (canton, pondéré, 2007-2016)	49
Tableau 23 : Comparaison du degré de dérangement par incivilité dans les communes et zones du canton de Genève (2016).....	49
Tableau 24 : Destinataires du signalement d'une incivilité (pondéré, 2007-2016)	50
Tableau 25 : Les taux de signalement pour incivilité par commune et zone du canton de Genève (2016).....	50
Tableau 26 : Evolution des volumes annuels d'intervention sur appel 117 et de contrôles policiers (police cantonale) dans le canton de Genève (2007-2016).	51
Tableau 27 : Evolution des volumes et taux pour 1'000 habitants des appels au 117 par commune et zones du canton de Genève (2013-2016).....	53
Tableau 28 : Evolution des taux de réquisitions Journal P2000 en 2013 et 2016 selon les communes – suite appel au 117.....	54
Tableau 29 : Les interventions sur appel au 117 selon les communes et zones du canton de Genève (2016).....	56
Tableau 30 : Evolution des effectifs et taux pour 1'000 habitants des polices municipales (2010-2016)	57
Tableau 31: Valeurs de l'indice de fréquence des patrouilles de police	63
Tableau 32 : Evolution de la visibilité des patrouilles mobiles et pédestres de la police cantonale et des polices municipales dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016).....	65
Tableau 33 : Evolution du taux de couverture des quartiers par type de patrouille de la police cantonale par zone et commune de Genève (2004-2016)	65
Tableau 34 : Evolution du taux de couverture des quartiers par type de patrouille de la police municipale par zone et commune de Genève (2004-2016)	66
Tableau 35 : La perception de la présence de la police cantonale sous forme de patrouilles mobiles et de patrouilles pédestres ou à vélo dans les quartiers par commune et zone (2004-2016).....	66
Tableau 36 : La perception de la présence des polices municipales sous forme de patrouilles mobiles et de patrouilles pédestres ou à vélo dans les quartiers par commune et zone (2004-2016)	67

Tableau 37 : Visibilité des patrouilles cantonales et municipales par type dans les communes et les zones du canton de Genève (2016).....	67
Tableau 38 : Evolution du taux de contact des résidents avec la police cantonale et la police municipale dans le canton de Genève (pondéré, 2004-2016)	68
Tableau 39 : Fréquence du contact avec la police cantonale et la police municipale dans les communes et zones du canton (2016)	69
Tableau 40 : Les motifs de l'insatisfaction des victimes envers la police pour le traitement de la plainte (canton, pondéré, 2016)	69
Tableau 41 : Evolution du degré de satisfaction à l'occasion d'un contact avec la police cantonale dans le canton de Genève (pondéré, 2007-2016).....	70
Tableau 42 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police cantonale dans les communes et zones du canton (2016).....	70
Tableau 43 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale ces 5 dernières années (Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge, Plan-les-Ouates, pondéré, 2013-2016).....	71
Tableau 44 : Taux de satisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale dans les communes (2016)	71
Tableau 45 : Evolution des raisons de l'insatisfaction des résidents entrés en contact avec la police cantonale dans les 5 dernières années dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016).....	72
Tableau 46 : Les motifs avancés par les résidents insatisfaits d'un contact avec la police cantonale par commune et zone (2016)	72
Tableau 47 : Motifs de l'insatisfaction des résidents à l'occasion d'un contact avec la police municipale dans les communes de la Ville de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates (2016)	73
Tableau 48 : Position de la sécurité dans la perception des problèmes jugés préoccupants par les résidents dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016)	74
Tableau 49 : Classement des problèmes en fonction du degré de préoccupation pour les résidents (canton, pondéré, 2013-2016).....	75
Tableau 50 : La sécurité dans l'ordre des préoccupations prioritaires des résidents par commune ou zone du canton (2010-2016)	75
Tableau 51 : La sécurité comme première préoccupation en fonction du sentiment d'insécurité (2016).....	76
Tableau 52 : La sécurité comme première préoccupation en fonction de la prévalence de l'agression (pondéré, 2016)	76
Tableau 53 : La sécurité comme première préoccupation en fonction de l'âge des répondants (pondéré, 2016)	77
Tableau 54 : La sécurité comme première préoccupation selon l'orientation politique du répondant (pondéré, 2016).....	77

Tableau 55 : La sécurité comme première préoccupation en fonction de l'image de la police (pondéré, 2016).....	77
Tableau 56 : Evolution de la perception de la sécurité dans le canton selon les communes et zones du canton (2010-2016)	78
Tableau 57 : Le niveau de sécurité dans la commune par commune ou zone (2016).....	79
Tableau 58 : Opinion sur l'évolution de la sécurité ces dernières années à Genève (pondéré, 2010-2016)	79
Tableau 59 : Opinion sur l'évolution de la sécurité ces dernières années dans la commune de résidence des répondants (canton, pondéré, 2013-2016)	80
Tableau 60 : Opinion sur l'évolution de la sécurité dans leur municipalité ou zone de résidence (2016).....	81
Tableau 61 : L'évolution du sentiment d'insécurité dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016)	83
Tableau 62 : Evolution du sentiment d'insécurité dans les communes et zones du canton (2010-2016)	83
Tableau 63 : Taux de résidents dans les communes et zones du canton qui évitent des endroits ou personnes dans leur quartier le soir après 22h (2016)	84
Tableau 64 : Evolution des types de lieux insécurisants selon les résidents du canton de Genève (pondéré, 2013-2016).....	85
Tableau 65 : Les lieux considérés comme insécurisants par les résidents par commune et zone du canton de Genève (2016).....	86
Tableau 66 : Les communes les plus fréquemment mentionnées par les résidents du canton comme comportant des lieux peu sûrs (pondéré, 2016) ..	86
Tableau 67 : Evolution des lieux de la Ville de Genève mentionnés par les résidents du canton comme comportant des endroits moins sûrs (pondéré, 2013-2016)	87
Tableau 68 : Les causes de l'insécurité ressentie dans les endroits peu sûrs à Genève (canton, pondéré, 2016).....	88
Tableau 69 : Les motifs principaux du sentiment d'insécurité (canton, pondéré, 2013-2016)	90
Tableau 70 : Evolution de l'image du travail de la police dans le canton de Genève (avec les sans réponse, pondéré, 2004-2016).....	91
Tableau 71 : Evolution de l'image du travail de la police dans le canton de Genève (sans les sans-avis, pondéré, 2004-2016)	91
Tableau 72 : Opinion des résidents sur la qualité du travail de la police cantonale en matière de lutte contre la criminalité dans les communes et zones du canton (2016)	92
Tableau 73 : Opinion des résidents sur la qualité du travail de la police municipale dans le quartier par commune (2016).....	92
Tableau 74 : L'image de la police selon l'opinion sur l'équité de la police (canton, pondéré, 2016)	93

Tableau 75 : L'image de la police selon la centralité du problème de l'insécurité (canton, pondéré, 2016)	93
Tableau 76 : L'image de la police selon le constat de la présence d'un problème de drogue dans le quartier (canton, pondéré, 2016).....	93
Tableau 77 : L'image de la police selon la qualité de vie dans le quartier (canton, pondéré, 2016)	94
Tableau 78 : L'image de la police selon la fréquence des patrouilles pédestres dans les quartiers (canton, pondéré, 2016)	94
Tableau 79 : Evolution de l'opinion sur l'équité de la police dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2007-2016).....	95
Tableau 80 : Opinion sur l'équité de la police cantonale dans les communes et zones du canton (2016).....	95
Tableau 81 : Evolution des raisons qui amènent les policiers à ne pas traiter tous les gens de la même manière (canton, pondéré, 2010-2016).....	96
Tableau 82 : Evolution des comportements de prévention des résidents du canton de Genève en matière de dispositif de serrures renforcées et de systèmes d'alarme (canton, pondéré, 2010-2016)	97
Tableau 83 : Les mesures de préventions en matière de serrures renforcées et de systèmes d'alarme adoptées par les résidents des communes et zones du canton de Genève (2016).....	98
Tableau 84 : Evolution de l'opinion des résidents sur les campagnes de prévention contre la criminalité de la police (canton, pondéré, sans les « sans opinion », 2013-2016).....	99
Tableau 85 : Opinion des résidents sur la campagne de prévention des accidents de la route à l'échelle cantonale (canton, pondéré, 2016)	99
Tableau 86 : Evolution des préférences des résidents en matière de prestations policières dans le canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016)	100
Tableau 87 : Les préférences en matière de prestations policières par commune et zones du canton de Genève (2016).....	101
Tableau 88 : La préférence pour des patrouilles pédestres selon l'évaluation de la sécurité dans la commune (canton, pondéré, 2016).....	101
Tableau 89 : La préférence pour des patrouilles pédestres selon le sentiment d'insécurité (canton, pondéré, 2016)	102
Tableau 90 : La préférence pour des patrouilles pédestres selon les catégories d'âge (canton, pondéré, 2016).....	102
Tableau 91 : La préférence pour des patrouilles pédestres selon la présence ou non de problèmes de drogue dans le quartier (canton, pondéré, 2016)	103
Tableau 92 : Evolution des problèmes clefs dont devrait s'occuper la police en priorité selon les résidents du canton de Genève (canton, pondéré, 2004-2016)	104

Tableau 93 : Les préférences des résidents en matière de priorités thématiques de la police cantonale par commune et zones du canton (canton, pondéré, 2004-2016).....	105
Tableau 94 : Les préférences thématiques des polices municipales selon les résidents par commune (2016).....	106
Tableau 95 : Les priorités thématiques de la police cantonale en fonction du sentiment d'insécurité (canton, pondéré, 2016).....	107
Tableau 96 : Les priorités thématiques des polices municipales en fonction du sentiment d'insécurité (canton, pondéré, 2016).....	107
Tableau 97 : Evolution des mesures susceptibles d'améliorer la sécurité dans le canton de Genève selon les résidents (canton, pondéré, 2013-2016)	109
Tableau 98 : Pourcentage de résidents favorables à différentes solutions pour améliorer la sécurité à Genève par communes et zones du canton de Genève (2016).....	110
Carte 1 : Carte des zones 2016.....	23
Carte 2 : Densité de population 2015 par sous-secteur statistique (Girec).....	26
Carte 3 : Volume de petite et moyenne criminalité (PMC) à l'hectare (2016) ...	36
Carte 4 : Volume des interventions suite à un appel au 117, à l'hectare (2016)	52
Carte 5 : Sentiment d'insécurité en 2016.....	82
Graphique 1 : Evolution du taux pour 1'000 habitants d'accidents de la circulation avec blessés depuis 2001 dans le canton de Genève.....	42
Graphique 2 : Evolution du taux pour 1'000 habitants d'accidents de la circulation mortels depuis 2001 dans le canton de Genève	42
Graphique 3 : Evolution comparée des volumes d'interventions sur appel au « 117 » et de contrôles de police dans le canton de Genève (2007-2016).....	52
Graphique 4 : Nombre d'interventions prises en charge par les APM dans le cadre des CLS (2013-2016)	59
Graphique 5 : Typologie des interventions (2013-2016).....	59
Graphique 6 : Interventions APM par communes (2013-2016).....	60
Graphique 7 : Réquisitions et interventions pour bruit (2011-2016).....	60
Graphique 8 : Réquisitions et interventions pour véhicules gênants (2011-2016)	61
Graphique 9 : Evolution du sentiment d'insécurité (% d'insécurisés) dans le canton de Genève de 2004 à 2016 (canton, pondéré, sondages).....	82
Graphique 10 : Le sentiment d'insécurité en fonction de l'âge et du genre du répondant (canton, pondéré, 2016)	89